

## M. Chirac ira à Moscou

La commission de la défense de l'Assemblée nationale a eu mercredi soir 29 avril la primeur de l'information, que l'hôtel Matignon a confirmé jeudi : M. Chirac se rendra bien, comme il était prévu, en voyage officiel en Union soviétique du 14 au 17 mai. Ainsi s'achève un suspense qui durait depuis plusieurs semaines déjà.

La préparation de la venue du premier ministre français au Kremlin aura été en effet inhabituellement laborieuse. Et il aura fallu attendre le retour à Paris d'une mission préparatoire conduite par le directeur d'Europe au Quai d'Orsay, M. Jacques Biot - mission qui était manifestement celle de la dernière chance, - pour que soient « confirmées » des dates de voyage qui, au fur et à mesure que se rapprochait la période initialement retenue, semblaient au contraire de plus en plus incertaines. M. Chirac lui-même n'avait-il pas, devant le peu d'empressement mis par ses hôtes potentiels à attester qu'il était bien attendu aux dates prévues, laissé entendre qu'il pourrait différer sa visite ?

Il est vrai que le premier ministre a joué de malchance. Les Soviétiques semblaient déjà assez enclins à se faire prioriser (peut-être du fait d'une certaine perplexité, dont ils n'ont d'ailleurs pas le monopole à l'étranger, quant à la répartition du pouvoir diplomatique entre M. Mitterrand et M. Chirac) lorsque a éclaté l'affaire Ariane. Celle-ci devait conduire à l'expulsion de six agents de l'ambassade d'URSS à Paris et, en représailles, à celle de six Français, diplomates ou non, travaillant à Moscou. Certaines voix soviétiques autorisées ont, en effet, indiqué que cet incident de parcours dans les rapports bilatéraux - incident dramatisé par la Kremlin, contrairement aux précédents - ne remettrait pas en cause l'invitation lancée à M. Chirac, une telle « bavure » ne devait évidemment pas accélérer la mise au point du voyage.

Les derniers développements des relations Est-Ouest ont achevé de compliquer les choses en donnant une raison supplémentaire à Moscou de marquer sa mauvaise humeur à la France. Parmi des Européens de l'Ouest inégalement séduits par l'option zéro désormais proposée par les Soviétiques - d'armement des euromissiles de part et d'autre du rideau de fer mais aussi des forces nucléaires intermédiaires à courte portée (SRINF), - c'est en effet à Paris que le Kremlin attribue sans conteste la palme du plus mauvais coucheur. Et sous ce rapport, plutôt au gouvernement et à son chef qu'au président de la République.

Durant le bref séjour à Moscou de la mission chargée de préparer la venue de M. Chirac, ce dernier, ainsi que son ministre de la Défense, M. Giraud, ont été accusés par l'agence Tass d'avoir pris « la tête de l'offensive contre le désarmement en Europe ». Et mercredi soir l'hebdomadaire « Temps nouveaux » revenait à la charge en accusant la France d'avoir « une attitude négative » à l'égard de « l'idée même d'un désarmement nucléaire en Europe ».

On ne saurait donc dire que cette visite s'engage sous les meilleurs auspices. L'acharnement dont a fait preuve le premier ministre en la circonstance s'explique notamment par le fait qu'il tenait, par un voyage de cette importance politique, à affirmer son rôle diplomatique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Hexagone, par rapport à l'Europe. Il n'est cependant pas sûr que l'effet produit corresponde au résultat escompté. Ni, par voie de conséquence, que M. Chirac tire de son déplacement en Union soviétique le même succès médiatique que M<sup>me</sup> Thatcher six semaines plus tôt.

## Inquiétudes des partenaires de Washington

### Protectionnisme : surenchère du Congrès face à M. Reagan

En dépit des avertissements du président Reagan, la Chambre des représentants a adopté, le mercredi 29 avril, un amendement protectionniste à l'encontre des pays, y compris européens, qui ne réduiraient pas leurs excédents commerciaux avec les Etats-Unis. Ce nouveau revers pour la Maison Blanche augure mal de la rencontre entre le chef de l'exécutif américain et le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, jeudi, à Washington.

« Déception » à la Maison Blanche, source inquiète chez les partenaires commerciaux des Etats-Unis, l'adoption d'un amendement ouvertement protectionniste par la Chambre des représentants constitue un sérieux revers pour les tenants du libre-échange. Du nom de l'un des candidats à l'investiture démocrate pour les présidentielles de l'automne 1988, M. Richard Gephardt, cet amendement prévoit l'application de sanctions pour réduire de 10 % par an les excédents jugés excessifs du Japon bien sûr, mais également de Taiwan, de la Corée du Sud, du Brésil, de la RFA et de l'Italie.

A Washington, comme au Japon et en Europe, on souligne qu'il ne s'agit là que d'une étape dans un long et menaçant processus. Le Sénat sera à son tour amené à prendre rapidement position. Mais après les vigoureuses prises de position de M. Reagan lui-même et de son conseiller pour le commerce, M. Clayton Yeutter, qui n'ont pas hésité à parler de la portée « tragique » ou de « désastre » d'une législation protectionniste, la victoire, même courte (4 voix de majorité) de M. Gephardt, est considérée comme un coup de semonce.

F. Cr.

(Lire la suite page 32.)

## Un sondage « le Monde »-IPSOS

### Procès Barbie : la justice doit l'emporter sur l'oubli

Le procès Barbie doit s'ouvrir le 11 mai devant les assises du Rhône. A cette occasion « le Monde » a demandé à IPSOS un sondage sur l'attitude des Français. 72 % des personnes interrogées estiment que la justice doit l'emporter sur l'oubli. L'appartenance politique ne paraît pas avoir une influence déterminante sur les réponses, tandis que les personnes âgées de plus de quarante-cinq ans se déclarent plus intéressées par ce procès que les jeunes.



Lire page 9 nos informations et le commentaire de JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## Une concurrente de Tokyo, bouillonnante de projets

### Osaka, « deuxième œil » du Japon

OSAKA de notre envoyé spécial

Lorsque, à vingt-deux ans, Keito Ito, une jeune femme très BCBG, fraîchement diplômée d'un collège pour les jeunes filles de la bonne société de Kobe, ouvre un « love hotel » (hôtel pour couple, sans bagages) dans un quartier animé d'Osaka, elle ne fit pas scandale. Dans le Kansai (région d'Osaka, Kyoto et Kobe), berceau de la civilisation japonaise et surtout creuset d'une culture du négoce sans complexe, les affaires sont un domaine où l'efficacité et la rentabilité ne s'embarrassent pas de respectabil-

ité chichiteuse. Keito Ito a fait preuve d'esprit d'entreprise et elle a réussi : dans cette ville d'Osaka où l'on n'a pas peur de parler d'argent et où une manière familière de se saluer consiste à dire « ga marche les affaires ? » (mōkarimakka), personne n'aurait songé à lui jeter la pierre.

La deuxième ville du Japon est en train de devenir une seconde capitale. En dix ans, la physionomie de cette flaque urbaine autrefois éparpillée par le béton et sans grand caractère a profondément changé : le tissu urbain s'aère, les gratte-ciel aux lignes pures surgissent comme des bambous après la pluie et les quartiers se transfor-

ment au fil de la mise en œuvre d'un plan d'urbanisme infiniment mieux maîtrisé qu'à Tokyo. Sur tout, dans le domaine économique, Osaka, bouillonnante de projets, rebondit après une période de déclin. Ici on a les dents longues et on ne le cache pas : « Le Japon a eu jusqu'à présent un développement de Cyclope », vous dit-on, « il n'a qu'un œil, Tokyo, centre de la politique, de l'économie et de la diplomatie. Osaka sera le deuxième œil de l'archipel et concentrera l'économie, la science et la culture ».

Avec sans doute plus de dynamisme et surtout de détermination qu'à Tokyo, les dirigeants d'Osaka préparent leur ville au vingt et unième siècle et veulent en faire un centre de communications internationales, un second cœur financier du Japon et un site scientifique s'appuyant sur un complexe industriel axé sur les technologies de pointe. A la municipalité on dans les bureaux des organisations patronales, on semble jongler avec les milliers de milliards de yens que nécessiteront d'ici à la fin du siècle ces grands projets, dont certains sont déjà en œuvre. Partout ailleurs qu'à Osaka on penserait qu'il n'y a là que forfanterie inconséquente.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 32.)

## Révision du plus vaste plan de sauvegarde de France

### Fièvre au Marais

Deux événements, l'un administratif, l'autre culturel, remettent sous les feux de l'actualité le quartier du Marais, à Paris, dont l'apparente vocation de promenade dominicale avait tendance à masquer les problèmes, sans en révéler la richesse pour autant.

Premier événement, la modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur du Marais de Paris, plan pourtant récent puisqu'il date de 1980. Deuxième événement, sur lequel nous reviendrons ultérieurement, l'exposition « Marais, mythe et réalité » (1), présentée à l'hôtel Sully, le siège de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), qui, elle-même, a fait peu de bruit pour l'occasion. Cette exposition, dont le projet remonte à 1982, alors que M. Jean-Pierre Babelon, actuel directeur du patrimoine, dirigeait la Caisse, a été élaborée sous la direction scientifique de M. Jean-Pierre Babelon, inspecteur général des archives de France. C'est dire que les études conduites pour la modification du plan, et les recherches effectuées pour l'exposition se sont abondamment croisées, sinon superposées.

Le plan adopté par le conseil de Paris le 22 septembre 1980 trouvait lui-même son origine et sa

préparation dans la loi Malraux en 1964. Une période pourtant plus faste en démolitions et en projets cataclysmiques : ne sommes-nous pas au cœur de la polémique des Halles, le quartier voisin dont les prestigieux pavillons devaient être abattus en 1973. M. Christian de La Malène, alors président de la SEMAH (2) les ayant jugés irrécupérables, M. Pierre-Yves Ligen, alors président de l'APUR (3), défendant leur destruction, et les politiques se rangeant naturellement à ces avis autorisés... (4).

Tout prédisposait le Marais à connaître un sort aussi tragique. Les historiens et défenseurs de l'architecture dite en ce temps « moderne » lorsqu'elle était postérieure au seizième siècle étaient encore peu nombreux et très modérément écoutés. L'urbanisme était en pleine hystérie, et le pauvre Marais avait bien triste mine pour résister au désir d'air pur et de lumière, aux grues et aux bulldozers. Quartier de petites industries logées à la va-comme-je-te-pousse dans les cours ou les salons d'hôtels particuliers, jadis prestigieux, désormais pitoyables, il avait perdu près de la moitié de sa population entre 1860 et 1964, passant de 120 000 habitants, ce qui était beaucoup peut-être pour les 126 hectares des troisième et quatrième arrondissements, à

75 000, chiffre plus raisonnable. Et qui a continué, mais pour de vaines raisons, on va le voir, à décroître, descendant jusqu'à 40 000 en 1982.

C'est, pour une part, la misère du Marais qui devait contribuer à son premier siècle de dépeuplement. Et c'est encore sa misère, son « abandon par l'opinion publique », nous dira M. Babelon, qui en définitive le préservait, comme cela s'est d'ailleurs vu dans maintes autres villes de France. Durant l'entre-deux-guerres, c'est de la tuberculose qu'il fallait sauvegarder Paris et sa population. C'est alors que furent créés ces « îlots insalubres », zones à rayer de la carte parce que la contagion se révélait particulièrement élevée, mais qui furent aussi, lorsque la maladie fut endiguée, les îlots idylliques de la promotion. Pour l'insalubrité, le Marais comptait l'îlot 1 et l'îlot 16.

FREDERIC EDELMAN.  
(Lire la suite page 10.)

(1) « Le Marais, mythe et réalité », hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Ouvert tous les jours, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 30 août.  
(2) Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles.  
(3) Atelier parisien d'urbanisme.  
(4) On ne relira jamais assez l'ouvrage de Bertrand Lemoine, les Halles de Paris, paru aux éditions de l'Esquerre en 1980.

**PAUL-ANDRE LESORT**

La ligne verte

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

**SEUIL**



# Débats

## EMPLOI

Comment le chômage ne continuerait-il pas d'alimenter la réflexion ? Serge Dumartin, à propos d'un témoignage, estime qu'un plan de lutte contre le fléau qui serait débattu dans l'opinion rendrait plus cohérentes et efficaces les mesures prises ou à prendre par le gouvernement. Jean Lecerf n'est pas loin de ce point de vue et demande que l'on mobilise davantage les forces locales. Jean-Jacques Dupeyrou, enfin, se préoccupe de remettre au point le système de comptage des jeunes au chômage.

## Les rentiers de l'inutile

Quel rôle social pour les inactifs dans la société de demain ?

par SERGE DUMARTIN (\*)

« On ne peut se mettre au balcon pour se regarder passer », affirmait Auguste Comte. C'est pourtant ainsi que se déroulent les vingt-huit mois du pays du chômage (1), où l'Annie Ratouis sociologue raconte comment l'Annie Ratouis chômeuse a accompli son voyage au bout de la nuit sociale, parcours insolite et obligé pour tant d'entre nous aujourd'hui, dans l'indifférence générale.

Dieu merci, elle le prend avec humour, parce qu'elle a compris qu'on ne fait plus pleurer Margot avec les misères des autres, même celles qu'on risque d'avoir à subir soi-même demain, alors qu'on se semble en exorcisme la menace. Son sourire n'a rien à voir avec le rire jaune de qui veut masquer sa souffrance. Il se veut tonique.

A. Ratouis jette un regard brutal et oblique sur les cent mille tracasseries, palinodies, redondances, méandres — courtelines — ou kaffkas selon l'humour, — mais aussi sur les fausses mains tendues, les regards, les équivoques et la cynique exploitation commerciale que subissent ceux que le rejet a déjà mis en état de moindre résistance.

A cet égard, son livre rendra service à nombre d'entre nous : aux futurs chômeurs et chômeuses débutants. Il apporte des mises en garde opportunes, des recettes de bon sens et des remèdes de bonne femme, des tours de main, qui les aideront à professionnaliser leur situation. Il rejoint dans leur solitude les chômeurs confirmés qui y gagnent un sentiment salutaire de confraternité et un sens du relatif grâce auquel ils pourront à leur tour « se regarder passer » avec plus de lucidité, sinon de philosophie. A ceux qui ne le seront jamais — ou qui le croient, — il offre le frisson exotique du voyage à l'inimaginable pays du chômage, avec rites sacrés, danses régionales et rencontres d'indigènes authentiques.

### La descente aux enfers

Mais les vrais destinataires de ce livre sont nos gouvernants, ceux qui ont en charge l'évolution de la société française. Auront-ils le courage de le lire ? Ils y apprendront ce qu'ils soupçonnent déjà, mais refusent de considérer (ce qui explique, sans les excuser, qu'ils nous mentent parfois sans le savoir) que l'indemnisation des chômeurs, le traitement social du chômage, habillé de gauche ou de droite, étaient le moindre des choses, mais qui laisse entière la question du rôle social des inactifs dans la communauté française de demain, et accessoirement celle de l'indignité des démarches qu'on leur impose aujourd'hui, et de l'incorrigible descente aux enfers des rentiers de l'inutile.

M. Philippe Séguin avait été le premier officiel, il y a près d'un an, à oser prédire pour l'avenir la fatalité d'un chiffre incompressible de 2,5 millions d'inactifs. A part un soutien sans lendemain d'Edmond Maire, il aura été le seul, qu'au surplus M. Jacques Chirac a fait taire en lui demandant de charger M. François Dalle d'une mission de six mois sur le sujet. Il y a déjà plus de sept mois, et on ne sait rien. Mais François Dalle n'est pas homme des demi-mesures. S'il a bien compris la radicalité de la situation, son rapport sera si explosif que le gouvernement en différera l'examen ou installera un M. Machin sans pouvoir ni budget permettant d'agir vraiment. D'ailleurs, six mois, ce n'était ni fait ni à faire : sûrement pas assez pour enterrer un problème qui deviendra tôt ou tard incontournable, et à coup sûr dérisoire pour l'aborder sérieusement dans toutes ses conséquences sur la redistribution des fonctions socio-économiques et des ressources dans notre pays. La preuve est ainsi faite que le gouvernement n'a pas envie de prendre conscience de son ampleur ni de l'affronter, et encore moins de le résoudre.

Domage, car chacune des mesures qu'il égrène sans cohérence au gré du bon vouloir de M. Balladur, adéquate en elle-même, ne rencontre qu'indifférence et incrédulité. Si, au contraire, elles avaient été le fruit d'une réflexion d'ensemble et d'un plan débattu dans l'opinion, elles auraient bénéficié du soutien actif de cette dernière et d'un effet de synergie qui en aurait décuplé les résultats.

Par chance pour lui, les chômeurs n'ont pas la tête à descendre dans la rue. Ils vivent seuls leur misère, souvent en retrait même de leur propre famille. Raison pour laquelle les syndicats de chômeurs ont du mal à prendre, qui charrient pourtant des trésors de solidarité, d'initiatives et d'innovations.

(\*) Ancien dirigeant dans l'industrie.

(1) Nouvelle Clés 6611, 98 F.

## Trois chantiers

Avec les moyens du bord, il serait possible de faire mieux à la base et au sommet

par JEAN LECERF (\*)

FACE au chômage, au besoin de rééquilibrer, de dynamiser l'économie, ni l'Etat ni la plupart des municipalités ne jouent leur rôle. Il existe, certes, de nombreux organismes de développement, compétents, efficaces. Il n'existe pas, dans l'ensemble, qu'ils constituent, de cohérence, de convergences, de mise en valeur de ce qui se fait, de recherche des moyens d'entreprendre ce qui ne se fait pas, de synthèse rayonnante, enthousiaste. Chaque localité, chaque petite région, chaque quartier de grande ville devrait être sur ce terrain une cellule vivante, active, pleine d'initiative.

### Un projet politique

Des hommes, des groupes, ont compris les nécessités d'un développement local pour retrouver le plein emploi. Ils sont mal connus et restent l'exception. Leur travail ne suscite pas de véritable intérêt parmi les responsables politiques. A-t-on jamais vu, à l'heure de vérité, évoquer leur action ? Non. Malgré la demande insistante des auditeurs, les propos, rares et rapides, sur le chômage ne dépassent pas les professions de foi.

Il n'existe pas de projet d'ensemble de politique d'animation. Ceux qui cherchent le dialogue dans cette direction n'obtiennent pas de réponses significatives, comme si la question de l'emploi était une fausse priorité et ne devait jouer aucun rôle dans le verdict que vont bientôt prononcer les Français.

Un projet politique pourrait, en bref, se centrer sur trois points :

1) Mobiliser toutes les forces locales disponibles pour chercher, dans chaque cas, compte tenu de ce que sont les demandeurs d'emploi et les possibilités locales, quels développements, quels projets, modestes, multiples, usant des moyens du bord, pourraient multiplier les échanges entre concitoyens ou avec l'extérieur pour donner du travail à chacun.

Cette mobilisation suppose l'intérêt actif, chaleureux, des pouvoirs publics locaux et nationaux. Ils ont, quand ils dépassent leurs querelles, l'irremplaçable prestige de ceux qui détiennent leviers, autorité, responsabilité. Ils doivent s'en occuper vraiment, avec dynamisme, pour que la presse y fasse écho, pour mettre en valeur ceux qui s'y consacrent.

Où n'y a-t-il rien à faire pour développer l'appareil commercial, pour mieux vendre, au-dessus et au-dessous, ce que produit et peut produire la localité, donc ce qui domine l'emploi ? Où ne peut-on pas améliorer la recherche de marchés nouveaux, la formation des hommes qui peuvent travailler à en tirer profit, l'accueil des jeunes, la gestion des entreprises, la préparation de ceux qui ont le désir d'entreprendre ? Où n'y a-t-il pas des entreprises, récentes et précieuses ou déjà bien assises, qui pourraient se développer ?

2) Organiser le travail du gouvernement. Il n'est outillé que pour le traitement social du chômage, seul de la compétence du ministre de l'emploi. Or une politique de création d'activités doit mobiliser presque tous les ministères : commerce, industrie, artisanat, finances, éducation, intérieur, culture, recherche, etc.

### Un plan d'ensemble

Le moyen ? Faire préparer et exécuter par tous les intéressés un plan d'ensemble. Pour cela, les réunir chaque mois sous la présidence du premier ministre, le ministre des affaires sociales et de l'emploi tenant le rôle de proposition, d'animation, et responsable du suivi de la Commission de Bruxelles. C'est une procédure efficace, et le rapport Dalle pourra être un instrument utile.

Outil essentiel : trois fois par an, un rapport public devrait détailler les progrès réalisés aux échelons national et local. Il citerait les actions et en organiserait la convergence. Il parierait d'hommes et de groupes, les mettant en valeur et facilitant ainsi la poursuite de leur tâche. La presse y ferait écho. Est-il vraiment impossible que des coups de main donnés aux chômeurs suscitent autant d'ardeur et de fierté que des coups de pied dans un ballon ?

3) Réorienter la recherche. Elle est active, mais une part insignifiante est consacrée à chercher les moyens d'employer ceux qui ont été bousculés par les remous du progrès.

Où, il existe une voie mal explorée pour engager la bataille de l'emploi, et qui la gagnera gouverner le pays pour longtemps. Avis aux candidats.

(\*) Ancien journaliste, auteur de *Crier l'emploi : la micro-économie*, Editions du Hameau.

## Un jeune sur quatre sans travail... une légende tenace

Elle provient de la confusion entre population totale et population active

UN jeune sur quatre au chômage... Les hommes politiques de tous bords l'ont si souvent affirmé et les médias si souvent répété que la France entière en est maintenant totalement persuadée. Le premier ministre a maintes fois authentifié ce constat statistique, parlant même « d'un jeune sur trois ou quatre » (1). Une vérité sacrée, en somme.

Voyons de plus près. Le nombre des jeunes âgés de plus de seize ans et de moins de vingt-cinq est d'environ 7 700 000. Parmi eux, combien de chômeurs ?

On peut se référer au critère le plus simple, celui de l'inscription à l'ANPE comme demandeur d'emploi. Or en janvier 1987, l'ANPE estimait avoir recensé quelque 870 000 demandeurs de moins de vingt-cinq ans. Certes, rapporté au nombre total des inscrits, ce chiffre est dramatique : environ le tiers (ce qui correspond exactement à la moyenne européenne). Mais rapporté au nombre total des jeunes de seize à vingt-cinq ans, il donne une proportion de un sur neuf et non un sur quatre. Et si, avec l'INSEE,

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX on préfère à ce critère rudimentaire de l'inscription la définition du chômeur retenue par le BIT, on n'en retombe pas moins sur la même proportion : un sur neuf (2).

Origine de la rumeur ? Très probablement — mais ce n'est qu'une hypothèse — une confusion. Un taux de chômage est le rapport entre le nombre des chômeurs et une « population active » englobant les personnes ayant un emploi et celles qui en recherchent un. Toutes classes d'âge réunies, ce taux, pour notre pays, est de 11 % ; mais pour les classes d'âge de seize à vingt-cinq ans, il est beaucoup plus élevé : de l'ordre de 25 %. De là à dire qu'un jeune... « sur quatre » est au chômage, il n'y avait qu'un pas, vite franchi : tellement plus simple ! Mais c'est oublier la discordance considérable, pour ces classes d'âge, entre la population totale et la population active, en raison notamment des millions de jeunes scolarisés qui, sans emploi mais n'en recherchant pas, n'entrent

point dans ladite population active.

Certes, il va de soi que le nombre de jeunes demandeurs d'emploi serait beaucoup plus élevé si l'on n'avait, fort heureusement, renforcé encore, par toute une batterie de mesures spécifiques, ce « traitement social » du chômage qui naguère suscitait les rires des sots. Mais même si l'on voulait considérer certaines de ces mesures comme un leurre et leurs bénéficiaires comme de purs chômeurs — ce qui signifierait, en clair, que les statistiques sur le chômage sont grossièrement truquées — la formule indéfiniment rabâchée n'en resterait pas moins très inexacte.

« Les pays qui n'ont pas de légende sont condamnés à mourir de froid », disait joliment Patrice de la Tour du Pin. Ceux qui en ont trop sont peut-être condamnés à mourir idiots.

(1) Notamment lorsqu'il est passé à « l'heure de vérité » en 1986 et 1987.

(2) Voir M. Cézard, « Le chômage et son halo », *Economie et Statistique* n° 193-194, numéro spécial sur le chômage.

## COURRIER DES LECTEURS

### Le vrai compte des chômeurs

Osez vous cent de chômeurs en France ? Il faudrait au moins ajouter à ce chiffre un tiers des agriculteurs, et ces retraités avant l'heure de la SNCF ou autres entreprises publiques, lesquels ne produisent pas plus (ou s'agissent des surplus agricoles, pas plus utilement) et ne sont pas moins à la charge de la collectivité que s'ils étaient chômeurs au sens strict.

Si l'on voit dans le chômage le volant des travailleurs à reconverter d'une activité à l'autre, il n'y a pas de raison que les auteurs de surplus agricoles ruineux, subventionnés qui en redemandent à coup de violence, parce qu'ils détruisent les paysages au lieu de rien produire, ne soient pas pris en compte. Et si l'on y voit la mesure de ceux qui, sans contrepartie vraie, sont supportés par les productifs, il n'y a pas de raison d'en exclure les retraités précoces, sous prétexte qu'ils iraient à la pêche au lieu de pointer.

Au total, il n'y a pas de raison pour que le seul critère du chômage soit la qualification (allocation ANPE, plutôt que retraite ou subvention) du soutien offert par la collectivité à ses bras ou cervaux inefficacement employés : la barycentre française est à cet égard chargée de beaucoup plus de 2 600 000 personnes, et probablement plus chargée en pourcentage que celle de la plupart des pays que nous imaginons pouvoir concurrencer.

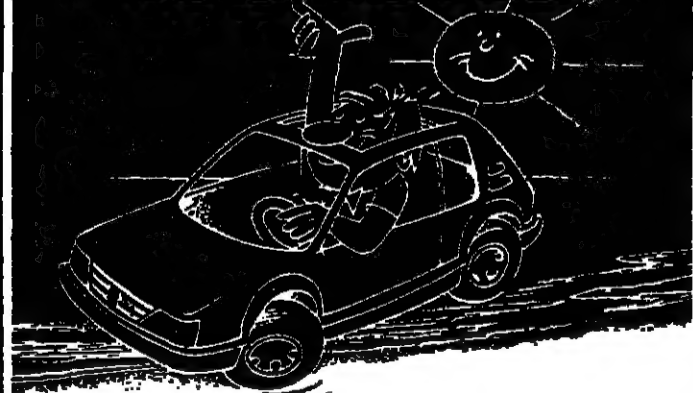
JEROME DE BOISSARD (Neully-sur-Seine).

### Alcoolisme et société

Si vraiment on veut guérir ce cancer de l'alcoolisme au volant, il faut aller bien plus loin : s'attaquer aux pressions sociales extrêmement contraignantes qui, dans notre pays, poussent à une consommation excessive d'alcool, au point que, dans certains cas, refuser de « boire un verre » est considéré comme une insulte (...).

Il faut surtout apprendre aux Français que l'on peut se réunir entre amis sans s'impregner d'alcool. Pour cela ne pas reculer devant les campagnes répétitives et obsessionnelles à la télé. Après tout, on va le faire pour les capotes anglaises, pourquoi pas aussi contre l'alcoolisme de Monsieur Toutlemonde ? G. TOURET (Lyon).

## à Pâques Darl'mat ouvre les toits



Quel qu'en soit le modèle, un toit ouvrant sur une voiture est une option des plus agréables. Quant à son prix ? Qu'importe ! Puisque cet été, déjà champion des reprises et du financement c'est encore Darl'mat qui en équipe ses voitures neuves DU 18 AVRIL AU 9 MAI.

Un bien bel œuf qu'il serait cloche de laisser échapper car attention : l'opération « Pâques ouvre les toits » se limite aux stocks disponibles.

**Darl'mat**

DARL'MAT CONCESSIONNAIRE PEUGEOT TALBOT 146 Bd de GRENELLE 75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65872 F  
Télécopieur : (1) 45-23-46-51  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontana

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonin-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontana, gérant,

et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde

USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde

c/o Speedpost, 46-45 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New York, N.Y., postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.

P.S.N. 46-45 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 992 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 484 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

## GRANDE-BRETAGNE

Trois quotidiens poursuivis  
après les révélations de Peter Wright  
sur les services secrets



THE UNIVERSITY OF JORDAN  
LIBRARY

FIC No. 65727

CLASS 111.1987

## FINLANDE

## Le nouveau gouvernement de coalition a été constitué

STOCKHOLM  
de notre correspondant  
en Europe du Nord

Le nouveau gouvernement majoritaire finlandais, constitué officiellement jeudi 30 avril, comprend sept ministres conservateurs, huit ministres sociaux-démocrates, deux représentants du Parti suédois et un représentant du Parti rural. Le gouvernement, très modéré et pragmatique en Finlande, et la droite, qui s'est progressivement rapprochée du centre, n'ont pas eu de difficultés majeures à s'entendre sur les grandes lignes d'un programme politique et économique pour les quatre années à venir.

Toutefois, cette alliance entre les deux grands partis du pays, voulue par le président de la République, M. Mauno Koivisto, est considérée à Helsinki comme une « expérience », et il n'est pas exclu que de sérieuses divergences apparaissent, notamment sur la question de la participation des salariés aux décisions des entreprises.

C'est sans doute une des raisons pour lesquelles le dirigeant social-démocrate depuis 1975 (et premier ministre pendant plus de dix ans au total), M. Kalevi Sorsa, a décidé d'abandonner la direction du parti à l'occasion du congrès de juin prochain. Il est sans doute préférable pour la gauche d'être une person-

nalité qui ne soit pas directement impliquée dans cette « expérience gouvernementale » qui ouvre un nouveau chapitre de la politique finlandaise, puisque les précédentes coalitions reposaient sur la cohabitation entre les sociaux-démocrates et les centristes.

Toutefois, M. Sorsa, âgé de cinquante-sept ans, ne se retire pas de la vie politique. Il reste ministre des affaires étrangères dans le nouveau gouvernement quadripartite, et certains lui prêtent l'ambition de se présenter à l'élection présidentielle de 1994, après les deux mandats de M. Koivisto. Son nom figure également, à intervalles réguliers, parmi les successeurs possibles de M. Mäki à la direction générale de l'UNESCO.

A. D.

## M. Harri Holkeri

## Un conservateur réaliste

Age : cinquante ans. Loisirs préférés : randonnées de ski de fond en Laponie. Profession : directeur de banque. Le nouveau premier ministre conservateur finlandais était membre depuis 1979 du conseil de direction de la Banque centrale d'Helsinki, qui est curieusement devenu avec le temps une sorte de « salle d'attente » pour les politiciens promus à un brillant avenir ou un « placard de luxe » pour ceux qui l'ont désigné poliment.

Pour y accéder, il faut tout d'abord posséder de solides compétences économiques. L'actuel président de la République, M. Mauno Koivisto (social-démocrate), a siégé à ce conseil, de même que M. Kari-Uusela, ancien ministre centriste des affaires étrangères. Il n'est donc pas étonnant que le chef de l'Etat ait choisi comme premier ministre un homme qui a pris un peu de recul par rapport à l'appareil du Parti conservateur et qui, comme lui, s'intéresse aux dossiers économiques et fait preuve de réalisme.

M. Harri Holkeri a été le leader des conservateurs de 1971 à 1979. A ce poste, il s'est attaché à « dépolitisier » ce vieux parti, Kansallinen Kokoomus, fondé en 1918, et à lui donner un profil dynamique et moderne. Il a largement

contribué aux progrès enregistrés durant toute cette période par la droite qui a recueilli, aux dernières législatives de mars, 23,2 % des suffrages.

De l'avis général, M. Harri Holkeri n'est pas une personnalité particulièrement joviale. Sérieux et respecté, certains le disent arrogant et même pédant. Toujours très à quatre épingles, il est en tout cas l'un des hommes les mieux habillés de Finlande.

Au premier tour des présidentielles de 1982, M. Holkeri était arrivé, avec 18,7 % des suffrages, en seconde position derrière M. Koivisto. Il sera de nouveau candidat l'année prochaine, mais sait que le président, dont le vote de popularité est très élevé, sera facilement réélu. En revanche, la lutte sera sans doute beaucoup plus serrée en 1988. Et les chances de M. Holkeri augmentent naturellement si l'« expérience » de la coalition entre les conservateurs et les sociaux-démocrates réussit.

Le nouveau premier ministre entame son travail dans de bonnes conditions puisque plusieurs sondages réalisés ces derniers jours indiquent que les Finlandais sont en majorité favorables à cette cohabitation.

A. D.

## A TRAVERS LE MONDE

## Philippines

## Deuxième procès à la suite de l'assassinat de Benigno Aquino

Manille (AFP). — Le deuxième procès des personnes soupçonnées d'avoir pris part à l'assassinat de Benigno Aquino, s'est ouvert, mardi 28 avril, en présence de trente-six des quarante inculpés. La Cour suprême avait cassé, l'année dernière, le jugement rendu à l'issue d'un premier procès qui s'était achevé, en 1985, sur l'acquittement

des accusés (au nombre de vingt-six) parmi lesquels figurait le général Fabian Ver, ex-chef d'état-major général des forces armées. Ce dernier et trois autres inculpés du nouveau procès sont en fuite depuis la chute de M. Marcos.

Trois civils — dont l'ancien ministre du tourisme du régime Marcos, M. José Aspreras — et trente-trois militaires, dont deux anciens généraux, sont au banc des accusés. Tous plaident non coupable.

Témoinant mercredi devant la cour, un expert médical, le docteur Bienvenido Munoz, qui avait autopsié le corps de la victime, a affirmé qu'un hématome visible sur la tête de la victime pourrait être une indication montrant que Benigno Aquino avait été assommé par un objet tel que la crosse d'un fusil avant d'être abattu. Il a produit à cette fin des photos jusqu'à présent inédites, laissant entendre qu'il les tenait de l'entourage de M. Aquino.

## Malaisie

## Cinq ministres limogés

Kuala-Lumpur. — Le premier ministre, M. Mahathir, a démis de leurs fonctions, le jeudi 30 avril, trois ministres, dont celui de la défense, et accepté la démission du ministre des affaires étrangères et de celui du commerce et de l'industrie. M. Mahathir a annoncé qu'il mettrait fin aux services du ministre de la défense, M. Abdullah Badawi, de celui du bien-être, M. Shahrir Samad et du ministre à la présidence du conseil, M. Abdul Ajib Ahmad, il a par ailleurs accepté la démission de M. Razaleg, ministre du commerce et de l'industrie et celle de M. Raiz Yatim, ministre des affaires étrangères, présentées la veille.

Tous ces ministres avaient soutenu la semaine dernière une tentative avortée de M. Razaleg de prendre la place de M. Mahathir à la tête de l'Organisation nationale des Malais unis (UMNO) la plus importante formation politique du pays, dont le président est automatiquement premier ministre (le Monde daté 26-27 avril). M. Mahathir a par ailleurs annoncé qu'il démettrait de leurs fonctions quatre vice-ministres, dont celui des affaires étrangères, M. Kadir Sheikh Fadzir. — (AFP.)

## URSS : après la publication de textes naguère proscrits

## Grogne à l'Union des écrivains

MOSCOU

de notre correspondant

Le conflit était inévitable et il est même surprenant qu'il n'ait pas éclaté plus tôt. Depuis plusieurs mois, des revues publient des textes littéraires russes connus en Occident mais dont la simple possession aurait valu jadis quelques années au goulag ou, en tout cas, de sérieux ennuis. Ces revues tirent à des centaines de milliers, voire des millions d'exemplaires. Nabokov et Goumliev, auteurs « tabous » jamais publiés en URSS, ont ainsi été révélés à un large public. Les poèmes interdits d'Anna Akhmatova ou de Chavchava sont désormais imprimés. Le Docteur Zhigov, qui causa la disgrâce de Pasternak, sera diffusé en feuilleton chaque mois à partir de l'an prochain dans *Novy Mir*.

Pour les fonctionnaires, nostalgiques du stalinisme et du « réalisme socialiste », qui restent majoritaires à l'Union des écrivains, cette publication donnée à des auteurs jugés « antisoviétiques » est un scandale. Elle constitue, en outre, un dévouement de leur action passée et un risque pour les carrières des plus jeunes d'entre eux. M. Vladimir Karpov, premier secrétaire de l'Union des écrivains, a jugé nécessaire, le mardi 28 avril, devant un « plénum » de la direction collective de son organisation, de donner un coup d'arrêt à cette tendance. La *Literaturnaya Gazeta* a publié, mercredi, son discours.

« Je voudrais dire quelques mots sur des publications récentes qui ont provoqué de vives discussions et pas seulement dans les cercles littéraires. Je pense que le processus est allé trop loin : il y a des revues qui essaient de stupéfier leurs lecteurs

avec la prose de Nabokov ou la poésie de Goumliev. Il faudrait garder un peu de mesure », a déclaré M. Karpov. Vladimir Nabokov (1899-1977), auteur de *Lolita* et de *Invitation à un voyage*, d'origine aristocratique, émigré très jeune en Occident, qui a toujours préféré l'étranger, l'étranger et le style à toute réflexion politique, n'est évidemment pas un écrivain très recommandable. Nicolas Goumliev est, pour les tenants du réalisme socialiste, encore pire : il a été fusillé en 1921 comme comploteur « blanc ».

## Le juste milieu

M. Karpov adopte un point de vue « modéré » qui constitue sans doute un compromis entre des tendances opposées au sein de son organisation. Il demeure favorable à la publication d'œuvres jusqu'ici interdites. Mais, ajoute-t-il, « cela ne veut pas dire que nous devons changer d'avis sur le processus littéraire de ces soixante-dix dernières années et rédiger une nouvelle liste de ses représentants [les plus éminents]. Non, mille fois non ! ».

Le problème est aigu et concret. Que faire des auteurs médiocres, simples fonctionnaires du parti, qui peuplent les rangs de l'Union des écrivains et continuent d'être publiés à des millions d'exemplaires ? M. Karpov répond en substance qu'il ne faut pas se laisser décourager. « Pour les distants, beaucoup d'œuvres d'écrivains soviétiques ne sont pas de la littérature de grande qualité. Mais il ne faut pas s'attendre à un autre jugement de la part de nos adversaires idéologiques », explique-t-il.

M. Karpov en convient. « Oui, il y a eu des œuvres médiocres, et même très faibles sur le plan artistique », mais, poursuit-il, « nous ne devons pas rejeter tout ce qui a été créé lors de ces dernières années dans notre littérature. Il y avait des écrivains qui disaient aux gens leurs quatre vérités honnêtement et courageusement et qui préparaient une société aux changements qui se produisent actuellement ».

Le juste milieu que M. Karpov appelle de ses vœux sera difficile à maintenir. Il y a, d'un côté, les partisans du réalisme socialiste ulcérés par les railleries dont ils sont l'objet et craignant pour leurs places et privilèges. Face à eux, les directeurs de revues, ambitieux et pas toujours très jeunes, cherchent à se faire un nom ou à prendre une revanche sur le passé en publiant des textes qui sentent le souffre.

La carrière de M. Karpov lui-même est intéressante. Agé de soixante-cinq ans, ancien directeur du mensuel littéraire *Novy Mir*, il a été porté à la tête de l'Union des écrivains en juin 1986. Toute son œuvre est consacrée à la seconde guerre mondiale qu'il a vécue dans des conditions très spéciales : dénoncé pour avoir tenu des propos hostiles à Staline, il a été emprisonné pendant deux ans puis envoyé dans des missions suicidaires sur le front dont il revint couvert de gloire... et écrivain.

M. Karpov, par son passé, n'est donc pas un écrivain fonctionnaire comme les autres. Il vient cependant de lancer une mise en garde sévère à ceux qui croient qu'on peut désormais impunément tout publier en URSS.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## BERLIN-OUEST

Coup d'envoi des festivités du 750<sup>e</sup> anniversaire de la villeBERLIN-OUEST  
de notre envoyé spécial

Un printemps guilleret campe sur la ville : dans les rues animées du centre, on vient respirer à plein cœur les premiers beaux jours. Il doit bien y avoir quelques deux berlinois pour inspirer un tel air d'insouciance en ce jour « J » des festivités qui doivent marquer, pendant toute l'année, le sept cent cinquantième anniversaire de l'ancienne capitale divisée, dans sa partie occidentale.

A Berlin-Ouest, politique et spectacle ont toujours sa place. On ne ménage pas pour maintenir en vie cet ilot occidental qui symbolise depuis quarante ans le refus d'accepter pour toujours la division de l'Allemagne, de l'Europe. Qu'opposer d'autre à cette machine lourde qui, de l'autre côté du mur, tente de grignoter l'année en année le statut de Berlin, garanti par les quatre puissances, pour ériger la partie orien-

tale de la ville en capitale définitive d'un deuxième Etat allemand ?

Servis par le hasard du découpage, les Allemands de l'Est ont préparé à leur façon ce sept cent cinquantième anniversaire en relevant de ses ruines le centre historique, qui retrouve peu à peu son allure d'autrefois. Par comparaison, Berlin-Ouest fait un peu figure de banlieue perdue avec son Reichstag et sa porte de Brandebourg coincés dans les replis du mur.

Que cette banlieue vive, qu'elle représente pour ceux de l'autre côté l'espérance que tout est encore permis, qu'il en douterait pourtant aujourd'hui ? C'est cette force d'âme que les dirigeants ouest-allemands au grand complet sont venus célébrer, jeudi 30 avril, à l'occasion de l'ouverture officielle des cérémonies à Berlin-Ouest.

Le président de la République M. von Weizsäcker, le chancelier Kohl, le président du Bundestag, les ministres-présidents des Länder,

tous étaient là aux côtés des ambassadeurs alliés pour rappeler que Berlin-Ouest pourrait toujours compter sur la République fédérale entière pour survivre en tant que tel, en attendant des temps meilleurs. « Si vous êtes sérieux en ce qui concerne la paix, arrachez ce mur, laissez les gens aller les uns avec les autres ! », a lancé, mercredi, devant le Sénat de Berlin-Ouest, le président du Bundestag, M. Philipp Jenninger, à l'adresse des dirigeants est-allemands.

Le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, avait, après avoir longtemps hésité, décliné l'invitation aux cérémonies de jeudi. Le maire de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen, qui avait longtemps œuvré pour cette venue, a annoncé, jeudi, qu'il ne répondrait pas, pour sa part, à l'invitation que lui avaient adressée les Allemands de l'Est pour les cérémonies du 23 octobre à Berlin-Est.

HENRI DE BRESSON.

## GRANDE-BRETAGNE

## Trois quotidiens poursuivis pour avoir repris les révélations de Peter Wright sur les services secrets

M. Thatcher a refusé, mardi 28 avril, de répondre aux questions de députés à propos des accusations portées contre le service de contre-espionnage MI 5 et faisant notamment état d'un complot monté dans les années 70 pour déstabiliser le chef du gouvernement travailliste de l'époque, M. Harold Wilson. « Je n'ai pas de responsabilité pour des événements qui se sont produits avant que mon gouvernement n'arrive au pouvoir », a déclaré M. Thatcher aux Communes.

Ces accusations, contenues dans les Mémoires d'un ancien agent, Peter Wright, ont été reprises par la publication en Australie, ont été reprises par la presse en ce début de semaine. Les quotidiens qui ont, le lundi 27 avril, consacré une large place à l'analyse du contenu du livre de Peter Wright (*The Independent*, *The Daily News* et *The Evening Standard*) feront l'objet de poursuites judiciaires.

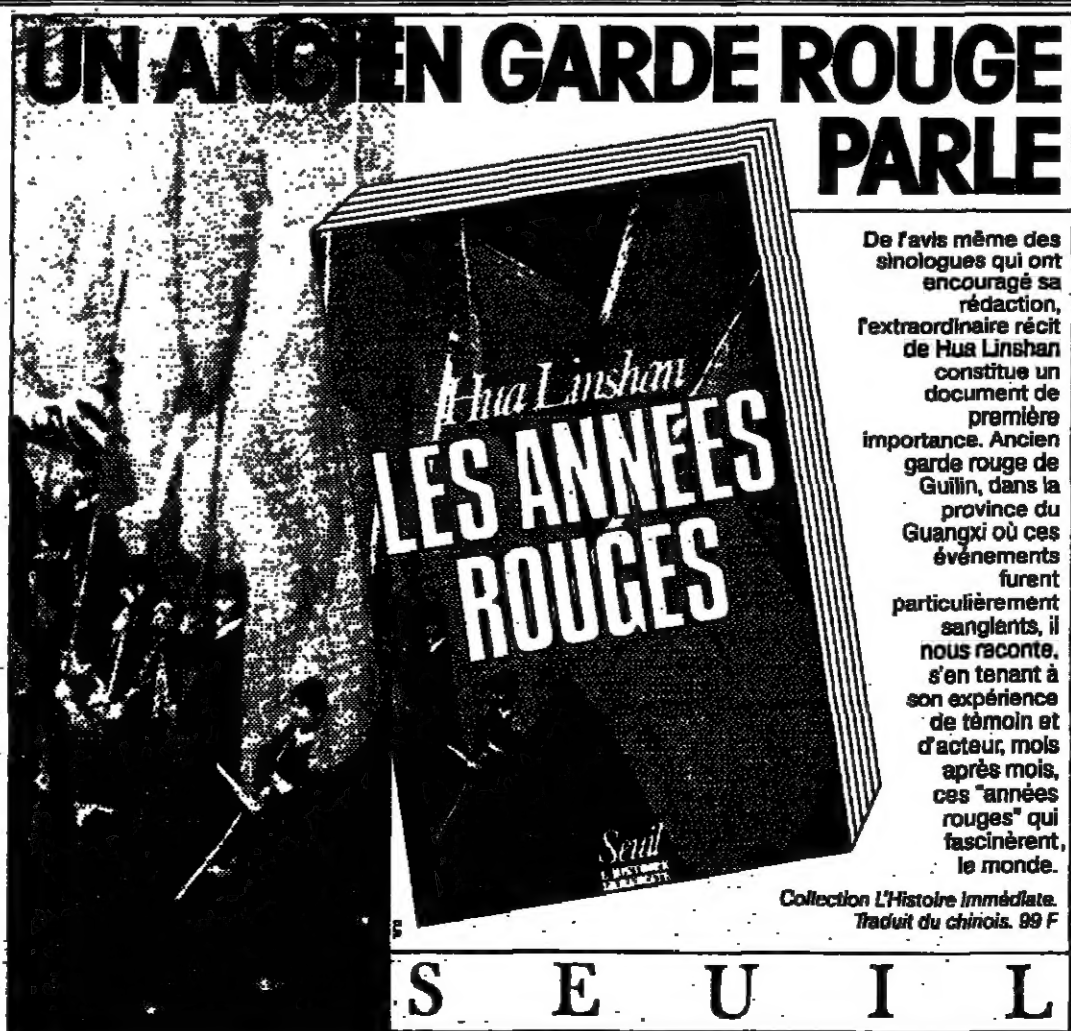
Dans ce livre, Peter Wright relate les détails de la machination montée dans les années 70 par le contre-espionnage et des membres du Parti conservateur pour faire croire que M. Wilson était menacé par les services soviétiques. Ce contre-espionnage, souligne *The Independent*, n'est pas un plaidoyer, mais se présente

comme un compte rendu factuel de la vie quotidienne d'un agent des services secrets pendant vingt ans.

L'auteur reconnaît avoir été directement impliqué dans la campagne visant à discréditer Harold Wilson et s'être lui-même livré, à cette fin, avec ses collègues, à des écoutes illégales et à des cambriolages « dans tout Londres ».

Le livre donne d'abondants détails sur les systèmes d'écoutes installés illégalement par les services secrets, de leur propre chef. Ces opérations visaient non seulement les ambassadeurs d'Union soviétique et des pays du pacte de Varsovie ou les locaux du Parti communiste britannique, mais aussi l'ambassade de France et celle de la RFA à Londres.

Toutes les communications chiffrées entre l'ambassade de France et l'Élysée auraient ainsi été espionnées entre 1960 et 1963, époque où la Grande-Bretagne demandait à adhérer à la CEE, et transmises au secrétariat au Foreign Office par les services dans lesquels travaillait M. Wright. Le livre contient, en outre, des révélations sur des projets d'assassinat du président Nasser en 1956, au moment de l'affaire de Suez ou de militants de l'IRA.



De l'avis même des sinologues qui ont encouragé sa rédaction, l'extraordinaire récit de Hua Linshan constitue un document de première importance. Ancien garde rouge de Guilan, dans la province du Guangxi où ces événements furent particulièrement sanglants, il nous raconte, s'en tenant à son expérience de témoin et d'acteur, mois après mois, ces « années rouges » qui fascinent le monde.

Collection L'Histoire Immédiate. Traduit du chinois. 99 F.

S E U I L

## Chantiers

bord, il serait possible à base et au sommet (LE CERF (\*)

Où n'y a-t-il rien à faire pour développer l'appareil commercial, pour mieux vendre, au dedans et au dehors, ce que produit et ce que produit la localité, donc ce qui donne de l'emploi ? Où ne peut-on pas améliorer la recherche de marchés nouveaux, la formation des hommes qui peuvent travailler à en tirer profit, l'accueil des jeunes, la gestion des entreprises, la préparation de ceux qui ont le désir d'entreprendre ? Où n'y a-t-il pas des entreprises, récentes et précieuses ou déjà bien assises, qui pourraient se développer ?

2) Organiser le travail du gouvernement. Il n'est outillé que pour le traitement social du chômage, seul de la compétence du ministre de l'emploi. Or une politique de création d'activités doit mobiliser presque tous les ministères : commerce, industrie, artisanat, finances, éducation, intérieur, culture, recherche, etc.

## Un plan d'ensemble

Le moyen ? Faire préparer et exécuter par tous les intéressés un plan d'ensemble. Pour cela, il faut chaque mois sous la présidence du premier ministre, le ministre des affaires sociales et de l'emploi tenant le rôle de proposition d'animation, et responsable du suivi de la Commission de Bruxelles. C'est une procédure efficace, et le rapport Daili pourra être un instrument utile.

Quid d'essentiel : trois fois par an, un rapport public devra détailler les progrès réalisés au échelon national et local. Il chiera les actions et en organisera la convergence. Il parlera d'hommes et de groupes, les mettra en valeur et facilitera ainsi la poursuite de leur tâche. La presse y fera écho. Est-il vraiment responsable que des coups de main donnés aux chômeurs suscitant autant d'ardeur et de fièvre que des coups de pied dans un bûche ?

3) Réorienter la recherche. Elle est active, mais une part insaisissable est consacrée à chercher les moyens d'empêcher ceux qui ont été bousculés par les remous du progrès.

Qui, il existe une voie ma explorée pour engager le bataillon de l'emploi, et qui la gagnera gouverner le pays pour longtemps. Avis aux candidats.

(\*) Ancien journaliste, auteur de *Chien (rapport de micro-économie)* par Jean de Hamma.

## Monde

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

1 an 6 mois 3 mois 12 mois

FRANCE

854 F 672 F 554 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

487 F 1 337 F 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

599 F 762 F 1 069 F 1 380 F

SUISSE, LUXEMBOURG

594 F 772 F 1 404 F 1 800 F

Pour voir ailleurs : voir nos annonces

Changement d'adresse : délicate et

nécessite : nous adresser deux cartes

postales pour éviter toute erreur

L'abonnement est souscrit pour 12

numéros de revue et 12 numéros de

journal. Les abonnements sont

payés par mandat postal ou par

chèque. Les chèques doivent être

payés à l'ordre de l'éditeur.

Tous les abonnements sont

payés en avance.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Compteur 36-15 - Tarif LEMONDE

Inscription à la carte

à la carte

à la carte

à la carte



## Proche-Orient

Devant M. Shamir, qui y est hostile

### M. Mitterrand réaffirme que la France soutient le projet de conférence de paix

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, devait quitter Paris, le jeudi 30 avril, à l'issue d'une visite officielle qui lui a donné satisfaction quant à l'avenir de la coopération économique et technique entre les deux pays, mais n'a pas occulté les divergences en ce qui concerne la relance d'un processus de paix au Proche-Orient. Ainsi M. Mitterrand a-t-il réaffirmé mercredi, devant M. Shamir, que la France était favorable à la réunion d'une conférence internationale, faisant valoir que « les contacts directs entre Israël et ses voisins arabes n'avaient pas de chance d'aboutir » et lui « paraissaient maintenant être illusoirs ».

M. Shamir pense exactement le contraire, et la position française en faveur d'une conférence internationale avait rarement été exposée avec autant de force qu'en cours de cet entretien — du moins à en croire les indications données à l'Élysée.

Selon celles-ci, M. Mitterrand a clairement indiqué à son interlocuteur que « la France prendrait position en faveur de cette conférence ». Le président a évoqué les accords de Camp David — la paix séparée conclue entre Israël et l'Égypte en 1979, — faisant valoir que « l'objectif n'a été rempli qu'à moitié, car en l'absence des Palestiniens la négociation bilatérale n'a pas réussi à régler le problème ».

M. Mitterrand a observé qu'il n'y aurait pas de conférence tant que les États-Unis et Israël y seraient opposés, mais qu'il n'y aurait pas non plus de contacts directs : « On restera donc dans un état de néant avec tous les risques que cela comporte », a dit le chef de l'État.

M. Shamir a indiqué que ces « divergences de vues » n'avaient pas pesé sur la visite, dont il a souligné le climat de cordialité et d'amitié.

D'autre part, répondant à une question mercredi après-midi à l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a estimé que les travaux du récent Conseil national palestinien (CNP, le « Parlement » de l'OLP) n'avaient pas marqué de radicalisme de l'organisation. Il a notamment observé : « Les concessions d'Arafat à l'égard des résolutions auxquelles il avait préconisé une Confédération jordanio-palestinienne... D'autre part, la réunification de l'OLP est en elle-même de nature à faire prévaloir la voix politique sur les autres et à orienter le mouvement palestinien vers un comportement responsable en diminuant, sinon en supprimant, le risque de surenchère permanente qu'impliquerait la concurrence entre organisations ».

### Le pari de M. Shimon Pérès

JÉRUSALEM  
De notre correspondant

Israël vit une fois de plus à l'heure des grandes manœuvres diplomatiques. En attendant le retour de Paris, jeudi soir, du chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, les ministres s'agitent, les États-majors se concertent et la presse s'enflamme. Faute de pouvoir dire si la nouvelle ambassadeur présente une véritable « percée », on constate qu'un nouveau et important scénario se trace au Proche-Orient.

Les propos des deux dirigeants travaillistes, MM. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, et Itzhak Rabin, ministre de la défense, n'avaient cessé depuis une semaine d'entretenir et de nourrir les spéculations. Le premier, rayonnant d'optimisme — après une phase de repli mélancolique — répétait à l'envi sa certitude de « voir bientôt la Jordanie ouvrir des négociations directes avec Israël dans un cadre international ».

Son collègue, réputé flegme, prenait chaque fois de plus en plus d'inspiration en attendant le sort de la majorité des implantations juives en Cisjordanie « serait fixé lors d'une négociation » avec Amman, débouchant à terme sur un « compromis territorial » (le Monde du 25 avril). Quelle mouche avait piqué les deux hommes ? Tout se passait comme s'ils partageaient un secret, celui d'une promesse venue d'au-delà du Jourdain.

Puis il y eut la révélation par la presse que M. Pérès aurait secrètement rencontré le roi Hussein il y a deux semaines (le Monde du 29 avril). Vrai ? Faux ? Plausible en tout cas. La porte-parole du minis-



tre des affaires étrangères, après quelque hésitation, démentait catégoriquement la nouvelle. M. Pérès se montrait plus ambigu. M. Shamir ne confirmait ni n'infirmerait la rumeur. Une chose est sûre : qu'ils aient abouti ou non à un tête-à-tête Hussein-Pérès, les contacts noués depuis des mois par les deux dirigeants se sont récemment intensifiés, grâce notamment à l'entremise d'un diplomate américain aussi discret qu'actif, M. Wat Cleverly, envoyé spécial du secrétaire d'État, M. Shultz, dans la région.

Oh, en est-on aujourd'hui ? Fruit de ces tractations secrètes, un « document de travail » existe. Il traite des modalités d'une conférence internationale de paix. Ce n'est pas un accord scellé en bonne et due forme mais une sorte d'arrangement (« Understanding ») qui constate les terrains d'entente et laisse en suspens les points de discord, autrement dit un texte en cours de peaufinage.

Ce texte en trois parties stipule que la conférence sera convoquée par le secrétaire général de l'ONU. La troisième partie — la plus importante — porte sur la procédure de la conférence. Dix points d'entente sont acquis : les parties réaffirment leur soutien aux résolutions 242 et 338 de l'ONU et leur condamnation du terrorisme ; elles reconnaissent les droits légitimes du peuple palestinien ; la conférence nommera trois comités régionaux servant de cadre à des négociations bilatérales (Israël-Jordanie, Israël-Syrie, Israël-Liban) dans l'hypothèse où Damas se joindrait aux pourparlers, Israël-Libanais).

La conférence n'aura aucun pouvoir d'arbitrage ou de contrainte. Elle n'aura les moyens ni d'imposer une solution ni d'annuler un accord préexistant. Le roi Hussein aurait accepté ces conditions d'impasse explorées des discussions en comité, la conférence plénière serait saisie du différend, après accord mutuel des intéressés et non plus, comme il l'exigeait depuis des mois, sur simple recours d'un des partenaires. C'est la souplesse nouvelle du roi sur ce point crucial de procédure qui aurait soudain débarrassé les tractations.

#### Obstacles

Trois chapitres, les plus épineux, restent matière à discussion. Ils touchent aux problèmes de fond. Combien de temps durerait la conférence plénière avant de passer le relais aux comités régionaux ? A quelles conditions Israël accepterait-il la participation de l'URSS à un tel forum ? Enfin et surtout, qui représenterait le peuple palestinien dans une délégation commune avec la Jordanie, l'OLP, inacceptable par Israël, étant totalement écartée des travaux ? S'agissant de l'URSS, on affirme à Jérusalem dissimuler « certaines lignes partielles d'adhésion » mais « rien de très concret ».

M. Pérès assure que, au cours de ses derniers contacts avec les Soviétiques, ceux-ci ont admis que la conférence ne devrait avoir aucun caractère coercitif, toute solution imposée étant vouée d'emblée à l'échec. Pour ce qui est de la représentation palestinienne, on attend ici avec un vif intérêt les résultats de la rencontre samedi entre M. Moubarak et le roi Hussein, laquelle devrait être axée sur cette délicate question.

Voilà la toile de fond sur laquelle M. Pérès s'active et joue le « forcing ». Il a réuni, mercredi, à deux reprises les ministres travaillistes pour les informer de ses projets et en débattre. Il fait profession d'optimisme et d'impatience. Si, comme probable, le Likoud (« nous n'avons pas le droit de laisser échapper cette chance historique de faire la paix avec la Jordanie »), mais aussi le rassure (« l'important n'est pas la conférence internationale mais le processus de paix. La conférence, transitoire, ne sera qu'un petit conseil conduisant à des négociations directes. Et puis, nous n'y serons pas attachés à nos fautes, menottes au poing, que diable ! »).

## Asie

### PAKISTAN

#### Un avion militaire abattu par un missile sur la frontière afghane

Un appareil militaire pakistanais s'est écrasé au sol, mercredi 29 avril, alors qu'il avait pris en chasse un avion afghan qui avait violé l'espace aérien pakistanais. Le pilote a eu le temps d'actionner son siège éjectable, a annoncé l'agence de presse pakistanaise APP, en précisant que l'avion avait été touché par un missile.

Les incidents aériens se multipliant sur sa frontière avec l'Afghanistan, le Pakistan a formellement demandé aux États-Unis d'étudier la possibilité d'amender la loi américaine qui interdit de lui louer des avions-radar AWACS, a annoncé, le même jour, un porte-parole officiel à Islamabad.

Cette demande officielle devrait contribuer à alimenter la campagne

de l'Inde contre les livraisons d'armes américaines au Pakistan. Lundi, déjà, devant le Parlement de New-Delhi, le ministre indien de la défense a déclaré que les États-Unis « ont choisi d'ignorer que le Pakistan poursuit ses recherches en matière d'armement atomique et continue de lui fournir des armements conventionnels dernier cri ». Il a affirmé que « la menace nucléaire croissante (pakistanaise) allait contraindre l'Inde à changer d'attitude ». En d'autres termes, New-Delhi envisage une révision de sa politique nucléaire. Depuis l'explosion d'un engin nucléaire en 1974, elle assure qu'elle n'utiliserait l'énergie nucléaire qu'à des fins pacifiques. — (AFP, Reuters.)

● **CORÉE DU SUD** : grèves de la faim. — Un mouvement de grèves de la faim de prêtres catholiques s'étend pour protester contre l'ajournement par le président Chun Doo-hwan de la réforme constitutionnelle (le Monde du 14 avril). De sources religieuses, on indique que quarante prêtres de Séoul en étaient, mercredi 29 avril, à leur troisième jour de grève de la faim dans la cathédrale Myongdong. Douze prêtres de Kwangju (sud), à l'origine du mouvement, poursuivaient leur jeûne. Vingt-deux prêtres à Chunju (près de Kwangju) et dix à Andong (est) se sont joints au mouvement qui réclame, avec l'appui de l'influent comité de l'Eglise catholique pour la paix et la justice, la mise en œuvre de la réforme, l'élargissement des pri-

sonniers politiques et la liberté de la presse. — (AFP.)

● **JAPON** : la santé de Hirohito. L'empereur Hirohito a été contraint de quitter, mercredi 29 avril, un banquet donné au palais impérial en l'honneur de son quatre-vingt-troisième anniversaire, en raison d'une indisposition passagère. Les services du palais ont indiqué, ce jeudi, que sa température, sa tension et son rythme cardiaque étaient normaux après qu'il se fut reposé. L'empereur était apparu en bonne santé la veille, avant son malaise, lorsque quarante-cinq mille personnes étaient venues le saluer dans l'enceinte du palais comme c'est la coutume pour son anniversaire. — (AFP.)

## Afrique

### TCHAD

#### M. Fernand Wibaux est à N'Djamena pour lever « certains malentendus »

M. Fernand Wibaux, conseiller diplomatique du gouvernement français, est parti dans la soirée du mercredi 29 avril à N'Djamena, où il rencontrera le président Hissène Habré.

La France, dont l'appui logistique à N'Djamena a contribué aux victoires des forces tchadiennes contre les troupes libyennes dans le nord du Tchad, souhaite en effet lever « certains malentendus » et obtenir de M. Habré des précisions sur ses demandes en aide humanitaire et militaire.

Le président tchadien a souhaité cette aide pour le retour des réfugiés au nord du 16<sup>e</sup> parallèle, ligne officielle de séparation des forces antagonistes avant les derniers succès tchadiens dans le Borkou et l'Ennedi, ainsi qu'un appui logistique pour la maintenance et la réparation des équipements militaires tchadiens dans cette région. Paris, jusqu'à présent, s'est refusé à ce que les troupes françaises puissent franchir le 16<sup>e</sup> parallèle.

Certains responsables français auraient été irrités par le fait que les Tchadiens ont permis à des experts américains d'examiner sur place un

hélicoptère de fabrication soviétique MI-24, capturé à Ouadi-Doum, la principale place forte libyenne prise par les forces de N'Djamena à la fin du mois de mars, qui les intéressent aussi. Des militaires français s'étaient, eux aussi, rendus sur place après la chute de Ouadi-Doum, mais ont refusé de participer à une mission conjointe avec les Américains, comme ceux-ci le leur avait proposé.

D'autre part, la réunion du comité ad hoc de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), chargé de régler le différend frontalier opposant le Tchad et la Libye à propos de la bande d'Aouzou, s'est achevée mercredi soir, à Libreville, en l'absence de la délégation libyenne.

Dans un communiqué final, les pays membres du comité (Cameroun, Algérie, Gabon, Mozambique, Nigeria), ainsi que le Congo qui occupe actuellement la présidence de l'organisation panafricaine et le secrétaire général de l'organisation, ont annoncé l'envoi, dans les semaines à venir, d'une mission ministérielle à N'Djamena et à Tripoli « en vue de sauvegarder la crédibilité de l'OUA ».

### TUNISIE

#### Nombreux appels en faveur de la libération du secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS, opposition reconnue) a réclamé, mercredi 29 avril, la « libération immédiate » de M. Khémais Chamary, membre de son bureau politique et secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), appréhendé à Tunis (le Monde du 30 avril).

Dans un communiqué signé par son secrétaire général, M. Ahmed Mestiri, et rendu public à Tunis, le MDS « dénonce cette mesure d'arrestation pour des raisons encore inconnues » et s'élève contre les conditions dans lesquelles elle a eu lieu.

La Fédération internationale des droits de l'homme, dont M. Chamary est vice-président, a, d'autre part, demandé « instantanément au gouvernement tunisien », dans un communiqué publié à Paris, « sa libération immédiate ». Plusieurs organisations ou personnalités ont

enfin adressé des télégrammes dans le même sens au président Bourguiba : l'association France-Libertés, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, M<sup>me</sup> Mendes France, M. Daniel Mayer, M. Jacoby, président de la FIDH, M<sup>me</sup> Michel Blum, président du comité spécial ONG des droits de l'homme de l'ONU.

D'autre part, une douzaine de syndicalistes, membres de l'ancienne direction de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), limogés en 1986, ont été remis en liberté mercredi après-midi, trois jours après leur interpellation à Tunis (le Monde du 29 avril), a-t-on annoncé de sources tunisiennes autorisées.

Parmi ces hommes, figurent trois anciens membres du bureau exécutif de l'UGTT, MM. Tahar Baccouch, Ali Roudane et Kamel Saad. Les autres sont d'anciens membres de la commission administrative de la centrale syndicale.

### RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

#### Durcissement du conflit entre le pouvoir et le principal syndicat noir

Johannesburg (AFP, AP, Reuters). — Pour la deuxième fois en une semaine, la police a investi, mercredi 29 avril, le siège de la plus grande confédération syndicale noire d'Afrique du Sud, le COSATU, en plein centre de Johannesburg, après avoir annoncé la découverte, dans un dépôt ferroviaire de la ville, des cadavres mutilés de quatre employés de la Compagnie nationale des transports (SATS).

Un détachement des forces de l'ordre est entré dans les locaux, avec trois hommes aux visages dissimulés sous des passe-montagne. Il s'agissait, a expliqué un porte-parole de la police, d'indicateurs susceptibles d'identifier les meurtriers des quatre hommes.

Accessoirement, ces trois présumés témoins devaient aider la police à arrêter des activistes du Syndicat des cheminots et employés des ports, (SARHUWU, affilié à la COSATU), soupçonnés d'intimider les grévistes qui veulent reprendre le travail au mépris des consignes de ce syndicat. Le conflit entre le SARHUWU et le SATS, ponctué d'une soixantaine d'incendies criminels de trains à Soweto et dans plusieurs banlieues blanches de Johannesburg, défraya la chronique depuis sept semaines.

Après cette descente, la police a annoncé l'arrestation de sept personnes. De son côté, le COSATU a appelé à deux « journées de protestation sans violence », mardi et mer-

credi prochains, à l'occasion des élections législatives réservées aux Blancs.

D'autre part, le président de la Cour suprême de la province de Natal a déclaré, mardi, anticonstitutionnelles les dispositions de l'état d'urgence qui interdisent les appels publics pour la libération des personnes détenues sans accusation.

C'est la deuxième fois en cinq jours que les dispositions de l'état d'urgence sont condamnées par la justice. Vendredi, en effet, un autre tribunal de Natal avait jugé anticonstitutionnelle l'interdiction de rendre compte de l'agitation et des actions des forces de l'ordre.

### PISCINE DELIGNY

LA PLAGE DE PARIS

Ouverture à Pâques

BAR-RESTAURANT

ouvert de 11h à 23h

(Bassin alimenté en eau de ville)

3 000 m<sup>2</sup> de solarium

Autor. des Barges - Paris. Gardé.

Près du pont de la Concorde

Face 25, quai Anatole-France

Téléphone : 45-51-72-18

OUVERT TOUTE L'ANNÉE

BATEAU ÉCOLE

PERMIS MER ET RIVIÈRE

(Publicité)

Profitez d'une chance exceptionnelle : d'août 87 à juillet 88, **ANNÉE UNIVERSITAIRE AUTOUR DU MONDE**. Groupes limités à 20 étudiants de 18 à 30 ans. Bac minimum. Premier semestre dans grande université de France (Anglais ou cours). Second semestre dans grande université de Chine (cours de chinois). Voyages-découvertes U.S.A. (4 semaines) Japon-Corée (2) Chine (2) Inde (3). Places limitées. Test préalable - Doc. contre 3 timbres. **CEPES** : 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

## ITALIENS

### Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire

Un journaliste indépendant pro- libération dans l'affaire



## Amériques

### ÉTATS-UNIS

#### Le procureur indépendant procède à une première inculpation dans l'affaire de l'« Irangate »

WASHINGTON  
correspondance

Le spectacle commencera seulement le mardi 5 mai, dans la même salle du Sénat où se déroula l'enquête publique sur le Watergate. Etant donné l'exigence des locaux, des ouvriers travaillent d'arrache-pied à des aménagements pour l'accueil des membres des deux commissions du Congrès et du public attendu pour les audiences télévisées sur l'« Irangate ». Mais le lever de rideau assuré par le procureur spécial, M. Lawrence Walsh, a de quoi nourrir les spéculations et créer un certain suspense.

Dans son rapport intermédiaire soumis au Congrès au début de la semaine passée, M. Walsh indiquait que son enquête de quatre mois, au cours de laquelle huit cents personnes ont été interrogées, avait dégagé d'« amples preuves » de l'implication de « hautes personnalités officielles » dans l'affaire. Le procureur n'a donné aucun nom, mais il a laissé clairement entendre que les auteurs des détournements de fonds publics ayant abusé de leur

position officielle seraient poursuivis en justice.

Quarante-huit heures après, M. Walsh faisait annoncer que M. Channell, un bailleur de fonds conservateur, avait admis s'être entendu avec le colonel North et d'autres personnes connues ou inconnues du procureur pour escroquer le fisc. L'organisation de M. Channell aurait recueilli des dons qui, au titre de l'aide humanitaire, étaient exemptés d'impôt. M. Channell, qui a été inculpé, aurait ainsi obtenu plus de 2 millions de dollars qu'il aurait utilisés pour, en fait, acheter des armes et du matériel militaire. Il est possible d'une peine de prison maximum de cinq ans et d'une amende de 250 000 dollars.

#### M. Reagan savait-il ?

Cette première inculpation pourrait permettre aux enquêteurs de désigner les personnes « connues ou inconnues » du procureur impliquées dans le financement illégal des « contras », à commencer par le président Reagan. Ce dernier pourrait ainsi avoir été indirectement

complice, à son insu, d'une entreprise d'escroquerie. Le sénateur Inouye, président de la commission d'enquête du Sénat, a d'ailleurs déclaré que le président était « très du courant de l'aide apportée aux « contras » par des organisations privées ». M. Reagan a eu l'occasion de rencontrer M. Channell et quelques autres donateurs de son organisation pour les remercier d'avoir réuni de l'argent pour payer des spots publicitaires à la télévision en faveur des « contras ». Mais était-il informé de l'habile escroquerie mise au point par Channell et le colonel North ?

De toute évidence, le procureur n'attend pas réduire la portée de son enquête, comme le lui recommandaient les amis républicains du président qui auraient souhaité la voir limitée au seul délit d'obstruction à la justice, c'est-à-dire à l'altération ou à la destruction de documents officiels. Aussi bien, M. Walsh regrette que les enquêteurs parlementaires envisagent d'accorder une immunité limitée aux protagonistes du scandale, notamment au colonel North. L'immunité complique, en effet, sa tâche dans la mesure où il ne peut pas utiliser les déclarations d'un témoin « protégé » pour l'inculper.

Les auditions de la semaine prochaine seront marquées par la déposition du général en retraite Secord, principal organisateur avec le colonel North de l'aide privée aux « contras », qui avait ouvert des comptes bancaires en Suisse et financé le transport aérien des armes. Considérant qu'il n'a rien commis d'illégal, le général n'a pas demandé l'immunité et témoigne volontiers. Puis M. McFarlane, ancien responsable du Conseil national de sécurité, viendra dire ce qu'il savait du transfert illégal des fonds aux « contras ». Mais le témoignage attendu avec le plus d'intérêt est celui, prévu à la mi-juin, de l'amiral Poindexter, successeur de M. MacFarlane. M. Reagan a affirmé que Poindexter avait sans doute voulu le protéger en ne l'informant pas du détournement des fonds. Mais, selon plusieurs journaux, Poindexter aurait dit à des amis que, par deux fois, il avait discuté de cette affaire avec le président.

HENRI PIERRE.

### ARGENTINE : dix ans après la première manifestation

#### La ronde sans fin des « folles » de la place de Mai

L'ancien commandant Ernesto Barreiro, dont la rébellion avait été à l'origine de la grave crise entre le pouvoir civil et militaire pendant la semaine de Pâques, s'est présenté, mercredi 29 avril, devant le tribunal fédéral de Córdoba, dans le nord du pays. Il doit répondre de violations de droits de l'homme sous la dictature. Il y a dix ans, le 30 avril 1977, avait lieu sur la place de Mai, à Buenos Aires, la première manifestation de mères de disparus.

#### BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Dix ans déjà que les « mères de la place de Mai » — les « folles » comme les ont, dès le début, surnommées les fonctionnaires de la dictature — tournent tous les jeudis après-midi sur cette place qui leur a valu leur nom, face à la Casa Rosada, siège de la présidence de la République, pour réclamer des nouvelles de leurs enfants disparus.

Une centaine de mères de famille couronnées de douleur, qui, en 1977, alors que la répression battait son plein dans l'Argentine des juntes, ont révélu à leurs compatriotes et au monde entier une nouvelle « méthode » de répression : la disparition des personnes. Une méthode qui s'est révélée tellement efficace que, depuis, d'autres dictatures l'ont utilisée, particulièrement en Amérique latine.

Tout a commencé le samedi 30 avril 1977, un peu plus d'un an après le coup d'État militaire contre le gouvernement d'Isabel Peron. Une dizaine de femmes, qui s'étaient rencontrées lors de vaines démarches aux portes des prisons ou au ministère de l'Intérieur, se sont donné rendez-vous pour écrire une lettre au chef de la

junte et co-auteur du coup d'État, le général Jorge Videla. Parmi elles, Azucena de Villaflor, la première présidente des mères, qui sera enlevée huit mois plus tard après avoir été livrée par le lieutenant de vaisseau Astiz, espion infiltré dans le mouvement. Son nom a allongé la liste des « disparus ».

Après leur première rencontre, les mères ne vont plus se quitter. Elles se donnent rendez-vous tous les jeudis à 15 h 30 au même endroit, avec comme mot d'ordre de remuer le plus possible de femmes dans la même situation. Comme les rassemblements de plus de trois personnes étaient interdits à cause de l'état de siège, elles décident de tourner autour de la place pour déjouer l'interdiction.

#### Un foulard blanc sur la tête

En peu de temps, le groupe s'agrandit et la police commence à les réprimer, ce qui contribue, paradoxalement, à les rendre célèbres. Pour se faire reconnaître dans la foule, elles nouent sur leur tête une pièce de tissu de coton blanc avec, brodés, le nom de leur(s) enfant(s) et la date de la disparition. Ce foulard blanc deviendra leur emblème.

Toutes ont la même histoire à raconter. Des hommes armés se réclament de la police ou de l'armée font irruption au domicile, fouillent, cassent, violent les objets de valeur et jettent le « suspect » dans le coffre d'une Ford Falcon. Direction : le centre d'interrogatoire. Torture, « aveux »...

Après des mois, parfois des années, le détenu sera, dans 90 % des cas, éliminé. Son corps sera jeté dans le fleuve, brûlé ou enterré dans une fosse commune ou dans une tombe portant la

seule mention « n.n. » : « no nombre » (sans nom).

De nombreux prisonniers ont ainsi disparu, même quand leurs tortionnaires étaient convaincus de leur innocence. Pour éliminer des témoins gênants.

#### La crainte du pape

Pourquoi cette méthode ? L'amiral Massera, co-auteur du coup d'État, à qui un journaliste demandait pourquoi il n'avait pas tout simplement fait fusiller les subversifs, avait répondu : « Le pape ne l'aurait pas admis. » Il était plus facile, en effet, pour une Église argentine très liée au pouvoir de l'époque de passer sous silence 10 000 disparus que de fermer les yeux sur 10 000 fusillés sur la place publique. Mais pour les familles — et les mères et grand-mères de la place de Mai en sont les témoins — rien n'est plus douloureux que de vivre avec un « disparu ». Impossible d'en prendre le deuil, l'espoir fou subsiste envers et contre toute raison.

C'est parce qu'elles veulent savoir qu'elles continuent à tourner sur la place de Mai, en pleine démocratie, dans l'indifférence de la majorité des Argentins qui les considèrent vraiment comme « folles ». Folles de vouloir à tout prix remuer un passé qu'elles veulent oublier, mauvaises souvenirs et mauvaise conscience mêlés. Folles de croire que leurs disparus sont peut-être encore vivants. Ce qu'elles veulent, en fait, c'est connaître la vérité, les coupables. Pour qu'ils soient jugés et condamnés.

Mais la récente rébellion militaire a montré que ces coupables, militaires et policiers, n'étaient pas prêts à répondre de leurs actes devant la justice.

CATHERINE DERIVERY.

#### Polémique après la mort d'un coopérant américain au Nicaragua

La famille de Benjamin Linder, l'ingénieur américain tué, mardi 28 avril, au Nicaragua, par des « contras » antisandinistes (le Monde du 30 avril), a accusé, mercredi, les autorités américaines d'être responsables de sa mort. « Le gouvernement américain a tué mon frère », a estimé M. John Linder, à Portland (Oregon).

L'organisation qui avait parrainé la mission de Benjamin Linder au Nicaragua — le Proje pour une technologie appropriée au Nicaragua (NICAT) — a, pour sa part, affirmé que l'ingénieur était sur une liste de personnes à exécuter, établie par les « contras », en raison de son volontariat

en faveur du régime sandinista. Un responsable du NICAT, M. Tom Voorhees, a précisé que les « contras » avaient, selon des passants, cherché Linder pour le tuer à la grenade.

La Maison Blanche a regretté, mardi, la décès du ressortissant américain, ajoutant cependant qu'elle ne disposait pas de détails sur sa mort. Le porte-parole de la présidence, M. Martin Fitzwater, a noté que les citoyens américains étaient libres de se rendre au Nicaragua, mais qu'ils devaient être au courant des risques inhérents à la « guérilla » qui s'y déroule. — (AFP, UPI).

#### Essieu cassé, comment diable dit-on ça en targui ?



## MONDIAL ASSISTANCE

Où que vous soyez, nous sommes là. A chaque heure du jour ou de la nuit, quoi qu'il arrive, téléphonez-nous. Nous agissons aussitôt. Aussitôt nos correspondants médicaux et techniques interviennent. Ils parlent les dialectes les plus difficiles. Aussitôt, dépanneuses, ambulances, avions sanitaires, équipes médicales spécialisées arrivent à votre secours. Partez tranquille jusqu'au bout du monde. Nous vous assistons partout, de toutes nos forces. Pour nous, l'urgence est une routine. Pour tous renseignements : Mondial Assistance 16 (1) 42.57.12.22.



01 42 57 12 22

01 42 57 12 22

01 42 57 12 22

01 42 57 12 22



# Politique

Au Sénat

## Nouvelle-Calédonie : aimable dialogue de sourds

Il était 22 h 56, le mercredi 29 avril. Depuis le milieu de l'après-midi le Sénat débattait à son tour du projet de référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie. A la tribune du palais de Luxembourg, le sénateur centriste de la Réunion venait de prononcer « en conscience », réquisitoire tranquille contre la politique conduite dans le territoire par le ministre des départements et territoires d'outre-mer.

Sûr de ses effets — spectaculaire-ment annoncés quarante-huit heures à l'avance (le Monde du 30 avril) —, M. Louis Virapoulès, avait parlé d'une voix lente, grave, pour donner le maximum de solennité à l'expression de ses craintes et de ses critiques sur l'organisation de cette consultation. Soumis à quelques pressions, il avait légèrement édulcoré son texte d'origine en atténuant un tout petit peu son hommage à l'action passée de M. Edgard Pisani, la tête noire des calédoniens, afin de ne pas donner l'impression d'« en faire trop ». Il avait aussi précisé, bien qu'étant le principal créateur de son groupe, qu'il parlait « à titre personnel ».

Et il avait même pris soin de dire beaucoup de bien de M. Bernard Pons.

Mais son propos corréatif n'en avait pas été moins implacable pour les orientations gouvernementales. Et les socialistes, ravis de cette nouvelle démonstration de la division de la majorité, l'avaient, à huit reprises, chaleureusement approuvé quand il avait exhorté le ministre des DOM-TOM à « faire en sorte que le peuple calédonien ne soit pas condamné à faire le chemin de croix de l'humiliation », à « se méfier des colonialistes pour lesquels compte non pas l'intérêt de la France, mais leur intérêt propre », à éviter « que la France ne commette en Nouvelle-Calédonie cette même faute de Dien-Bien-Phu qui figure dans l'histoire des humiliations ».

Alors, M. Pons s'est levé pour lui répondre sur le champ, en évitant toutefois de s'emporter, comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale après une intervention analogue du député centriste du Haut-Rhin, M. Jean-Paul Fuchs.

Le ministre des DOM-TOM allait-il mettre un peu d'eau dans le vin de ses certitudes ? Non. M. Pons n'a pas modifié sa position d'un iota. Gentiment mais tout aussi fermement, il a, au contraire, reproché au sénateur contestataire d'avoir une « vision en-

chronique » et « caricaturale » des réalités calédoniennes. Et il l'a invité à se rendre sur le territoire en sa compagnie, lors de son prochain voyage officiel, début mai. Ce qui revenait à dire en clair que M. Virapoulès avait parlé de ce qu'il ne connaissait pas.

Cet aimable dialogue de sourds a parfaitement symbolisé, par sa stérilité, l'ensemble des échanges intervenus au cours de la discussion générale.

Chacun s'est en effet contenté de prendre date. Au nom du groupe des républicains et des indépendants, M. Jean-Marie Garamit (Calvados), a regretté, lui aussi, que le gouvernement n'ait pas défini avec précision, au préalable, le nouveau statut qui sera appliqué en Nouvelle-Calédonie si dans sa majorité le corps électoral se prononce cet été pour le maintien du territoire au sein de la République française. « Grande est ma déception », a-t-il dit à M. Pons. Je doute que vos seules déclarations suffisent à rassurer les Calédoniens. Je voterai votre texte, mais j'estime que l'article premier de la loi du 17 juillet 1986 n'a pas été, sur ce point, véritablement appliqué.

Au nom des socialistes, M. Claude Estier (Paris) a insisté pour que le ministre retire son projet : « Vous vous grandissez en ne vous obligeant pas. Il est encore temps d'éviter le pire. » Pour la forme et sans illusion, car de l'avis des socialistes le pire est déjà certain : « Ce référendum est dangereux car il risque de pousser une partie de la communauté mélanésienne, qui se sentira flouée, à des actes de désespoir au soir du scrutin : n'exclurons pas l'éventualité d'une révolte violente que l'armée ne pourrait pas maîtriser éternellement », a ajouté M. Jacques Bialski (Nord). Celui-ci a également accusé le gouvernement de « tenter de fausser le résultat de la consultation en organisant sciemment une forme nouvelle de fraude électorale très sophistiquée », allusion aux « précautions » exceptionnelles prévues par dérogation au code électoral, afin de renforcer le contrôle du scrutin. Une accusation reprise, au nom des communistes, par M. Jean Garcia (Seine-Saint-Denis), qui a parlé de « parodie de scrutin », « coup de force » et de « projet antidémocratique » visant à « justifier ensuite l'écroulement du peuple canaque ».

Quant au porte-parole du groupe RPR, M. Dick Ukekwé, sénateur du

territoire, il a délibérément tenu un discours polémique, roquant apparemment ses prochains arguments de campagne électorale, dirigés contre « ceux qui n'ont pour projet politique que le rejet raciste et le totalitarisme idéologique, les obscurs de mauvais augure annonçant l'imminence du retour de la tempête avec une constance et une obstination que rien, sinon de bas calculs politiques, ne justifie, les aveuglés que leur idéologie a amenés à vouloir imposer aux Mélanésiens un hypothétique bonheur, que d'autres avant eux ont hélas obtenu et dont ils apprécient les bienfaits dans les camps de rééducation au Vietnam, au Cambodge, sur les embarcations de détresse des « boat people » ou sous les plumes de napalm en Afghanistan... L'irréfutable vérité va falloir des urnes », a conclu M. Ukekwé. Nous comprenons qu'elle soit intolérable à ceux qui ont voulu établir par la violence la dictature d'une minorité sur la majorité.

Avant même la fin de cette nouvelle discussion parlementaire, il apparaît ainsi que le débat calédonien restait figé, victime de ses vieilles pesanteurs manichéennes.

ALAIN ROLLAT.

## Polémique après la mort d'un gendarme

NOUMÉA  
de notre correspondant

Les circonstances de la mort du gendarme Rémi Maréchal, le mardi 28 avril, au cours d'une opération de police judiciaire dans la tribu de Néami, à Koné (270 kilomètres de Nouméa), continuent de donner lieu à des versions contradictoires parmi les indépendantistes et au commandement de la gendarmerie.

Le FLNKS a soutenu, au cours d'une conférence de presse, jeudi 28 avril, que l'affaire de Koné présentait « un caractère politique et non de droit commun ». A l'appui de cette thèse, le mouvement indépendantiste a révélé que les quatre jeunes Mélanésiens impliqués (Antoine Poadja, le meurtrier présumé, ainsi que Jacob Pouya ont été arrêtés, tandis que Jean-Frédéric Pouya et Yves Sugiani sont en fuite) étaient des « militants du FLNKS ». « Ils étaient activement recherchés par la gendarmerie, ont expliqué des responsables du FLNKS, parce qu'ils avaient volé des voitures de colons d'extrême droite contenant des armes ». « Ils connaissent également, ajoute le FLNKS, des caches d'armes de colons, et c'est pour cette raison que les gendarmes ont voulu les offrir et les mettre au silence ». Les responsables indépendantistes contestent, en outre, la chronologie des faits telle qu'elle a été établie par les gendarmes. Selon eux, les forces de l'ordre ont commencé à faire feu sur Antoine Poadja avant que ce dernier n'ait tiré avec une carabine de chasse.

La gendarmerie, de son côté, maintient sa version. Antoine Poadja, précise-t-elle, a ouvert le feu le premier, sans qu'il soit toutefois possible d'établir s'il a mortellement atteint le gendarme Maréchal, d'autres coups de feu ayant été tirés, dans la confusion de l'interpellation. Le commandement de la gendarmerie confirme qu'Antoine Poadja était bien un délinquant, puisqu'il a déjà fait l'objet de deux condamnations. Il n'était pas officiellement connu pour des activités politiques.

F.B.

## EN BREF

● Service minimal dans les services publics. — La commission des affaires sociales du Sénat a adopté, le mercredi 29 avril, une proposition qui prévoit dans les services publics la mise en œuvre d'une procédure de médiation préalable à tout dépôt de plainte en grève, l'organisation d'un service minimal lors du déclenchement de la grève et la création de sanctions.

● M. Létard et la guerre des étoiles. — Répondant le mercredi 29 avril à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, à M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) qui avait constaté que « depuis quatre semaines, les chaînes de télévision se livrent une guerre sans merci à coups de milliards », M. Létard a estimé qu'il s'agit là d'un problème qui concerne d'un côté des employeurs privés et de l'autre des personnes liées à des entreprises par des contrats de droit privé (...). Ces vedettes sont-elles trop payées ? Cela les regarde, elles et leurs employeurs, cela ne vous regarde pas.

## Quelles « populations intéressées » ?

L'objet du projet de loi, qui est d'organiser « la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances », renvoie à l'article 53 de la Constitution, qui dispose que « nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valide sans la consentement des populations intéressées ».

Mais comment définir, précisément, quelles sont les populations « intéressées » ? La question est d'autant plus intéressante que, dans le cas du référendum prévu en Nouvelle-Calédonie, elle conditionne la composition, très controversée, du corps électoral, alors que le Conseil constitutionnel n'a jamais encore été appelé à la trancher.

Contentant le fondement de la proposition faite par le gouvernement, deux axes de s'en tenir à l'exclusion du corps électoral des personnes résidant dans le territoire depuis moins de trois ans, les socialistes ont avancé de nouveaux arguments par l'intermédiaire de M. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort) pour étayer leur point de vue qui conduit à l'inconstitutionnalité du projet de loi.

Selon eux, en effet, il faut entendre par « populations intéressées » l'ensemble de ceux qui ont dans le territoire leurs racines et qui y sont attachés, à y vivre. M. Dreyfus-Schmidt a notamment déclaré : « A la vérité, le mot « intéressés » a bien un autre sens, mais la Constitution n'a sûrement pas voulu que prennent part à un tel scrutin ceux qui sont sans racines dans le pays et n'auraient pas d'autre but que de tirer profit du territoire (...). Il en résulte deux conséquences : la première, c'est non pas que la liste électorale doit être réduite mais qu'une liste électorale nouvelle doit être dressée. La seconde, c'est que des électeurs nouveaux doivent être ajoutés à la liste électorale existante ».

Le sénateur socialiste a notamment souligné : « Il est parfaitement concevable que les partisans de l'indépendance d'un territoire, auxquels le Parlement français permet de manifester leur choix, ne se soient jamais inscrits sur les listes électorales parce que, précisément, ils n'étaient pas « intéressés ».

Enfin, et surtout, les socialistes estiment que la meilleure façon de clarifier le statut électoral des fonctionnaires de passage serait d'écarter purement et simplement de la liste électorale tous les fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat qui sont ou ont été en fonctions ou en stationnement

temporaire dans le territoire », selon les termes mêmes d'un amendement retenu en 1986 par les commissions des lois du Sénat et de l'Assemblée nationale mais écarté du texte finalement adopté à la suite d'un recours à la procédure du vote bloqué.

Cette argumentation, que les sénateurs socialistes veulent soumettre à l'appréciation du Conseil constitutionnel, a laissé perplexes les élus de la majorité sénatoriale. « J'attends la définition constitutionnelle de la racine », a répondu en soutenant le président de la commission des lois, M. Jacques Larché (URR, Seine-et-Marne). Le rapporteur de cette commission, M. Edouard Dailly, a estimé qu'il serait « assez plausibles et instructif » que le Conseil constitutionnel soit saisi de la disposition prévue par le gouvernement (l'obligation de trois ans de résidence) et que celle-ci « fût censurée ». « Je n'ai pas porté le deuil », a-t-il affirmé. Pour sa part, le ministre des DOM-TOM, M. Pons, a déclaré qu'il attendait « avec la plus grande sérénité une prise de position éventuelle du juge constitutionnel ».

Enfin, et surtout, les socialistes estiment que la meilleure façon de clarifier le statut électoral des fonctionnaires de passage serait d'écarter purement et simplement de la liste électorale tous les fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat qui sont ou ont été en fonctions ou en stationnement

## Gouvernement contre Front national

### 2-0, balle au centre

La séance des questions d'actualité a été marquée, mercredi 29 avril à l'Assemblée nationale, par un affrontement entre le gouvernement et le Front national. M. Séguin a fait remarquer que si l'on appliquait les principes arrêtés par l'extrême droite, l'équipe de France de football qui rencontrerait l'Allemagne, mercredi soir, au Parc des Princes, aurait été privée de quelques-uns de ses titulaires.

M. Henri Michel serait-il un mauvais Français ? Voilà un entraîneur du Onze de France qui a une bien piètre idée de la « préférence nationale », chose au cœur du Front du même nom. Non seulement il fait jouer sous notre fier maillot tricolore des hommes qui ne peuvent justifier leurs origines hexagonales au-delà d'une ou deux générations, mais en plus ces blancs-becs, si l'on peut dire, osent marquer des buts ! Ces « vrais-faux » footballeurs français ont même battu l'équipe d'Islande, le mercredi 29 avril en soirée, alors qu'en début d'après-midi, lors des questions d'actualité au gouvernement, le célèbre député français, de souche norvégienne et du Front national, M. Christian Bachelot, s'était inquiété de savoir si M. Jacques Chirac allait enfin se décider à « soumettre au Parlement un projet qui autorise les entreprises à donner une priorité d'emploi aux Français et aux Européens ».

Sans doute pour ne pas laisser à un Norvégien, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Mathurin Forni (PS), ancien député, déjà fort bien placé au terme du premier tour (46,98 % des suffrages) ne devrait donc pas rencontrer trop de difficultés au second tour. Le candidat communiste (7,38 % des voix) s'est désisté en sa faveur et sa concurrente UDF n'a obtenu au premier tour que 33,10 % des suffrages.

que la « préférence nationale » est un concept « contraire à la Constitution, à nos engagements internationaux, au contrat moral passé avec les étrangers en situation régulière et aux traditions françaises », frappé au coin du simplisme et de la démagogie. « C'est trop facile ! », huriait M. La Pen, — le ministre a fait le coup de l'équipe de foot privée des « vrais-faux » Français. Un vrai désastre ! « Si depuis des décennies la France n'était pas restée fidèle à ses traditions, si elle avait souscrit à vos propositions, elle jouerait ce match sans n° 2 (Amoros), sans n° 4 (Boli), sans n° 6 (Fernandez), sans n° 7 (Miodini), sans n° 8 (Touss) et, bien sûr, sans n° 10 (Platini). Excusez du peu. « La différence entre vous et nous », a conclu M. Séguin sous les applaudissements du stade, c'est que nous voulons donner toutes ses chances à la France ! Résultat : 2 à 0, mais une chance microscopique pour la Coupe d'Europe.

De la « préférence nationale », on est passé à la « préférence du Front ». Le socialiste André Labarère voulait savoir où M. Chirac se situait par rapport à l'encombrant groupe d'extrême droite, lequel est certainement ravi que la classe politique s'intéresse autant à lui. Cela fournit un clip politique pour pas cher sur FR3, chaque mercredi. L'ancien ministre des relations avec le Parlement souhaitait voir le premier ministre dénoncer « clairement les idées réactionnaires » du Front, histoire de le pousser un peu dans l'arène de la campagne présidentielle. Pendant sept minutes, M. Chirac a bien pris soin de ne pas répondre en renvoyant son questionnement dans sa surface de réparation.

Considérant que la meilleure défense était l'attaque au cours de cette séance footballistique, le chef du gouvernement a inversé les rôles : « Quel jeu jouez-vous ? » avec le Front, a-t-il demandé à M. Labarère. « Comment pouvez-vous vous offusquer et avoir le culot de me demander comment je me positionne par rapport à ce courant ? qui est entré à l'Assemblée grâce à l'insurrection, par les socialistes, du mode de scrutin proportionnel. Même si ce n'était pas vraiment la question posée, c'était la réponse fournie.

## En touche

Et pour rester dans la même veine, M. Chirac a rendu un hommage humoristique à la majorité — « elle est ce qu'elle est », — pour mieux prouver que le Front national est dans l'opposition, car lui ne vote pas la confiance au gouvernement, alors que les barbares sont bien obligés d'y passer. En somme, selon M. Chirac, « dans tous les votes importants », la FN vote toujours « comme les socialistes ». Conclusion : « Que l'opposition règle ses problèmes internes et n'essaie pas de faire de faux procès ».

Ce dégageant en touche, en attendant mercredi prochain, n'a plu ni aux socialistes ni aux députés léninistes. M. Bruno Gollnisch (FN, Rhône), qui voulait faire la remise en touche, à l'occasion d'un rappel au règlement qui n'en était pas un, s'est fait siffler par le président de séance, M. Chaban-Delmas, qui accepte les voix des amis de M. La Pen dans le conseil régional d'Aquitaine mais n'aime pas qu'on le lui rappelle. C'est la « préférence régionale » !

OLIVIER BIFFAUD.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 29 avril au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué officiel suivant :

### LE RÈGLEMENT DE L'INDEMNISATION DES RAPATRIÉS

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés.

Ce projet de loi traduit les engagements pris par le premier ministre devant l'Assemblée nationale le 12 novembre 1986. Il a été élaboré après concertation avec les associations représentatives de rapatriés.

1. — Le projet de loi complète le dispositif d'indemnisation prévu par la loi du 15 juillet 1970 et du 2 janvier 1978.

A partir de 1989, 30 milliards de francs seront consacrés, à raison de 2 milliards de francs par an sur une durée de quinze ans, à la mise en œuvre de cette indemnisation.

Il sera attribué une indemnité complémentaire calculée par application de coefficients corrigés les valeurs initiales d'indemnisation des biens concernés. L'absence d'indexation pour la période 1962-1970 fera l'objet d'un rattrapage forfaitaire. Cette indemnité sera versée sous la forme d'un certificat d'indemnisation nominatif.

Le champ d'application de l'indemnisation sera ouvert à de nouvelles catégories de bénéficiaires.

Quatre échéanciers de règlement seront fixés, qui permettront, en sept ans, de solder l'indemnisation de près de 65 % des bénéficiaires, parmi lesquels tous les rapatriés âgés de quatre-vingts ans et plus.

2. — Le projet de loi améliore le système de consolidation de l'indemnité des rapatriés réinstallés, notamment en ce qui concerne l'indemnité liée aux exploitations agricoles, artisanales ou commerciales.

Il complète le dispositif de remise des prêts de réinstallation prévu par la loi de finances rectificative pour 1986 et améliore les conditions dans

### Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation,

— M. Jean-René Bernard, inspecteur général des finances, est nommé président du conseil d'administration du Crédit industriel et commercial de Paris.

— M. Paul Albert est nommé président du conseil d'administration de la Banque de l'union européenne.

— M. Paul Menétré, inspecteur général des finances, est nommé directeur général du Crédit national.

lesquelles un prêt de consolidation pouvait être accordé aux intéressés en application de la loi du 6 janvier 1982.

3. — En outre, un effort particulier est fait en faveur des anciens supplétifs des forces de l'ordre et notamment des barakés, auxquels 50 000 francs seront versés en deux annuités égales.

Ce projet de loi est l'élément principal d'un ensemble de mesures arrêtées par le gouvernement depuis un an, certaines étant déjà prises, d'autres en cours d'adoption. Ces mesures représentent, sur le plan matériel, un effort considérable ; elles manifestent en même temps, sur le plan moral, la solidarité de la nation à l'égard des Français rapatriés.

### CONCESSION DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE EN CORSE

Sur proposition du ministre de l'Agriculture, le conseil des ministres a adopté un décret portant cession à l'Office d'équipement hydraulique de Corse de la concession générale de travaux d'aménagement hydraulique accordée à la Société pour la mise en valeur agricole de la Corse (SOMIVAC) par décret du 12 février 1973.

Ce transfert de concession complète les mesures prises pour l'application des lois de 1982 relatives au statut particulier de la Corse. Il permettra à l'Office d'équipement hydraulique de Corse d'exercer la plénitude de sa mission d'aménagement et de gestion des ressources en eau de l'île.

● Canton de Delle : abrogation du Front national. — Le Front national appelle ses électeurs à s'abstenir au second tour de l'élection cantonale partielle de Delle (Territoire de Belfort) dimanche 2 mai. M. Raymond Forni (PS), ancien député, déjà fort bien placé au terme du premier tour (46,98 % des suffrages) ne devrait donc pas rencontrer trop de difficultés au second tour. Le candidat communiste (7,38 % des voix) s'est désisté en sa faveur et sa concurrente UDF n'a obtenu au premier tour que 33,10 % des suffrages.

## éléments

### LES FRANÇAIS ONT-ILS LA NOSTALGIE DE LA ROYAUTE ?

En vente chez votre marchand de journaux ou diffusion (35 F franco)  
S.E.D. B.P. 267 - 75228 Paris cedex 05



# Politique

## Polémique après la mort d'un gendarme

NOUMÉA  
de notre correspondant

Les circonstances de la mort du gendarme Rémi Maréchal, le mardi 28 avril, au cours d'une opération de police judiciaire dans la tribu de Némaï, à Koné (270 kilomètres de Nouméa), continuent de donner lieu à des versions contradictoires parmi les indépendantistes et au commandement de la gendarmerie.

Le FLNKS a soutenu, au cours d'une conférence de presse, jeudi 1<sup>er</sup> mai, que l'affaire de Koné posait « un caractère politique » et « un droit commun ». A l'appui de cette thèse, le mouvement indépendantiste a révélé que les quatre jeunes Melanésiens impliqués (Antoine Poujia, le meurtrier présumé, ainsi que Jacob Poya, un autre suspect, et Yves Sugitani et Jean-Frédéric Poya) étaient des « militants » du FLNKS. « Ils étaient activement recherchés par la gendarmerie », a expliqué des responsables du FLNKS, parce qu'ils avaient volé des voitures de colons d'extrême droite contenant des armes. « Ils connaissaient également, ajoute le FLNKS, des caches d'armes et de munitions, et c'est pour cette raison que les gendarmes ont voulu les coffrer et les mettre au silence. » Les responsables indépendantistes ont insisté, en outre, sur la chronologie de l'affaire qui a été établie par la gendarmerie. Selon eux, les forces de l'ordre ont commencé à faire feu sur Antoine Poujia avant que ce dernier n'ait été officiellement condamné par des activités politiques.

F.B.

## A l'Assemblée nationale

### Réforme hospitalière : affrontement pour un quinquennat

La nomination par le ministre de la Santé, tous les cinq ans, des chefs de service des hôpitaux publics risque-t-elle de se transformer en choix du prince ? Inquiets de cette création de la nouvelle réforme hospitalière (le Monde du 29 avril) dont la discussion s'est poursuivie le mercredi 29 avril à l'Assemblée nationale, des députés de la majorité comme de l'opposition ont posé cette question au ministre de la Santé, M<sup>me</sup> Barzach, en s'empressant d'apporter leurs propres réponses.

Là où le ministre de la Santé voit une motivation et une stimulation supplémentaires, à l'instar de ce qui se passe dans les organismes de recherche, les députés ont cru déceler les risques d'une politisation des hôpitaux publics. Pour les uns, le système poussera à la bureaucratie. Pour les autres, il suscitera des conflits et coupe fourrés afin de déstabiliser le chef de service dont le poste sera convoité. « Etrange gouvernement qui se veut libéral et qui instaure un système bureaucratique de nomination centralisée. (...) Imaginons la pagaille que connaîtrait votre administration s'il fallait renommer six mille chefs de service tous les cinq ans », a ironisé M. Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis).

Les chefs de service « seront placés sous haute surveillance », a affirmé M. Jacques Roux (PC, Hérault), tandis que M. Bernard Debré (RPR, Indre-et-Loire) parlait également en guerre contre une procédure longue qui risque de substituer l'instabilité à l'immobilité. M<sup>me</sup> Barzach n'a guère trouvé plus de réconfort du côté d'autres députés RPR tels que MM. Jean Bardeh (Val d'Oise), Alain Jacquot (Vosges), et Bernard-Claude Savy (app. RPR, Nièvre). Le premier a estimé que le rôle primordial du chef de service était incontestable avec un renouvellement quinquennal fondé sur la remise d'un rapport qui ne tiendrait pas compte de l'aspect humain ; le deuxième s'est étonné de la possibilité de voir confier à un médecin, au bout de cinq ans, les qualités qui lui auraient été auparavant reconnues ; enfin, le troisième a déploré à la tribune le spectacle des « intrigues » de couloir destinées à prendre la place du chef. « Il suffira d'un changement de ministre pour handicaper une carrière. (...) On n'a jamais vu des généraux redevenir colonels », s'est indigné M. Savy.

### « Restauration et années 60 »

Chacun a retrouvé ses marques sur le chapitre des structures médicales : la restauration des services est pour la droite le juste retour à un système de responsabilité ; pour la gauche, c'est le retour en force du mandarinat que l'instauration des départements en 1984 avait cherché à contenir.

« Votre restauration coûteuse nous ramène aux années 60 », a lancé M. Edmond Hervé (PS, Ille-et-Vilaine), ancien ministre de la Santé. « Vous avez voulu rétablir les chefs de service et refaire de celui-ci l'unité de base de l'hôpital », a protesté M. Claude Evin (PS, Loire-Atlantique). Le député socialiste a accusé le gouvernement de chercher à morceler l'hôpital en créant une nouvelle filière avec le pôle d'activité. « Vous aboutissez à une véritable décomposition de l'hôpital », a lancé, côté MM. Jean-Pierre Sauer (PS, Loiret) et Guy Bêche (PS, Doubs) se sont également opposés à la création des services : « Ce sont des caissons étanches », a affirmé le premier ; « Vous tournez le dos à la responsabilité au profit de la soumission », a affirmé le second.

« Vous avez eu raison de rétablir les services », a répliqué M. Gilbert Sautier (UDF, Paris). C'est une unité cohérente. « Il ne s'agit pas de pouvoir médical mais de respon-

sabilité », a expliqué M. Bardeh avant de se lancer dans une vibrante apologie du grand patron. De son côté, M<sup>me</sup> Barzach est revenue sur la départementalisation hospitalière, estimant que la gauche, en procédant avec rigidité, avait retardé cette réforme de plus de trois ans : « C'est pour cela que nous avons choisi la formule souple du volontariat ».

Tandis que le ministre de la Santé réfutait les arguments politiques pour se situer, a-t-elle affirmé, dans un débat où « la vie, la mort ne sont ni de droite ni de gauche », les députés socialistes et communistes ont poursuivi leur offensive contre un texte de « revanche » qui marque « un retour au passé », a affirmé M. Sauer. Le député socialiste a accusé M<sup>me</sup> Barzach de céder aux sirènes du « clientélisme » oubliant dans sa réforme les 630 000 agents hospitaliers que la gauche a dotés d'un statut. « C'est scandaleux de dire cela », a protesté M<sup>me</sup> Barzach, estimant que ce type de propos « démagogique » n'avait rien à faire dans l'hémicycle. Il y a eu à plusieurs reprises de vifs accrochages entre M<sup>me</sup> Barzach et les députés socialistes, notamment MM. Hervé et Bêche, visiblement exaspérés par les leçons données par le docteur Barzach sur un ton parfois condescendant.

### « Le lobby médical RPR »

A la tribune, M. Bernard Debré (RPR) devait dresser un réquisitoire contre la politique hospitalière de la gauche, fréquemment interrompu par les députés socialistes qui s'indignaient : « C'est faux ! c'est faux ! ». « Vous avez échoué, a-t-il lancé. Dogmatisme, utopie et démagogie vous ont inspirés », a lancé le député RPR.

Les élus communistes ont défendu une motion de renvoi en commission. En la présentant, M. George Hage (PC, Nord) s'est déclaré gêné par la trop grande complexité qui semblait lier, dans l'hémicycle, le ministre de la Santé M<sup>me</sup> Barzach, médecin elle-même, aux autres médecins, fort nombreux dans les rangs de la majorité, notamment au sein du RPR, faisant allusion à ce que certains appellent « le lobby médical RPR ».

PIERRE SERVANT.

## Le réveil des commissions parlementaires

### M. d'Ornano (finances) décide de diversifier ses sources d'information et de mieux contrôler le gouvernement

Les commissions parlementaires se réveillent. Ces organismes techniques ne veulent plus se contenter d'améliorer les projets des ministres. Elles sont décidées à jouer un rôle politique. Leurs présidents tout au moins. La réaction rapide de la commission de la production aux incidents dans les centrales nucléaires en a été un signe. La décision de M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, de multiplier les occasions de réflexions, d'information et d'études de la commission de la

défense qu'il préside en est un autre. Mais quand ces présidents sont des hommes à la notoriété certaine, comme MM. Valéry Giscard d'Estaing et Michel d'Ornano, et dont le soutien au gouvernement ne va pas sans arrière-pensée, ce réveil prend une allure encore plus politique. Le gouvernement ne tient sa légitimité que du Parlement, a reconnu M. Jacques Chirac ; certains parlementaires de sa majorité comptent bien le lui rappeler à toutes occasions.

Après un an de présidence de la commission des finances, M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados) a parfaitement mesuré l'importance de cette fonction et l'utilisation qu'il pouvait en faire. Il ne veut pas que les commissions se satisfont d'un rendez-vous annuel avec le gouvernement lors de l'examen du budget et de l'étude des projets économiques du ministre des finances. Il est donc décidé à donner aux rapports spéciaux les moyens de suivre effectivement l'exécution des lois de finance. Pour cela une première série de questions vient d'être envoyée aux ministres « dépendants », que M. d'Ornano envisage d'entendre contrairement à la tradition qui laissait ce soin aux commissions spécialisées.

Le président de la commission des finances ne veut pas se contenter de l'analyse de l'aspect financier de la politique gouvernementale. Il va donc multiplier les auditions de personnalités diverses, et surtout il va donner les moyens aux commissions d'accéder à d'autres sources d'information que celles de l'administration. Comme le fait déjà son homologue du Sénat, et comme l'avait souhaité M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne), la commission de l'Assemblée nationale fera appel à divers organismes d'études de la conjoncture économique pour diversifier ses moyens de réflexion. Elle multipliera aussi les contacts avec les commissions des Parlements des autres pays européens, notamment en liaison avec la commission des affaires étrangères, pour préparer le grand marché unique.

### Contrôle du budget social

Depuis plusieurs années, les députés n'acceptent plus d'être exclus du contrôle du budget social de la nation qui est maintenant supérieur à celui de l'Etat. « Il n'est pas

admissible, dit M. d'Ornano, que l'on demande au Parlement de voter telle ou telle ponction sur les revenus pour financer le déficit de la sécurité sociale et que cela soit pratiquement sa seule intervention en la matière. » Il va donc préparer une proposition de loi organique permettant aux parlementaires de connaître les prévisions de recettes et de dépenses des organismes de sécurité sociale et d'en contrôler l'exécution. Et il demandera qu'elle soit examinée lorsque viendra en discussion, normalement au cours de cette session, le projet de M. Philippe Séguin accroissant le prélèvement sur les revenus pour financer le déficit de la sécurité sociale.

Le politique prend là, ouvertement, le pas sur la technique. Il en va de même quand M. d'Ornano, à titre personnel, souhaite « quelques modifications, de légers changements de cap, une accélération » de la politique financière de M. Edouard Balladur dont il s'empresse de préciser qu'elle « est bonne car elle va dans la bonne direction ». La révision en baisse des prévisions de croissance, avec les conséquences que cela aura pour l'emploi, conforte ce proche de M. Giscard d'Estaing, dans la réflexion qu'il fait depuis plusieurs

mois : il faut soutenir l'investissement des entreprises privées par des « mesures définitives ou au moins de longue durée ».

Le succès des privatisations permet, assure-t-il, un tel aménagement de la politique suivie depuis un an. D'autant qu'il est persuadé que cette politique de privatisation peut « être durable et aller au-delà du programme déjà fixé ». L'Etat doit donc compter pendant plusieurs années sur un accroissement de ses recettes. « Les entreprises privées doivent en profiter », explique-t-il, et cela sera encore facilité par une accélération des économies budgétaires qu'il appelle de ses vœux. Il faut vaincre la « formidable résistance de l'administration », affirme-t-il, afin de réduire les effectifs des services centraux de l'Etat, améliorer la production des fonctionnaires, mettre en place un contrôle de gestion, faire procéder à des audits.

Voilà un programme de travail pour le ministre chargé des réformes administratives, M. Camille Cabana, dont, après d'autres, M. d'Ornano s'estime de la « discrétion ». Le président de la commission des finances ne veut évidemment pas être un soutien muet du gouvernement.

THIERRY BRÉHER.

## La fin de la septième conférence des Cours constitutionnelles européennes

### L'admission officielle de la Turquie n'a pas fait l'unanimité

LISBONNE  
de notre envoyé spécial

La septième conférence des Cours constitutionnelles européennes a pris fin le mercredi 29 avril à Lisbonne (le Monde du 29 avril). Le Conseil constitutionnel français, qui n'avait assisté jusqu'à présent qu'en tant qu'observateur à ces réunions triennales, et la Cour constitutionnelle turque ont été admis au nombre des « Cours organisatrices » membres de cette organisation informelle dont la prochaine conférence doit dans le meilleur des cas avoir lieu en 1990.

L'admission de la Cour constitutionnelle turque aux côtés des organisations similaires allemande, autrichienne, espagnole, italienne, yougoslave, portugaise et du Tribunal fédéral suisse n'a été possible qu'au terme de longues discussions.

Décision « discrétionnaire », comme l'a souligné M. Wolfgang Zeidler, président du Tribunal constitutionnel de RFA, des présidents des Cours déjà membres, l'admission de la Turquie, que ce pays réclamait depuis 1978, a une nouvelle fois suscité de fortes réticences de certains pays, en raison des accusations de violations graves des droits de l'homme dont la Turquie est régulièrement l'objet.

En termes de la réunion de Lisbonne, M. Zeidler s'est longuement attaché à justifier, au cours d'une conférence de presse conjointe des présidents des Cours organisatrices, cette décision qui, a-t-il fait remarquer avec insistance à plusieurs

reprises, n'a pas été prise sans considération « du passé, du présent mais surtout de l'avenir attendu » de la Turquie.

Pour sa part, M. Francisco Tomas Y Valiente, président de la Cour constitutionnelle espagnole, s'est retranché derrière le secret des délibérations des présidents et a évoqué le caractère inopérant de possibles commentaires avant de déclarer que la décision d'accepter la Turquie n'avait pas été prise à l'unanimité par les présidents des Cours constitutionnelles.

D'autre part, les organisateurs portugais de la septième conférence ont annoncé que les présidents des Cours constitutionnelles avaient décidé d'apporter leur soutien actif au projet présenté par la RFA et l'Italie de créer dans ce dernier pays, en liaison avec l'université de Bologne, un centre international de documentation et d'étude des jurisprudences constitutionnelles et des problèmes juridiques relatifs aux compétences des Cours constitutionnelles.

MICHEL KAJMAN.

Rectificatif. — M. Mario Soares, président de la République portugaise, a évoqué au cours de son allocution d'ouverture de la septième conférence des Cours constitutionnelles européennes les « prophètes de mauvais augure » (et non les « pré-sages ») comme une erreur de transmission nous l'a fait imprimer dans nos éditions du 29 avril qui s'en sont dote à l'encontre des justes constitutionnelles.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

M. LE PEN, encore. Le souriant, le jovial, le chaleureux M. Le Pen, devenu définitivement conservateur depuis qu'il s'est retiré de cette fonction quasi officielle de candidat à la présidence de la République. M. Le Pen, blanchi de tous les soupçons, absout de tous les péchés, lavé de toutes les rumeurs, affranchi de tous les ragots, délivré de tout passé, pur comme un élixir, et qui invite depuis dimanche dernier ses concitoyens à le désigner pour « sauver, sauver la France au nom du Sacré-Cœur », M. Le Pen, déjà l'ami de M. Gaudin (ce qui n'est pas rien), le correspondant de M. Giscard d'Estaing, et, demain, le partenaire d'un ne sait quelle négociation.

Fichu système constitutionnel qui rend ipso facto respectable (ou capable) celui qui rêve de le contrôler ! A plus forte raison si l'homme est le contraire d'un imbécile. Son programme heurte certains à droite et fait sauter à gauche ? Qu'à cela ne tienne ! Il n'y aura plus de programme. C'est d'autant moins difficile que le discours politique de M. Le Pen relève moins du programme que de l'idéologie, moins des promesses que d'une ambiance : que ceux qui l'écourent veulent moins comprendre qu'être approchés, entendre célébrer leurs fantasmes que s'en rendre maîtres.

La déclaration officielle du candidat est sur ce point un modèle du genre. Qui ne voudrait, comme lui, dénoncer « le chômage », « l'insécurité », « le fiscalisme » ; et même, oui, même, fût-ce avec des précautions oratoires, qui ne s'interroge sur « l'immigration » ?

Ah ! il y a bien cette mention de « la dégradation des mœurs » qui fleurit un peu, façon Péguy, le temps de Vichy, et « les déviations » des Français qui sonnent comme un écho de « ces mensonges qui vous ont fait tant de mal » et dont larmoyait le Maréchal. Qui se rappelle cela ? M. Le Pen est candidat à la présidence de la République et, dès lors, tout est dit. C'est presque du Cornélien : « Je le salue, le usus l'ère ». La preuve que cette seule ambition est un motif de considération publique dans sa notice au Who's who il se dit : « candidat non élu à la présidence de la République (1974) ». Songez... même « non élu », c'est un élément de dignité.

QUEL étrange système que cette Constitution de 1958, révisée 1962, qui a légalisé le gauchisme-bonapartisme dont il a été justement dit qu'il combinait l'appel au petit peuple et au grand soldat. A défaut de général, le lieutenant Le Pen sait y faire, sur ce terrain. Point de cette vaillance-hésitation où s'empêtré M. Lottard, rien de ce mystère dont s'enrober, comme selon son style, M. Mitterrand ou M. Barre, nulle trace de la gourmandise appliquée de M. Chirac et de M. Rocard. M. Le Pen use goulument du droit qui est le sien de faire croire à ses compatriotes qu'il est le prochain président de la République. Qui l'en empêche ? Qui y songe ?

## Soupe

Assurément pas la presse contemporaine, qui a épousé pour le meilleur et pour le pire le système constitutionnel français. A peine La Trinité-sur-Mer se met-elle à singer Colombey-les-Deux-Églises, que, via ! Une grosse part au journal télévisé de 13 heures — public et privé mêlés — re-vient à 20 heures avec une encore plus grosse part. Bonhomme du candidat au milieu des siens, une image de beau-père idéal.

Au cas où M. Le Pen trouverait pourtant que cela fait chiche, un festival du Front national aura encore lieu le 6 mai sur A2 à « L'heure de vérité ». Il serait temps que TF1 comprenne où est son devoir et organise, fissa ! un nouveau « Questions à domicile ».

Sans doute, pour être aussi bien traité, M. Le Pen argue-t-il des 2 705 336 suffrages obtenus aux élections législatives. Qui le contesterait ? Pourtant, soit dit sans tomber dans le pro-communisme primaire, l'impression persiste d'un PC moins choqué en dépit d'un résultat du même ordre puisqu'il rassemble 2 740 972 voix. La différence proviendrait-elle de ce que l'un est jugé sur le déclin et l'autre en expansion ? Dans les deux cas, c'est trop anticiper.

C'EST un exercice périlleux que de s'interroger sur l'attitude que devrait adopter la presse — tous moyens confondus — vis-à-vis d'un homme politique qui sait se servir d'elle pour mettre en valeur son propos et faire croire qu'il est non seulement innocent, mais nécessaire au pays. Les plus hypocrites diront que donner la parole à M. Le Pen, c'est lui tendre un piège ; c'est provoquer dans le pays un réflexe de rejet. A d'autres cette pédagogie ! Parce qu'il est intelligent, parce qu'il est malin, parce qu'il est fort en gueule, parce qu'il est habile à jouer les ronds, M. Le Pen tire profit de chacun de ses passages à la télévision.

Si, demain, à l'élection présidentielle, le candidat du Front national rassemble sur son nom non plus 10 %, mais 16 % de suffrages, qu'il envoie les 4 millions de votants, que ne pourra-t-il réclamer avec quelque chance de l'obtenir !

La presse aurait beau soutenir, pour partie à juste titre, qu'elle n'est pas le pour être morale mais pour relater ce qui a lieu, la question reste cependant posée. L'idéologie que symbolise M. Le Pen est-elle ou non détestable ? Sa participation au gouvernement du pays serait-elle ou non une catastrophe ? Chacun sur ce point a la réponse qu'il veut, mais en sachant qu'il n'en est point de conciliante.

La presse peut aussi rétorquer qu'elle n'a pas à se montrer plus royaliste que le roi, qu'elle n'a pas à faire montre de pudeurs et de scrupules dont il est peu de politiques pour s'embarrasser, la plupart naviguant à l'estime (I) entre les rissets et les silences. C'est vrai. Face à la montée de M. Le Pen, la plupart supputent l'avantage qu'il en tire, plutôt que le danger qu'il représente. Qui pourrait croire qu'il est homme à se contenter de tirer les marrons du feu ? On peut s'écarter à M. Le Pen, mais certainement pas composer avec lui.

Aucun de ceux qui s'apprentent à entrer en lice pour 1988 ne peut attendre de sa bonne mine qu'il soit tenu pour insonnorable. Aucun de ceux-là n'est préservé de la tentation, aucun n'est à l'abri de l'envie de récupérer des voix qui seront à prendre. Mais si tous, clairement, constamment, faisaient connaître qu'ils ne mangeraient pas de ce pain-là, on ne les accuserait pas d'être surtout guidés par l'odeur de la soupe, avec ou sans « longue cuiller », comme disait quelque un.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-88

VENTE s/saisie immob. Pal. Inst. CRÉTEIL, le JEUDI 14 MAI 1987 à 9 h 30

### UN PAVILLON D'HABITATION à NOGENT-SUR-MARNE (94)

26, avenue du Maréchal-Lyautey  
Élevé sur 2 s/sol, rez-de-ch., 1 ét., grenier, terrain de 355 m<sup>2</sup>.  
M.A.P. : 70.000 F.

S'adr. M<sup>me</sup> MALANGEAU, 8, rue Maryse-Hilz, Chevilly-Larue (94), av. ass. de la SCP Gesslin, Malangeau, Reilleux-Coussens, 29, r. des Pyramides, Paris-1<sup>re</sup>. Tél. : 42-60-46-79. Ts av. pr. Trib. Gde Inst. CRÉTEIL. S'aj. pour vis., le 12 MAI 1987 de 11 h à 12 h.

### PAVILLON à TREMBLAY-LES-GENÈSSE (93)

7, Sidiou Avenue  
Rez-de-chaussée : grande pièce, salle de bains, cuisine.  
1<sup>er</sup> étage : deux chambres. Sur un terrain de 462 m<sup>2</sup>.  
LIBRE - MISE A PRIX : 50.000 F.  
S'adresser à M<sup>me</sup> Bernard ÉTIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la S.C.P.A. ÉTIENNE, WARET-ÉTIENNE, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 48-54-90-87.

OLIVIER BIFFAUD.







19 mai 1987

## Société

Les Français et le procès de Klaus Barbie : un sondage le Monde-IPSOS

### La justice doit l'emporter sur l'oubli

Cinquante et un pour cent des Français ont l'intention de suivre de très près ou d'assez près les débats du procès de Klaus Barbie qui doit s'ouvrir le lundi 11 mai devant les assises du Rhône. C'est ce qui ressort du sondage IPSOS réalisé pour le Monde auprès de neuf cents personnes constituant un échantillon national représentatif de la population âgée de quinze ans et plus, interrogées entre le 8 et le 11 avril.

Cette courte majorité, — quarante-six pour cent ayant déclaré qu'elles n'y porteraient qu'un intérêt assez ou très lointain, — n'empêche pas les mêmes personnes de donner raison à 68 % aux autorités françaises d'avoir obtenu la remise de Barbie à la France par la Bolivie, 13 % seulement leur donnant tort et 19 % ne se prononçant pas. De la même manière, 64 % des personnes interro-

gées estiment que le procès devait avoir lieu bien que plus de quarante ans se soient écoulés depuis les faits qui y seront évoqués, 25 % étant d'un avis contraire.

Cette majorité apparaît encore plus forte — 72 % — pour estimer que la justice doit l'emporter sur l'oubli au sujet des faits et des événements qui ont marqué la dernière guerre et l'occupation. Les partisans de l'oubli ne sont que 19 % (9 % ne se prononçant pas). On relèvera dans les réponses à cette question que les partisans de la justice sont les plus nombreux (81 %) chez les personnes âgées de quarante-cinq à cinquante-neuf ans.

Tout en restant majoritaires, ceux qui pensent que le procès de Klaus Barbie permettra une meilleure connaissance de la vérité sur l'occupation ne sont, pourtant, plus que 56 %, mais se retrouvent 66 % pour estimer que ce procès permettra aux Français les plus jeunes de mieux connaître l'histoire de la dernière guerre et de l'occupation. On notera, sur ce chapitre, que les moins de vingt-cinq ans ont répondu par l'affirmative à 68 %.

Mais, paradoxalement, si l'on se reporte aux réponses données par ces mêmes moins de vingt-cinq ans à la question : « Avez-vous l'intention de suivre le procès de très près, d'assez près, d'assez loin ou de très loin ? » on constate que 43 % seulement s'y intéresseront de près ou d'assez près alors que 53 % font savoir qu'ils le suivront d'assez loin ou de très loin. Il en va d'ailleurs, de même pour les personnes âgées de vingt-cinq à quarante-quatre ans. En revanche, 57 % des personnes âgées de quarante-cinq à cinquante-neuf ans et 62 % de celles âgées de plus de soixante ans disent avoir l'intention de suivre les débats de très près ou d'assez près. A cette même question, on relève le très faible pourcentage de ceux qui ne se prononcent pas : 3 %. Quant à l'examen des

réponses selon les catégories socio-professionnelles, il fait apparaître que les inactifs sont les plus nombreux à s'intéresser au procès de Klaus Barbie (62 %) devant les cadres supérieurs et professions libérales (53 %), les cadres moyens et techniciens (47 %), les agriculteurs (46 %) et les ouvriers (44 %).

#### Consensus politique

On observe aussi que l'appartenance politique des personnes interrogées, qu'elles expriment une proximité de droite ou de gauche, ne se traduit pas par de grandes influences sur leurs réponses. Ainsi, qu'elles se disent de droite ou de gauche, celles qui s'intéresseront au procès Barbie, se retrouvent à égalité (73 % au total) pour donner raison aux autorités françaises d'avoir obtenu la remise de Barbie à la France comme pour répondre qu'il fallait faire le procès, les opinions contraires montrant une identité d'égale selon la tendance politique.

En revanche, à la question « Qui est Klaus Barbie ? », on notera que, parmi les 37 % qui le qualifient « d'assassin, boucher, tortionnaire, criminel de la seconde guerre mondiale », 50 % sont de gauche contre 35 % de droite. Il est aussi significatif, sinon surprenant, de constater que dans les réponses à cette question, 2 % seulement désignent l'ancien SS comme « celui qui a torturé, exécuté, assassiné Jean Moulin, 40 % le tenant pour « un SS », un nazi », 14 % pour un « tueur de juifs et un organisateur de leur déportation, 10 % pour un « officier allemand ».

Quant à dire pourquoi il va être jugé, 40 % des personnes interrogées répondent que ce sera pour « des crimes pendant la seconde guerre mondiale, 22 % pour le génocide des juifs et 6 % seulement pour crimes contre l'humanité. Et, là encore, on ne trouve que 6 % de réponses pour parler de l'affaire Jean Moulin. C'est d'ailleurs à cette question : « Savez-vous pourquoi Klaus

Barbie sera jugé à Lyon ? » que l'on enregistre le plus fort pourcentage (20 %) de personnes qui ne se prononcent pas. En revanche, 63 % des personnes interrogées disent s'intéresser « beaucoup ou assez » à ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale, 36 % s'y intéressant « peu ou pas du tout ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

« Donnez-vous raison ou tort aux autorités françaises d'avoir obtenu le départ de Klaus Barbie du pays où il se trouvait en 1983, la Bolivie ? »

|                        | ENSEMBLE % |
|------------------------|------------|
| • Raison               | 68         |
| • Tort                 | 13         |
| • Ne se prononcent pas | 19         |
|                        | 100        |

« Fallait-il, ou non, faire le procès de Klaus Barbie plus de quarante ans après les faits qui seront en question au tribunal ? »

|                        | ENSEMBLE % |
|------------------------|------------|
| • Oui                  | 64         |
| • Non                  | 25         |
| • Ne se prononcent pas | 11         |
|                        | 100        |

« Klaus Barbie sera jugé pour des faits qui se sont passés entre 1942 et 1944. Des deux mots suivants, lequel est celui qui caractérise le mieux votre attitude face aux événements de cette période de la guerre et de l'Occupation ? »

|                        | ENSEMBLE % |
|------------------------|------------|
| • Oubli                | 19         |
| • Justice              | 72         |
| • Ne se prononcent pas | 9          |
|                        | 100        |

Qui est Klaus Barbie ?

| (Question ouverte. Réponses spontanées)  | Ensemble % | Proximité politique |
|--|------------|---------------------|
|  |            | Droite % Gauche %   |
| • Un SS, un nazi, un officier nazi   | 49         | 45 40               |
| • Un assassin, un boucher, un tortionnaire, un bandit, un criminel de la seconde guerre mondiale | 37         | 35 59               |
| • Un tueur de juifs, il a organisé la déportation des juifs                                      | 14         | 14 15               |
| • Un Allemand, un officier allemand  | 10         | 12 9                |
| • Il était à Lyon pendant la seconde guerre mondiale   | 9          | 10 13               |
| • Un membre de la Gestapo, un chef de la Gestapo   | 7          | 5 11                |
| • Quelqu'un qui va être jugé, il est en prison et on va le juger bientôt                         | 4          | 7 4                 |
| • C'est un torturé, exécuté, assassiné Jean Moulin   | 2          | 2 2                 |
| • Autre  | 4          | 3 2                 |
| • Ne se prononcent pas   | 13         | 9 11                |
|  | (1)        | (1) (1)             |

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

D'après ce que vous savez, pourquoi Klaus Barbie sera-t-il jugé à Lyon à partir du mois de mai 1987 ?

| (Question ouverte — réponses spontanées)                      | Ensemble % | Proximité politique |
|---|------------|---------------------|
|   |            | Droite % Gauche %   |
| • Pour crimes pendant la seconde guerre mondiale              | 49         | 45 42               |
| • Pour le génocide des juifs, pour la déportation des juifs   | 21         | 20 23               |
| • Pour crimes contre l'humanité                               | 6          | 8 9                 |
| • Pour avoir torturé, torturé, assassiné, exécuté Jean Moulin | 6          | 9 7                 |
| • Parce qu'il était à Lyon pendant la seconde guerre mondiale | 16         | 19 17               |
| • Autre   | 3          | 4 3                 |
| • Ne se prononcent pas  | 28         | 17 16               |
|   | (1)        | (1) (1)             |

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

# LA RETRAITE : 30 MINUTES POUR VOIR CLAIR.

2<sup>e</sup> souffle... 2<sup>e</sup> vie... 2<sup>e</sup> salaire...

30 minutes, le temps qu'il faudra à Philippe GILDAS et aux représentants de l'ARRCO, pour exposer simplement, objectivement, le principe, le système, l'environnement, les perspectives de la retraite en France.

30 minutes pour savoir.

**SUR FR3  
SAMEDI 2 MAI  
A 11H30**

**ARRCO**

Association des Régimes de Retraites Complémentaires  
44, bd de la Bastille 75012 PARIS

Créditphoto • IMAGO BANK ZAG • OMBRES

anniversaire du CNES

faut pas faire l'économie  
développement »  
Mitterrand

pourquoi M. Mitterrand a vigou-  
sement invité les constructeurs  
d'Airbus à « ne pas faire l'écono-  
mie du temps de développement,  
économie que l'on paierait ensuite  
par une immobilisation coûteuse ».

« L'exigence de qualité est une  
essentielle pour un lanceur dont la  
disponibilité conditionne tous les  
autres projets. La grande force du  
programme européen, a-t-il ajouté,  
c'est le lanceur, arrivé au bon  
moment et répondant aux besoins  
du marché ».

Le président de la République a  
d'autre part insisté sur la nécessité  
d'un « équilibre d'ensemble des pro-  
grammes scientifiques et des pro-  
grammes d'application d'une part  
de ceux qui tournent autour de  
voies habitées d'autre part ». « La  
progrès de la robotique » réduira  
la place de l'homme dans l'espace.  
Mais sa présence restera indispen-  
sable, a souligné M. Mitterrand en  
rappelant qu'il s'était prononcé, à la  
conférence de La Haye, en  
février 1984, « pour une station  
orbitale européenne ». M. Madelin,  
ministre de l'Industrie, a ensuite  
annoncé que l'étude approfondie  
d'un module habitable autonome  
européen, Pallas, serait engagée en  
1987.

M. Mitterrand a ensuite insi-  
sté sur « l'avenir de notre programme  
spatial pour notre défense », con-  
statant que « les programmes ré-  
centement lancés n'épuisent pas la  
réflexion sur le sujet ». Opinion de  
M. André Giraud, ministre de la  
défense, n'a pu partager. Ce dernier  
a souligné que l'espace militaire et  
l'espace civil sont indissociables, et  
rappelant que le premier satellite  
français fut lancé par une fusée qui  
devait beaucoup à des études mili-  
taires. En sens inverse, les pro-  
grammes récemment décidés à  
télécommunications militaires  
(Synapse-2) et d'observation de la  
Terre et de repérage électronique  
(Hélios) sont dérivés des pro-  
grammes civils Télécom-1 et Spot.

Puis M. Giraud s'est interrogé sur  
les « défis de l'avenir », tant à  
point de vue technologique qu'à  
niveau humain. « Nous devons les relever  
et il dit, entre Européens d'abord,  
avec nos alliés ensuite, avec le  
monde entier en fonction des per-  
pectives de paix ». Mais, « nous  
devons avoir notre stratégie pro-  
pre » et ne pas « recopier ce qui  
fait les autres dans les domaines  
spatiaux », qu'ils soient « militaires  
ou civils ».

MAURICE ARVONNY  
et JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

le d'une milice privée

iers suspendus  
ert Pandraud

perser des grévistes de l'entrep-  
prise, qui occupaient ses locaux.

M. Pandraud a pris le lendemain  
la décision de les suspendre de leur  
fonctions et de saisir l'inspecteur  
général de la police nationale.

M. Gérard Baudu, député de  
Seine-et-Marne (PCF) a annoncé  
son intention d'adresser à M. Po-  
draud une question écrite sur la po-  
ticipation de ces quatre policiers à  
une milice privée.

Devant la cour d'appel  
de Nancy

Une grand-mère obtient  
un « droit de visite »  
pour ses petites-filles

La cour d'appel de Nancy a  
condamné, le mercredi 29 avril,  
deux mois de prison avec sursis  
2 000 francs d'amende, un couple  
Jean-Marie et Marie-Cristine  
Berotte, qui s'opposaient à ce que  
leurs deux filles Sylvie et Nathalie  
voient leur grand-mère maternelle.

L'affaire a commencé par un é-  
chec familial. Fâchées au  
M<sup>me</sup> Hayet, M. et M<sup>me</sup> Berotte ne  
sont tout contact avec celle-ci.  
Comme la loi le lui permet,  
M<sup>me</sup> Hayet a alors demandé à la ju-  
rice de trancher et un droit de vi-  
site a été accordé pour ses de-  
ux petites-filles. Les parents s'oppos-  
ent à cette décision, le tribunal cor-  
respond d'Epinal (Vosges), sais  
son tour, avait décidé en jan-  
vier 1987 de les condamner à deux  
mois de prison ferme. La cour d'appel  
de Nancy, elle, a été plus clémente  
déclarant le sursis assorti cepen-  
dant d'une mise à l'épreuve de trois ans.



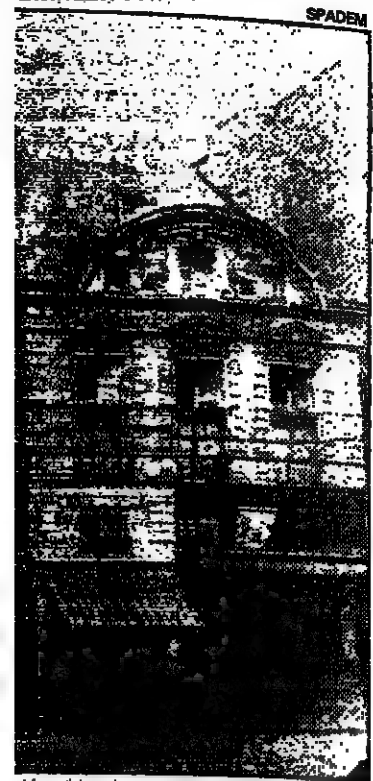




Ch. P. 150

garde de France

is



L'aspect culturel du plan a, lui-même, le mérite de la raison. Il porte son bon sens sur un réexamen des valeurs du dix-neuvième et du vingtième siècle, désormais destinés aux joies et plaisirs de la sauvegarde. Cela concerne, par exemple, la merveilleuse rue du Pont-Louis-Philippe, ou encore la rue de Rivoli, la synagogue de Gémard, etc.

Quelques aspects n'ont pas été prévus, ou ne sont, tout au moins, pas mentionnés. Ainsi, que peut faire l'administration, ou un locataire, contre un propriétaire qui, dans un tel quartier sauvegardé, laisse aller à la ruine son immeuble ? Ou encore, ne conviendrait-il pas de créer des instances nouvelles pour les choix ou les concours d'architecture contemporaine. Ce quartier, qui est censé être l'un des plus protégés, est aussi celui qui paraît le plus exposé à l'insécurité, voire à la médiocrité architecturale. C'est là mal préparer les plans de sauvegarde du vingt et unième siècle.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

### Crise au Théâtre de la Monnaie de Bruxelles

La solution la plus simple aurait été de claquer la porte et de partir. Mais j'ai des engagements à tenir ici. Gérard Mortier, le directeur du Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles, a décidé de rester à son poste et l'a annoncé, le lundi 27 avril, dans la capitale belge à la fin d'une conférence de presse organisée au programme - somptueux par ailleurs - de la Monnaie pour 1987-1988.

La crise, provoquée par la politique d'austérité du gouvernement belge, qui voudrait limiter à 545 millions de francs belges (environ 81 millions de francs français) le budget du théâtre, alors que Gérard Mortier en soustait 657 (97 millions de francs français).

Si Gérard Mortier semble avoir obtenu satisfaction, c'est en s'engageant toutefois à mettre un peu d'ordre dans ses comptes à accepter un conseil financier pour préparer un plan d'ajustement. Le directeur de la Monnaie n'est toutefois pas au bout de ses peines. Maurice Béjart, en effet, dont les Ballets de l'Opéra font partie du Théâtre de la Monnaie (ils recouvraient la presque totalité des activités du théâtre avant l'arrivée de Gérard Mortier), veut obtenir une plus grande autonomie financière. Il estime que le renouvellement de son contrat sera conditionné par cette réforme et souhaite rester à l'intérieur du Théâtre de la Monnaie mais avec l'avantage de responsabilité dans la gestion de sa compagnie.

Ces querelles sont encore compliquées par la structure particulière du secteur culturel en Belgique, qui dépend pour l'essentiel des deux communautés du pays, sauf pour un certain nombre d'institutions (dont le théâtre de la Monnaie) gérées conjointement par les deux ministères de l'éducation nationale. Alors, un litige entre Mortier le Flamand et Béjart le francophone ? Sans doute pas. Il s'agit plutôt, comme le note un chroniqueur bruxellois, de la « diffusion de deux vedettes à cohabiter ».

JOSEF-ALAIN FRALON.

**PALAIS DES CONGRÈS DU 5 MAI AU 7 JUIN**

LES SPECTACLES LUMBROSO, LES SPECTACLES ALAP

SHERWIN M. GOLDMAN PRODUCTIONS INC. ET WESTPORT PRODUCTIONS INC.

EN ACCORD AVEC MARVIN A. KRAUSS ET IRVING SIDERS

PRÉSENTENT

**LA PRODUCTION DE MICHAEL BENNETT**

# DREAMGIRLS

LIVRET ET LYRICS DE TOM EYEN / MUSIQUE DE HENRY KRIEGER

LOCATION PAR TELEPHONE AU 42.66.20.75 OU AU 47.58.14.04

SOIRÉE 20 H 30 DU MARDI AU DIMANCHE / MATINÉE 15 H 30 SAMEDI ET DIMANCHE

**BROADWAY A PARIS !**

**EUROPE 1**

DE GRANDS MOMENTS, A CHAQUE INSTANT.



## Culture

## MUSIQUES

Ouverture du 50<sup>e</sup> Mai florentin

## Le retour de Benvenuto Cellini

Le Mai florentin fête sa cinquantième édition et célèbre l'événement avec l'opéra de Berlioz, Benvenuto Cellini

Le Mai florentin fête, cette année, sa cinquantième édition, car bien que la première ait eu lieu en 1933, cette grande manifestation musicale et théâtrale fut d'abord biennale, et fut naturellement interrompue pendant la guerre. Tout était réuni pour donner son éclat à cette commémoration : une foule énorme entre le palais Pitti et Santa-Maria-del-Fiore, un temps idéal, et un opéra « florentin » de Berlioz : *Benvenuto Cellini*, joué ici pour la première fois intégralement.

Florentin, c'est beaucoup dire, et les sujets de la ville des Médicis ont été bienveillants pour le compositeur qui les a dépouillés d'une gloire : celle de la naissance (à venir) de Cellini, transposé arbitrairement pour faire chic dans le Colisée de Rome.

Mais enfin la célèbre statue trône dans la loggia de la place de la Seigneurie (sous le regard du nouveau maire, Massimo Bogianckino), et le Cellini de Berlioz ne parle que de fuir à Florence, où « l'aigle toscan brave et dédaigne le tonnerre du Vatican ».

Nous sommes bien à Rome cependant, dans la somptueuse production décorée par Sylvano Bussotti, tohu-bohu de styles, antique, médiéval, Renaissance, maisons et palais qui

s'ouvrent, s'entreouvrent et se ferment comme dans une boîte à malices, sur un sol bouleversé et mangé par la nature comme le Forum au temps de Berlioz, et enveloppé par les ruines obsédantes et grandioses du Colisée.

Le carnaval y tourbillonne à ravir, illuminé par les costumes et les chars, ainsi que la nuit des ciseleurs contribuant à la fonte de l'immense statue d'or, qui sort toute fumante de sa gangue éclatée, morceau de bravoure parfaitement réussi pour la fin de l'œuvre.

En dehors de ces grands mouvements de foule, la mise en scène de l'Australien Elijah Moshinsky n'estompe guère les défauts habituels de l'œuvre, ou plutôt les renforce par des attitudes et une gestuelle qui appartiennent à la pire convention, alors qu'il faudrait prendre le maximum de distance avec les concessions que Berlioz a dû faire à l'opéra meyerbeerien, comme à l'opéra comique. Et dire que Moshinsky se réclame de Brecht !

Car si la ligne générale de l'œuvre est originale, séduisante, et peut assez bien refléter le personnage de Cellini tel que le montrent ses Mémoires, le livret de Wailly et Barbier en donne une image molle et désolée. En jouant trop loyalement le jeu, Chris Merritt, au port très ordinaire et sans noblesse, accuse le caractère velléitaire, couard, paresseux, de celui en qui Berlioz voyait au contraire un « bandit de génie », et le prototype de l'artiste maudit, c'est-à-dire lui-même.

La voix roucouillante, criarde ou ténoriste en voix de tête est pourtant bien celle qu'exige le rôle. Cecilia Gasdia est une Teresa étonnante. Elena Zilio se montre pleine de ressources et bien piquante sous le travesti d'Ascanio. Et Jules Bastin (le seul dont on comprenne le français) incarne, avec son abattage habituel, l'avantageux et ridicule Balducci, père de Teresa et trésorier du pape. Agostino Ferrin a trop peu de grave et de prestance pour s'imposer comme un grand seigneur de la Renaissance ; de même, Victor Braun Fieramosca se révèle assez falo.

Les chœurs très nombreux ont quelque peu tendance à abuser de leurs forces, mais se lancent dans des rondes endiablées avec les danseurs acrobatiques, et quatre excellents mimes apparaissent pour le carnaval, qui doit sans doute beaucoup à la chorégraphie d'Eleanor Fagan.

La direction vigoureuse et précise de Vladimir Fedoseev tire quelque peu la partition du côté vériste, ou parfois d'un maniérisme tohalkovien. L'orchestre du Mai florentin est excellent, mais on souhaiterait plus de verve et de jeunesse de style, de pur romantisme français pour dépasser les scories d'époque, et faire apparaître vraiment la statue d'or du ciseleur florentin, comme Berlioz avait rêvé de le peindre.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations les 3 et 6 mai.

## CANNES 40 ANS DE FESTIVAL



VUS PAR « LE MONDE »

Il aurait dû s'ouvrir dès 1939. Il faudra attendre 1946 pour que les projecteurs du cinéma éclairaient la Croisette. Les premiers palmarès, un brin « diplomatiques », récompensèrent un film de chaque pays participant. La Palme d'or ne fut inventée qu'en 1955.

La plupart des grands films de l'après-guerre ont été présentés et souvent primés à Cannes. Souvenez-vous du Troisième Homme, du Salaire de la peur, du Guepard, de Z ou de MASH. Cocteau, Pagnol ou Simonon ont présidé les premiers jurys. Plus récemment, Sophia Loren, Michèle Morgan ou Ingrid Bergman ont assumé cette responsabilité.

De 1946 à 1986, le Monde présente année par année le palmarès du Festival, les films en compétition, la composition du jury. Il rappelle les principaux événements cinématographiques de l'année, reproduit les articles parus dans le journal sur les principaux films, rapporte les anecdotes et les échos les plus marquants.

EN VENTE LE 4 MAI

NUMÉRO SPÉCIAL

44 PAGES - 19 F  
largement illustrées

## Le Monde

UN NUMÉRO-RÉTROSPECTIVE  
exclusivement consacré au Festival

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Également disponible à notre service de vente par correspondance

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_

NOMBRE D'EXEMPLAIRES \_\_\_\_\_ X 23 F (frais d'expédition inclus) :

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
LE MONDE, service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75421 PARIS CEDEX 09

## Communication

Le troisième marché international des droits dérivés

## De Mickey à Marilyn

CANNES de notre envoyé spécial

« Quand j'ai vu tous ces gens sérieux, ces hommes d'affaires dans leur costume trois pièces, entourés de leur escorte personnelle, en train de comparer les qualités de Teddy Ruzpin, l'ours qui parle, avec le jeu à chat aux rayons infrarouges, j'étais pris d'un tel fou rire que j'ai dû quitter la pièce ! » La confession est de M<sup>me</sup> Claire Farnat, responsable, au sein du MIDEM, de l'organisation, à Cannes, du Marché international pour la création et les licences (MICEL), qui a eu lieu du mardi 28 au jeudi 30 avril. La séance inconnue à laquelle elle faisait allusion était celle des délibérations du jury de vingt-sept personnes qui, pour la première fois cette année, a décerné des trophées aux meilleurs projets.

Ce marché des droits dérivés — qui a suivi le MIDEM — a révélé les forces et les faiblesses d'un secteur dont les potentialités restent immenses. Les risques aussi. La notion de « droits dérivés » n'est certes pas nouvelle. L'utilisation des droits attachés à un personnage de dessin animé ou, plus généralement, à une vedette ou à un événement, en créant et en commercialisant d'autres produits bénéficiant de la notoriété du premier, existe depuis la trouvaille géniale de Walt Disney. Il y a un demi-siècle, le père de Mickey vendait sa première « bouteille Blanche-Neige ». Le phénomène atteint l'ensemble du marché mondial des biens de consommation, car il est unanimement considéré par les industriels comme un outil de marketing indispensable.

Une soixantaine de sociétés, au dixième degré, représentant vingt-cinq pays, ont rejoint au MICEL 87 quatre cents droits aux auteurs potentiels : soit des fabricants à la recherche de griffes connues (marques, personnages) pour donner une plus-value à leurs produits, soit des publicitaires à l'affût de nouvelles conceptions. Tous sont d'accord au moins sur un point : le « licensing » peut augmenter jusqu'à 30 % la diffusion d'un objet.

Des licences qui touchent des catégories de plus en plus diverses. En premier lieu, il y a toujours les personnages, surtout ceux des dessins animés : les héros de Walt Disney, Bugs Bunny, la Panthère rose, Astérix et Tintin ; puis des vedettes, vivantes ou mortes, les Marilyn Monroe, Elvis Presley, Michael

Jackson, Charlot, Laurel et Hardy. On exploite aussi les feuilletons « Dallas » et « Dynastie », ainsi que les événements et les sports. Les Jeux olympiques, par exemple, donnent lieu à de nombreux produits dérivés, alors que les grandes manifestations sportives, comme le Mondial ou la Coupe d'Amérique, possèdent une mascotte qui fait l'objet d'une licence. Parmi les événements récents, exploités à fond, on peut citer le centenaire de la statue de la Liberté.

Quant à la licence de marque, elle ouvre des possibilités toujours plus larges, car elle utilise la notoriété acquise dans un domaine pour fabriquer des produits associés qui peuvent être finalement très éloignés du produit d'origine. C'est ainsi que Coca-Cola est en train d'envahir le domaine de la mode. La célèbre firme de boissons vient d'ouvrir, aux États-Unis, une chaîne de magasins baptisée « Fizzazz », proposant des vêtements de sport et autres accessoires, y compris des montres, à des jeunes qui, dans le monde entier, sont familiers de la fameuse griffe. Ou encore, la société Lee Cooper, connue pour ses jeans, a créé une filiale qui vend des produits de luxe pour homme, très haut de gamme, sous la griffe de la célèbre voiture Aston Martin.

Le roi du merchandising reste Walt Disney, en France comme aux États-Unis. Avec la production de dix à quinze films (longs métrages et dessins animés) chaque année, et surtout la sortie rituelle, à Noël, d'un grand dessin animé, ancien ou nouveau, l'énorme machine publicitaire de l'industrie Disney promeut les produits dérivés à longueur d'année. Autour d'elle, n'est négligé, la presse, avec une maison d'édition Edimonde dont les flouros, le *Journal de Mickey* et *Pic-sou*, tirent chacun à 450 000 exemplaires : la télévision, avec le « Disney Channel » sur FR 3, « Disney Dimanche » sur Antenne 2 et une nouvelle série, les « Wuzzles », bientôt sur Canal Plus ; la promotion dans les grands magasins, avec le concours de la chanteuse marseillaise, Doukha ; et, en septembre, des vidéocassettes à des prix défiant toute concurrence (199 F et 249 F) pour des compilations de dessins animés ou des longs métrages pré-enregistrés.

Sans oublier les objets, jouets, jeux, trucs des personnages Disney. Là encore, la notoriété est un atout majeur, dans un secteur hautement

concurrentiel. Avec un chiffre d'affaires dans le domaine des droits dérivés (calculé sur le prix de vente des produits sous licence) de 1,5 milliard de francs, la France ne vient qu'en quatrième position, après les États-Unis (leader incontesté avec un chiffre d'affaires, pour 1986, de plus de 52 milliards de dollars), le Japon et la Grande-Bretagne.

## Le danger de la saturation

Mais, il y a tendance à se diversifier et à s'élargir à d'autres domaines que la télévision, secteur très porteur, le marché français des droits dérivés se concentre toujours davantage sur les noms les plus connus. La tendance est générale, puisque aux États-Unis, 80 % du chiffre d'affaires sont réalisés par 20 % des sociétés.

En France, c'est plutôt l'accalmie après la tempête. Après la forte croissance provoquée il y a dix ans par l'arrivée à la télévision de « Goldorak », en 1978, puis l'invasion des « Schtroumpfs » peu après, on vit, actuellement, une période de réajustement, accompagnée d'un repli sur les grandes sociétés, au détriment des petites. Cela s'explique en partie, selon M. Jean-Claude Genshel, président du Syndicat national des droits dérivés (SND), par une inflation de l'offre. « Le nombre important de propositions d'exploitation de personnages est dû principalement à l'écroulement des chaînes de télévision, dit-il. En 1986, quarante nouvelles séries ont été programmées et mises sur le marché des droits dérivés, et soixante-dix de plus sont à prévoir pour cette année ! »

Devant cette saturation du marché, les « licenciés », de plus en plus prudents, préfèrent se réfugier dans les valeurs sûres, les classiques qui ont fait leurs preuves : Lucky Luke, Astérix, Tom et Jerry et, surtout, la famille des personnages de Walt Disney. En outre, cette banalisation des produits laisse les enfants de plus en plus indifférents. Il y a quelques années, le fait de s'associer à une série télévisée suffisait pour obtenir de bons résultats. Aujourd'hui, c'est toujours nécessaire, mais insuffisant. A quoi s'ajoute la crise que traversent certains secteurs qui exploitent les droits dérivés comme le jouet, le textile, l'édition.

ALAIN WOODROW.

## M. Etienne Mougeotte devient directeur d'antenne de TF 1

Dernier épisode en date du feuilleton des télévisions privées : M. Etienne Mougeotte a pris en main, dès le jeudi 30 avril, les destinées de TF 1 avec le titre de directeur général d'antenne. Nomination surprise puisque l'ancien directeur de la rédaction de *Télé 7 Jours* était, il y a un mois, l'un des principaux artisans de la candidature d'Hachette à la reprise de la chaîne.

Faut-il voir le signe d'un rapprochement spectaculaire entre M. Francis Bouygues et M. Jean-Claude Lagardère ? Certes, les deux hommes ont amicalement déjeuné ensemble au début de semaine mais c'était essentiellement pour évoquer la reprise de la CGCT et le marché du radio-téléphone dans lesquels ils sont associés. A cette date, la nomination de M. Mougeotte, TF 1 n'était pas encore à l'ordre du jour. L'affaire s'est conclue un peu plus tard, le mardi 28 avril.

M. Francis Bouygues et ses partenaires dans le capital de TF 1 ont voulu mettre un terme au flottement qui règne dans la direction de la chaîne depuis sa privatisation. A l'origine, les responsabilités devaient se partager entre les hommes de M. Bouygues chargés de l'administration et des finances, et M. Pierre Barret et Philippe

Labro qui devaient s'occuper de l'antenne. Mais l'implication directe de M. Bouygues comme président-directeur général et la nomination de M. Patrick Le Lay comme vice-président ont quelque peu bousculé cet organigramme. M. Pierre Barret a été écarté, et M. Philippe Labro a préféré renoncer.

Pour combler ce vide, la nouvelle direction de TF 1 a d'abord décidé de laisser en place les hommes de M. Hervé Bourges. Ce dernier devenait président d'honneur, son adjoint M. Pascal Joseph gardait la direction des programmes, et M. Alain Denvers, l'information. Mais la greffe entre l'ancienne équipe et la nouvelle direction n'a pas bien pris. M. Joseph n'a pas su éviter le départ d'un grand nombre de stars, et M. Le Lay, submergé par les tâches administratives, n'a pas pu rectifier le tir à temps.

Devant le péril, M. Bouygues et ses partenaires ont décidé d'administrer rapidement un contre-poison en nommant un directeur d'antenne chargé de coiffer l'équipe de M. Bourges. Le choix s'est porté sur M. Mougeotte, qui a le grand avantage de bien connaître TF 1 pour avoir travaillé pendant des mois sur le projet Hachette.

## Le groupe Havas conserve « Jours de France »

M. Chancel démissionne

Après deux mois de rumeurs concernant sa vente et ses acheteurs potentiels, l'hebdomadaire *Jours de France* restera finalement dans le giron d'Information et Publicité (IP). Cette filiale du groupe Havas détient 25,5 % du titre aux côtés de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et de personnes physiques, et en assure la gestion.

Le mercredi 29 avril, une assemblée générale réunissant la centaine de salariés de l'hebdomadaire a fait part, en outre, de la démission de M. Jacques Chancel, président-directeur de *Jours de France*, et Patrick Duruy, directeur général, ainsi que de la nomination à la tête du journal de M. Gérard Lefebvre, directeur général adjoint d'IP. Ce dernier aura la charge de constituer une nouvelle équipe.

Les actionnaires du journal (créé en 1954 par Marcel Dassault et racheté l'été dernier) poursuivront donc son exploitation « en le dotant de nouveaux moyens », a précisé M. Jean Méry, secrétaire général d'IP. « L'expérience des derniers mois et les études élaborées, a-t-il encore indiqué, ont mis en évidence la nécessité de modifier le positionnement de l'hebdomadaire ». Le journal devrait donc sans doute revenir au style qui avait fait son succès (articles sur les vedettes du show-business et les altesse royales, etc.). Cette formule, en rupture avec celle qu'avait choisie M. Chancel, plus proche de celle des autres hebdomadaires d'informations, a provoqué sa démission. Après un entretien avec le PDG du groupe Havas, M. Pierre Daurier, le matin même de l'assemblée générale, le responsable du « Grand Echiquier » a donc annoncé son départ.

La situation de *Jours de France* est loin d'être bonne. L'hebdomadaire a enregistré 100 millions de francs de déficit fin 1986 et une forte perte de diffusion. Située aux alentours de 290 000 exemplaires en début d'année, elle serait aujourd'hui de l'ordre de 240 000 exemplaires.

Il reste que le pari de M. Chancel est perdu. La venue aux commandes du journal de M. Lefebvre, nimbé de sa réputation de gestionnaire, devrait relancer le titre. Un plan de cinq ans sera mis en place par les actionnaires qui prévoient cependant des pertes pendant deux ans, avant que le journal retrouve sa rentabilité.

Y.-M. L.

## LEGENDE du SIECLE

NAISSANCE D'UN JOURNAL  
DIRECTEUR ROLAND CASTRO

## FETE au CIRQUE D'HIVER

LUNDI 4 MAI de 16 H à 4 H du matin

• Débat avec Michel Polac, J.-M. Bouguereau (Libération), M. Butel (L'Autre journal), Ph. Gaillard (ILP), D. Garnier (La Tribune), D. Jamet (Quotidien de Paris), Y.-M. Labé (Le Monde)...

• Expo-vente de peintures, photos, dessins d'archi

• Cuisine de tous pays

• Show avec Carte de Séjour, Didier Lockwood, Bernard Lavilliers et des orchestres jusqu'à l'aube

LEGENDE du SIECLE  
(1) 42 71 97 56

## théâtre

ALAIN CUN

15 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

MAUGERI

Juliette ou la mistral

du 24 mai au 4 mai 1987

Maison de la Lithographie

60 boulevard de la République - PARIS 11











## Les périls du romanesque

Dans les Amours égarées, Zoé Oldenbourg donne une suite en mineur à la Joie-Souffrance.

Il y a sept ans, Zoé Oldenbourg publiait un énorme roman, *la Joie-Souffrance*. Cette fresque, bourdonnante de vie, sur la première immigration russe en France après la révolution de 1917, est aussi l'un des plus beaux romans d'amour que j'aie lus. L'auteur y prenait un tournant spectaculaire. Elle abandonnait les cathares, les croisés qui avaient fondé sa réputation de romancière, d'historienne. Elle rejoignait son temps, son expérience, ses propres tribulations. Elle retrouvait les siens. N'était-elle pas venue de Pétersbourg à Paris, avec ses parents, dans les années 20, à l'âge de neuf ans, pour vivre sur cette colline de Montmartre qu'avaient colonisée ses compatriotes ? Le premier volet de son autobiographie, *Visages d'un autoportrait*, nous avait apporté le récit de cette transplantation.

De là, Zoé Oldenbourg était passée au registre et à la dimension romanesques. Mais, en changeant d'époque, elle avait maintenu les structures qui présidaient à sa création antérieure. A travers une foule de personnages, le plus souvent saisis dans leurs paroles, elle reconstruisait un milieu, une société fortement épurée par les secousses de l'histoire. Puis, sur cette fresque, elle faisait surgir un couple et le lançait dans une passion sans merci dont l'exigence quasi religieuse, la folie ravageaient tout sur son passage. Les amants trouvaient dans la mort leur apothéose.

Epique dans son évocation de la révolution, réaliste dans sa peinture de la vie quotidienne des émigrés, *la Joie-Souffrance* nous

avait offert, par surcroît, une superbe et romantique tragédie. Le héros, Vladimir Thal, poète végétant dans l'exil entre ses parents, sa femme et ses trois enfants, s'éprenait sur la quarantaine d'une compagne de sa fille dans l'éclat de ses dix-sept ans. Pour vivre ce scandaleux amour, il abandonnait sa famille. Un an plus tard, il mourait de tuberculose entre les bras de sa maîtresse-enfant, qui, le lendemain de l'enterrement, se jetait des tours de Notre-Dame, fleur rouge éblouissante comme une grenade le noir du deuil.

### Une vie sur des décombres

Le drame s'était passé en 1938. Il avait laissé intacte la cellule familiale que seul le père avait désertée. Myrrha, sa femme, une manière de sainte qui avait abasourdi les amants, était restée avec ses enfants auprès des vieux parents Thal, qu'elle faisait vivre de son travail de femme de ménage.

Zoé Oldenbourg reprend dans *les Amours égarées* les personnages qu'elle n'a pas tués dans *la Joie-Souffrance*. Sur eux, la guerre a passé. Nous sommes aux lendemains terribles d'Hiroshima et d'Auschwitz : une vie à refaire sur des décombres. L'holocauste des juifs a succédé aux tourments révolutionnaires. Entre ces deux persécutions, la romancière n'établit pas d'équivalence. On relèvera cependant le cri lancé par l'un des personnages : à l'issue de l'horreur, les juifs recouvrant une terre prête à les accueillir ; les émigrés russes demeureraient, eux, les grands sacrifiés de l'histoire. Est-ce le sens profond à



Zoé Oldenbourg : les lendemains de l'holocauste.

découvrir dans ce nouveau roman, qui est encore un roman d'amour entre un juif qui retrouve le judaïsme et une Russe vouée au destin de victime ?

Les Thal, ces sociaux-démocrates qui comptaient tant de juifs parmi leurs amis, ont vu ceux-ci disparaître de la colline de Montmartre. Les Allemands ont rafé des femmes, des enfants, des vieillards. Le fils de l'un d'eux, Anatole Rubinstein, revient à Paris en 1945 au moment où commence le récit. Il a été l'ami d'enfance de Vladimir, dont il a appris de loin la mort tragique. Emigré aux États-Unis, il y a passé la première moitié de son existence en se reliant lui-même. Converti sans conviction au catholicisme pour épouser une Irlandaise qui ne l'a jamais aimé, il a abandonné lui-même femme et enfants pour tenter de revivre. Sont-ce ses vraies racines qu'il cherche à retrouver

après des Russes de sa jeunesse ?

La famille Thal accueille Anatole. Il découvre parmi ses membres cette Myrrha, veuve admirable de son ami, et d'amblye s'éprend d'elle. Il vit avec Myrrha un amour partagé mais difficile, tourmenté, parce que ces quinze quinquagénaires ont trop de mémoire et que pèsent sur eux l'énorme poids des vivants et des morts, les parents, les enfants de Vladimir, l'inséparable chaîne des générations. Celles-ci se heurtent dans des conflits qui paraissent dérisoires. La fille aînée de Vladimir a fait un roman des amours de son père, la cadette épouse un communiste. Quant au fils, Pierre, il sera l'instrument de l'immolation finale de sa mère.

JACQUELINE PIATIER.  
(Lire la suite page 18.)

## Les mille et une nuits de Garcia Marquez

L'Amour au temps du choléra ou la passion de deux vieillards comme un conte oriental.

VOICI le dixième ouvrage de fiction de Gabriel Garcia Marquez et le troisième de ses longs romans, après *Cent ans de solitude* et *l'Automne du patriarche*, sans exclure ce chef-d'œuvre qu'est *Chronique d'une mort annoncée* (1) — se rattachant plutôt à la nouvelle par le style tout en ellipses.

En fait, Marquez est un conteur au sens oriental du mot, le plus haut, et lorsqu'il écrit un vaste roman, même s'il a bien délimité son sujet, on sent que ses coulisses intérieures fourmillent d'anecdotes, d'images qui voudraient entrer en scène et s'y faufilaient parfois ; le narrateur ne réussissant pas à les maintenir dans l'ombre.

La légende veut que Schéhérazade, condamnée à mort par son mari le lendemain de ses noces, lui racontait chaque soir une histoire, s'interrompant à l'aube, au moment où l'intérêt était le plus grand, et qu'elle obtenait ainsi, chaque fois, un jour de grâce, jusqu'au moment où la sentence fut annulée, au bout de mille et une nuits. Libérée de l'obligation d'ourdir des intrigues à la progression sans faille et au dénouement surprenant, on peut l'imaginer envahie par trop de rêves, entretenant pour elle-même, dans des nuits devenues sans contraintes, le premier roman de l'histoire, qui ne lui aurait peut-être pas sauvé la vie...

Schéhérazaade, Marquez lui-même en eut une autre pour maître en la personne de sa grand-mère, dans la maison d'enfance, à Aracataca, cette petite ville de Colombie où il naquit en 1928, sous le signe des Poissons : pour l'endormir, la vieille dame, dont l'imaginaire entretenait un commerce équitable entre les choses d'ici-bas et de l'autre, lui racontait chaque soir des histoires qui emplissaient l'enfant de rêves plus grands que la nuit et qui lui apprenaient à connaître, avant qu'il en eût l'expérience, cette région des Tropiques peuplée sans intermittences de mirages et de fantômes, refuge d'inextricables forces connues et inconnues.

En résumant sa façon de travailler et la genèse de ses livres, Garcia Marquez nous disait, une

fois, qu'il part toujours d'une image, qu'il possède un véritable magasin d'images dans sa tête, et que, à l'instant où il commence de ressentir cette démancheaison d'écrire à laquelle, du reste, il s'efforce de céder le plus tard possible, il ouvre le tiroir où, au fil des années, il a entassé des notes. Il en sort une dizaine, les relit, et pense que l'heure est venue de laisser proliférer celle-ci et non pas les autres, sans soupçonner que c'est justement une autre, la moins excitante, la plus négligeable, qui interceptera son travail à peine commencé, s'imposant à lui comme une petite maîtresse à laquelle il ne lui reste qu'à obéir...

### Une rose jaune sur la table

Par parenthèse, il ne saurait travailler sans sa machine électrique, un véritable rempart de dictionnaires devant lui, cinq cents feuillets vierges et une rose jaune sur sa table : éminemment superstitieux, ses valises à peine posées dans sa maison du Mexique ou dans son appartement parisien, il faut qu'il ait un bouquet de fleurs jaunes sur la table, gage de bonheur. « Quand on n'a pas de dieu, dit-il, il faut avoir des superstitions : elles peuvent correspondre à des facultés naturelles qu'une pensée rationaliste a choisis de refouler (2). »

L'« image » originelle sur laquelle est bâti *l'Amour au temps du choléra* est celle d'un couple d'adolescents, Fermina Daza et Florentino Ariza, qu'un amour réciproque dévore, mais qui ne réussissent à le vivre que lorsque déjà l'hiver, à soixante-dix ans passés, a rendu tous les flans précautionneux.

Le lien de l'action ? Une petite ville des Caraïbes, mi-réelle mi-imaginaire, telle que l'auteur les affectionne. L'époque ? Si le livre s'achève dans les années 20, on ne sait pas exactement dans quelle décennie du siècle précédent il commence...

HECTOR MANCIOTTE  
(Lire la suite page 22.)

(1) Vient d'être réédité par Grasset.  
(2) Une odeur de Guyane, entrecroisée avec Plinio Mendoza, Belfond (1982).

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

### L'Individu en détresse, de Georges Palante Maître et modèle de Louis Guilloux

SERVIR de modèle à une grande figure romanesque : ce destin enviable puisqu'il vous assure un passeport gracieux pour la postérité, mais ingrat, car il ne laisse subsister de vous qu'une image déformée et remodelée à volonté par un autre, qu'un mensonge devenu plus vrai que vous-même et sanctifié par l'art, incontestable avec vos petits moyens posthumes, ce sort écrasé plus qu'effacé, personne ne l'a mieux incarné qu'un certain Georges Palante. On ne parlerait plus depuis longtemps de ce petit prof de philosophie au lycée de Saint-Brieuc au début du siècle, un de ses jeunes collègues, Yannick Pelletier, n'aurait jamais eu l'idée d'extrimer ses écrits si l'étrange bonhomme n'avait été le maître de Louis Guilloux, en 1917, et n'avait inspiré le personnage de Merlin, dit « Cripure », dans *le Sang noir*.

Comment ? Vous n'avez pas lu *le Sang noir* ? Changez d'urgence cette malchance en subaine, et découvrez un des plus puissants romans de l'entre-deux-guerres (1935), le plus « russe », a-t-on dit, salué par Gide et Camus comme un monument « au-delà de l'espoir et du désespoir ».

On ne résume pas un livre aussi foisonnant et jaillissant dans sa noirceur carnavalesque. Imaginez un petit lycée de l'« arrière », en pleine boucherie de 1917. Des pères trop vieux pour se battre violent leurs fils par le front, et bientôt leurs élèves. Certains professeurs trompent leur mauvaise conscience en enchevêtrant sur les gesticulations cocardières des édiles. Quelques autres, accablés par les reproches d'enfants tombés au feu, blessés à vie, ou mutins, se taisent.

Devant cette victoire de la barbarie sur les idéaux de la raison, et face à ce festival d'hypocrisie, Merlin, dit « Cripure », « de la raison-tique » : contrepèdre à partir du titre de Kant, — change en provocations permanentes son propre échec d'homme disgracié (ses pieds, qui cheussent du cinquante, sont

la risée inquiète des gosses), de mal marié (à une souillon tirée du claque voisin), de professeur chahuté, et d'auteur méconnu — qui sait seulement qu'il a écrit sur le suicide « expérimental » d'un philosophe local re-baptisé Turnier ?

Entre ce vieux chnoque désemparé et le nommé Nabucet, professeur patenté d'hébreu, organisateur, au lycée, de grandes messes tricolores, ce ne pouvait être que la guerre dans la guerre ! Une gifle vole. Un duel s'annonce. Des témoins s'interposent, avec toutes les nuances d'opinion que comportaient les mentalités du moment. Mais c'est trop tard. L'infirme est brisé. Il se tirera une balle dans la tête. Et son corps de vieil ours dansant traversera la ville en larmes, épave d'un espoir mal placé, d'un scepticisme invivable, d'une culture sans emploi...

VOILA pour le cœur du roman. Tout autour, grouillent des personnages hauts en couleur : pions de cirque, espions d'opérette, épouses dignes, vieilles filles en chaleur, fillettes décidées à croquer dans la vie ; des héros positifs, aussi, jeunes gens couverts de gloire ou insoumis, et qui entendent monter, d'un camp de réfugiés russes, des chants d'utopie...

Encore n'a-t-on rien dit si on omet le personnage principal, Guilloux lui-même, narrateur discret, soucieux de bien remplir sa toile jusque dans les recoins, mais présent à chaque phrase par sa jubilation : sens du détail ravageur, de l'observation crante de vérité, goût complice pour le ridicule macabre qui accable la société, les esprits, les corps, mais aussi insondable tendresse, non seulement pour la victime Cripure, mais pour les pires fantômes, et plaisir continu de manier les mots justes, juteux, d'opposer aux forces de mort des brassées de langage, donc de vie...

(Lire la suite page 17.)

## GÉRARD MANSET Royaume de Siam



recit  
d'un  
voyageur  
solitaire



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## HISTOIRE

## Vingt siècles

## de présence

## juive en France

Présents en Gaule dès la fin du premier siècle avant Jésus-Christ, les juifs y reçoivent la citoyenneté romaine en 212. Ils ne sont aux siècles suivants, parmi les Gaulois, selon la formule de Renan, que des « Gaulois professant la religion hébraïque ». Les prescriptions de l'Eglise, visant à imposer des règles discriminatoires à leur endroit, sont inégalement obéies, certains évêques ne se faisant pas faute de tenir en amitié ces fidèles du Livre.

La période carolingienne est, pour les juifs de France, un âge d'or, mais, bientôt, le durcissement de l'antijudaïsme chrétien, se combinant avec les progrès du système féodal et avec l'entreprise capétienne, tend à les reléguer dans un statut subalterne. Les terreurs de l'an mil, les croisades, l'exploitation économique et politique à laquelle les soumettent la royauté font naître

Dreyfus, l'antisémitisme met à profit l'occupation allemande pour imposer aux juifs un statut discriminatoire et collabore avec les nazis dans leur entreprise d'extermination des juifs européens. Marquée par ce souvenir, la communauté française, renforcée par l'arrivée des juifs d'Afrique du Nord après la décolonisation, est la troisième communauté diasporique du monde, l'une des plus intégrées, assurément, sans laisser d'être active dans l'appui qu'elle peut apporter à la défense de la sécurité de l'Etat d'Israël.

Dans la voie ouverte par Bernhard Blumenkranz en 1972, Patrick Giarat se fait l'archéologue de la présence juive en France avant la Révolution, le sociologue de son évolution pendant les deux derniers siècles. Son érudition et son indépendance d'esprit lui assurent une égale réussite dans l'un et l'autre exercice.

PATRICK JARREAU.

★ **POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE VINGT SIÈCLES D'HISTOIRE JUIVE EN FRANCE**, de Patrick Giarat, éditions Bibliophane (26, rue des Rosiers, Paris IV), 515 p., 144 F.

la moindre confiance et, c'est vrai, ma poésie n'est-elle pas une monumentale entreprise de délation ? », confie d'ailleurs ce voyageur qui se construit une existence avec celles des autres.

Il pleut toujours dans les textes d'Yves Martin, et *Retour contre soi* n'échappe pas à cette règle. Qu'importe ! Sous sa plume, un arondissement de Paris se transforme en un port où des marins se racontent leurs derniers naufrages. Dans un autoportrait, le promoteur donne la mesure de sa solitude : « Il est indécrottable. Il ne comprend jamais rien. On ne déboule pas comme ça avec ses idées de poète, sa tignasse d'ancien clerc, ses pantalons rasés d'un peu trop près l'espérance, des chaussures espérées d'urine, celle du temps, des gens et des bêtes. »

F. Dns.

★ **RETOUR CONTRE SOI**, d'Yves Martin, Le Dilettante, 11, rue Barrault, 75013 Paris, 64 p., 59 F.

## ESSAI/PHOTO

## Le mentir vrai

Titre pleine page à la une de *France-Soir*, recadrée, mise en scène, la photo de presse n'est pas seulement un document d'information. Illustration, refuge des mythes, message de la culture de masse et roman de l'aventure du siècle, elle est à lire d'abord comme la représentation d'une esthétique mise au service d'une éthique.

Laconique, descriptif, suggérant un commentaire implicite, c'est en sous-titre qu'intervient le texte qui en infiltre la lecture. Dénuée de sens par elle-même, sous prétexte d'informer, la légende se charge insidieusement de faire du réel un spectacle.

Prenez pour exemple l'attentat contre Reagan, la tuerie du Sottel d'Avignon ou le portrait mortuaire de Georges de Monro (objet d'une pertinente et cinglante analyse), c'est ce corps vivant d'une double écriture, iconique et linguistique, que décrypte dans *Mythographies* Frédéric Lambert, sémiologue, enseignant à l'Ecole nationale de photographie d'Arles.

Son essai pourtant ne convainc pas tout à fait. D'abord, parce qu'il n'étudie quasiment qu'un seul titre de la presse française. Ensuite parce que le manque de rigueur de sa construction se double d'un style peu elliptique, alourdi de redites. Malgré tout, *Mythographies* est un complément utile du *Commissariat aux archives*, d'Alain Jaubert, traitant de la falsification de l'histoire par le truquage des photos.

PATRICK ROIGERS.

★ **MYTHOGRAPHIES**, de Frédéric Lambert, Edilig, coll. « Médiasphères », 180 p., 120 F.

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## ART

● Jean-Marie Touratier : *Manuel pratique d'art contemporain*. En vingt leçons et quelques exercices, devenez un pratiquant de l'art contemporain parisien : critique, artiste ou marchand... tous adeptes de la langue de bois culturelle et des extases mondaines. (Gallée, 170 p., 72 F.)

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● Michel Quesnel : *Baudelaire solitaire et clandestin*. L'auteur a choisi de relire les *Fleurs du mal* à la lumière des éléments biographiques que les poèmes de Baudelaire recèlent concernant « les images de la mère vivante » et celles « du père disparu », et ainsi de repérer les « endroits où l'attendu et l'évident soudain s'équivalent ». (PUF, 332 p., 165 F.)

## ETHNOLOGIE

● Eric de Dampierre : *Satires de Lamandani*. Dans la belle collection des « Classiques africains », Eric de Dampierre propose le « répertoire complet d'un vieux poète du royaume nzakara, dans le Haut-Oubangui », Lamandani, qui compose ces chants satiriques sous le règne du roi Labasso (1907-1917). Ce volume est accompagné d'une cassette contenant l'enregistrement des chants, réalisés en République centrafricaine en 1967. (Armand Colin, un volume de 156 p., illustré de superbes photographies et une cassette, 280 F.)

● Jacques Meunier : *Le Monocle de Joseph Conrad*. *Ethnologie, exotisme et littérature*. « Je pratique une ethnologie narrative », buissonnière, drôle si possible », avoue Jacques Meunier, qui, dans le *Monde* et dans d'autres publications, donne à lire ses « vagabondages » dans les sociétés proches ou éloignées, au rythme de son humeur « nomade », poétique mais non moins parfaitement informée. Il a réuni dans ce volume des articles déjà parus ou inédits. (Le Découvert, 264 p., 89 F.)

## HISTOIRE LITTÉRAIRE

● Jules Vallès : *Les Enfants du peuple*. Il s'agit de la première réédition d'un ensemble de quinze articles littéraires et politiques, rassemblés en 1879 par Julien Lemer, accompagnée de l'introduction originale de l'éditeur, Jules Vallès « Franc-parleur », sur *Hernani*, Baudelaire ou l'art exemplaire... Postface de Roger Bellet. (Editions du Lézard, Toulon, 16140 Algèr, 287 p., 120 F.) Le même éditeur consacre un numéro de sa revue, le

## REVUE

## « L'Ire des vents »

## cesse de paraître

Il y a toujours plus de plaisir à annoncer une naissance qu'une mort, plus de contentement à dire un beau commencement qu'à chanter les louanges du défunt. Hélas, dans le domaine des revues, le nécrologique — louangeur ou non — est à la tâche plus souvent qu'à son tour.

C'est encore lui que sollicite Yves Peyré en notifiant, en clôture du dernier numéro de *L'Ire des vents* (n° 15-18), sa « décision irrévocable de longue date et mûrement réflé-

chie) d'interrompre la publication » de cette revue de poésie. De *L'Ire des vents*, dont la première livraison date de 1978 et dont la collection complète compte désormais neuf cahiers (trois simples et six doubles), il ne faut pas hésiter à dire le bien le plus grand : pour son contenu autant que pour sa forme, qui sont les deux faces d'une même réalité : pour la qualité et l'exigence unitaire des choix éditoriaux dont Yves Peyré fut, d'un bout à l'autre de l'aventure, le seul responsable.

Mais l'arrêt d'une revue, par lequel le maître d'œuvre s'accorde un repos, un loisir, après l'énergie dépensée en vue d'un objet dont le « rendu » lui échappe, donne, au-delà de la tristesse et du regret,

Lérot rêveur, à un journaliste de la Commune, André Léo (n° 44, 45 F.)

## LITTÉRAIRES ÉTRANGÈRES

● Dante : *La Divine Comédie*. « Au milieu du chemin de notre vie/j'ai trouvé dans une forêt obscure/égare hors de la voie droite. » Ainsi commence, dans la nouvelle traduction qu'en propose aujourd'hui Lucienne Porrier, l'un des plus célèbres poèmes de l'histoire des littératures occidentales. Avec une courte introduction et des notes sobres explicatives de la traductrice, auteur d'un Dante dans l'ancienne collection « Les écrivains devant Dieu » (DDB). (Cerf, 570 p., 142 F.)

## MÉMOIRES ET SOUVENIRS

● Pierre Gaspar : *L'Ange gardien*. « Je suis né et j'ai passé les huit premières années de ma vie tout près de la Seine, dans cette enclave d'Auteuil, moins bourgeoise que l'autre partie du quartier, qui s'appelle le Point-du-Jour ; un endroit au nom bien choisi pour y naître. » Ainsi commencent les souvenirs de Pierre Gaspar, qui explore les secrets enfouis dans la mémoire de l'enfance. (Plon, 204 p., 85 F.)

## POÉSIE

● Guillevic : *Lexique*. Entre l'alphabet et le dictionnaire, les mots sont la matière première et dernière du poète. Guillevic est l'un des rares auteurs à répéter avec bonheur cette évidence, prise dans ce recueil au pied de la lettre par un poète qui ne fait pas l'« Erreur de croire/Qu'on peut réquisitionner/N'importe quel mot. » La Tullerie tropicale, jeune maison d'édition installée dans la Vauluse, a su offrir au texte de Guillevic un support fort soigné. Un joli récit « provençal », le *Tambor Gaudier*, écrit en 1925 par le peintre Auguste Chabaud, paraît également. (La Tullerie tropicale, Saint-Martin-de-Castillon, 84750 Viens, tél. à Paris : 47-00-89-18, respectivement 75 F et 60 F.)

## RELIGIONS

● Ouvrage collectif : *Présence de Louis Massignon*. Ce volume rassemble les hommages rendus au grand islamologue, qui fut aussi un fervent chrétien et un promoteur du dialogue entre les deux religions, à l'occasion du centenaire de sa naissance, en 1983. De très nombreuses contributions parviennent à cerner la personnalité et l'œuvre de Massignon, dont une bibliographie donne une idée de l'ampleur et de la diversité. (Maisonneuve et Larose, 300 p., 150 F.)

encore à penser. Par exemple à ce qui doit distinguer une revue, vivante c'est-à-dire mortelle, d'une stèle, à l'immobilité et intangible signification...

Pour sa dernière saignée, *L'Ire des vents* est restée près des mêmes cimes : Michel Leiris, Clément, Claude Simon, Louis-Ferdinand des Forêts... pour ne citer que quelques vivants. Robert Weiser et Bram Van Velde, pour les morts majeurs... Yves Peyré a raison : il est encore temps de parler de « jubilation » !

P. Ma.

★ **L'IRE DES VENTS**, 18, rue Clair-Talichet, 36000 Châteauroux, distribution Distique, 180 F. Les numéros anciens sont en vente séparément.

## EN BREF

● **JEAN-PIERRE VERNANT** présentera, le 14 mai à 20 h 30 au Collège de France (salle 8), une conférence sur « L'individu dans la cité ». D'autre part, conjointement au Collège de France, SHUJI TAKASHINA, professeur à l'université de Tokyo, fera une série de leçons sur « L'art moderne japonais en face de l'Occident », les 5, 12, 19, et 26 mai à 17 h 30 (salle 8).

● **LE FESTIVAL DE POÉSIE DU HAUT-ALLIER**, qui se déroule en Haute-Loire, et qui a connu un beau succès en septembre 1986, vient d'être couronné troisième lauréat du concours « La France et ses trésors », organisé par le ministère de la culture, FR 3 et les éditions Larousse. Deux cents dossiers étaient en compétition pour ce concours destiné à récompenser les réalisations mettant en valeur le patrimoine national.

● La revue littéraire **SEPIA** organise un prix de poésie contemporaine (classique ou moderne) qui sera décerné le 15 octobre. Le manuscrit primé (comportant une quarantaine de poèmes) sera publié dans la revue. Renseignements : SEPIA, 128, rue de Belleville, 75020 Paris. Tél. : 43-66-16-43.

● L'association **HISTOIRE AU PRÉSENT** a choisi comme thème de son colloque international annuel « Homme, animal, société ». Cette rencontre se tiendra à Toulouse, du 11 au 16 mai. **HISTOIRE AU PRÉSENT**, 54, rue d'Enghien, 75010 Paris. Tél. : 48-24-42-50.

● Le Grand Prix 1986 de la NOUVELLE de la revue la France a été attribué à Odile Revenant (Saint-Germain-en-Laye) pour sa nouvelle le *Pigeon*.



CAGNAT.

les thèmes qui deviendront, des siècles plus tard, ceux de l'antisémitisme et aboutissent, par l'édit d'expulsion de 1394, à radier les juifs de l'histoire de France.

Ne subsistent, sur le territoire, que les juifs des États du pape, à titre de témoins de la vérité du christianisme. L'Inquisition, espagnole et portugaise, fera fuir vers Bordeaux quelques « nouveaux chrétiens », qui judaïsèrent en secret, et le traité de Westphalie (1648) agrègera au royaume les juifs d'Alsace et de Lorraine. Ce sont les descendants de ces trois groupes que l'Assemblée constituante émancipe, en 1790, en reconnaissant les juifs comme des citoyens à part entière.

Leur histoire se confond, alors, avec celle de la France, où l'antisémitisme les prend pour cible à la fin du dix-neuvième siècle, en métropole et en Algérie. Quarante ans après sa défaite dans l'affaire

## ÉCRITS INTIMES

## Yves Martin,

## le promeneur solitaire

Les livres d'Yves Martin ressemblent à ces vins qu'il convient de laisser reposer un temps sous la langue avant de les savourer. Chaque association de mots de ce poète est une espèce d'alchimie où se mêlent le réel et le mystère.

Yves Martin habite aujourd'hui le dix-huitième arrondissement de Paris, dont il arpente quotidiennement les rues et les cimetières. Le moindre incident dont il est le témoin lui est prétexte à quelques lignes, car Yves Martin est de ces écrivains qui s'approprient les souvenirs qui ne leur appartiennent pas. « Je sais faire mouche et vinaigre de

le Maréchal dans ses articles, aime

d'amour une pulpeuse juive et fraternise avec les maquisards sans se décider à rejoindre leurs rangs. Julien est un vététaire qui, sous couvert de pragmatisme, s'abandonne au confort d'une indécision congénitale. « Comment vivre, lorsqu'on est un être humain ordinaire, dans des circonstances extraordinaires ? » A cette question qui sous-tend tout l'album, il répondra finalement par le suicide. Ironie de la postérité : Balin se souviendra de lui comme d'un héros de la Résistance.

Le scénariste Guy Vidal entretient sans doute quelque affinité avec son personnage. Par une crainte peut-être excessive du manichéisme, il finit en tout cas par brouiller les cartes en renvoyant les belligérants dos à dos. Julien ne veut pas prendre parti ? C'est un trait qu'il partage avec le non moins ambigu obersturmführer Pieper, qui se dit, lui aussi, « traversé de désirs contradictoires ». Les lecteurs de *lan McDonald* (une ancienne série du journal *Pilote*) se souviennent d'options militantes jadis plus affirmées. Sous cet effet de l'âge qu'on nomme maturité, Vidal adopte désormais le regard plus détaché de l'historien, voire du sociologue.

Les citations littéraires qu'il multiplie à l'excès (Blondin, Drieu, Colette) reviennent aussi l'héritage du roman français d'analyse. Cet album (que nous préférons de beaucoup au précédent ouvrage des mêmes auteurs, *Un malaise passager*) n'en est pas indigne. La construction narrative est remarquable, les dialogues à la fois justes et très écrits. On lui reprochera seulement cet étalage de références culturelles, inutile gage d'ambition qui alourdit trop souvent les bandes dessinées authentiquement romanesques. Côté graphique, Alain Bignon ne charme pas un moindre

bagage : on reconnaît ici Barz, là-bas

Goossens, ailleurs encore Egon Schiele. Mais ce sont ici les jalons d'une recherche stylistique qui n'en finit pas de surprendre. Et si Bignon se cherche encore un trait, il a du moins trouvé de superbes et lumineuses couleurs. (*Tout le monde aime le printemps*, de Guy Vidal et Alain Bignon, éd. Dargaud, coll. « Portraits-souvenirs », 60 p., coul., 59,50 F.)

Un dragon de Marino Degano.

Nouveau chapitre des *Errances de Julius Antoine*, la *Maison* transforme l'essai réussi avec *Léa*. Une amitié demeure familière où rôde la folie ; des frères et sœurs abritent leurs troubles relations derrière des masques... Ajoutez-y une sombre histoire d'héritage et d'authenticité, et vous obtenez un album qui ne craint pas les stéréotypes. Le cocktail fonctionne néanmoins, et procure des frissons bien réels. C'est que le découpage de Letendre est superbement habile, et la mise en images de Rossi d'une diabolique efficacité. Ce



jeune dessinateur a autant de punch que Hermann ou Bernet. Il joue des focales, de la profondeur de champ, du noir et de la couleur, alterne les scènes d'intérieur et d'extérieur — dans les rues de Lyon, — se sert enfin des volets, grilles, balustrades, rampes d'escalier, miroirs et phares comme d'opérateurs graphiques destinés à dramatiser l'action.

Domage que le scénariste n'ait pas appris de son maître Hitchcock les vertus de l'understatement. Dans la *Maison*, tout est grave, pesant, lourd de conséquences. Les effets sont appuyés, les dialogues un peu grandiloquents (ah ! ce démon de la citation, ici encore...). La légèreté et une plus grande audace dans les thèmes : voilà tout ce qui manque à ce duo ultra-professionnel pour emporter une adhésion sans réserve. (*La Maison*, de Serge Letendre et Christian Rossi, éd. Albin Michel, 52 p., coul., 55 F.)

Exercice difficile s'il en est, le dessin d'humour mûrit suscite peu de vocations nouvelles. Marino Degano rejoindra-t-il les Quino, Mordillo et autres Sempé au panthéon des cartoonistes ? Son premier album, *Pleins feux sur les dragons*, témoin en tout cas d'un vrai talent. Elève de Claude Lapointe, Degano a le sens de la composition et de la couleur, et ses personnages ont ce grain de folie qui attire d'emblée la sympathie. Si ce n'était une relative monotonie dans les gags (variations sur le thème d'un peu mince du dragon (involontaire), on prendrait feu pour ce très beau livre. (*Pleins feux sur les dragons*, de Marino Degano, éd. Glénat, 49,50 F.)

THIERRY GROENSTEEN.

## Canards et dragons

Qui dit Piluc pense rats : les cinq volumes de sa série *Pacush Blues* n'avaient-ils pas pour protagonistes des hordes de rongeurs voraces et passablement nerveux ? Avec *Amours volatiles*, Piluc ne quitte pas le registre animalier, mais il se glisse dans les plumes d'un vilain petit canard — lequel se révélera d'ailleurs être un jésu, des savoureux chant personnage que ce palmipède assailli par des questions métaphysiques dès sa sortie de l'œuf ! Est-il mâle ou femelle, pourquoi ne possède-t-il pas de nombril comme ces « grands bipèdes nus » qui ont de la conversation, à quoi sert de pouvoir voler, et toutes ces sortes de choses...

Notre canard choisira pour confidente et

initiatrice une charmante douzelle de seize

ans, Melody, dont le chemisier s'ouvre

complètement sur une poitrine nais-

sante. Quelques comparses pictoresques

interfèrent aussitôt dans la vie de ce couple

inténué : ainsi d'un maniaque de la voi-

selle évoquant l'« odeur fauve du foie gras

moisi rencontrant l'eau chaude ». Piluc

partage avec son délinant collègue Vincent

Hardy (l'autre auteur vedette des éditions

Vents d'Ouest) l'art de tromper toutes nos

attentes. Il ne maîtrise pas encore tout à

fait la figure humaine, mais les savoureuses

expressions de son canard et la beauté de

certains décors peints sur lesquels les per-

sonnages se détachent comme dans les

dessins animés de Disney font aussi de cet

album une réussite graphique. (*Amours**volatiles*, de Piluc, éd. Vents d'Ouest, 48 p., 67 F.)

A sa manière, Julien Guillaume, auquel

Vidal et Bignon donnent le premier rôle

dans *Tout le monde aime le printemps*, est,

lui aussi, un vilain petit canard. Journaliste

à Belin, dans une France occupée, il glorifie



## ● HISTOIRE

## Les duettistes de Vichy

Laval et Pétain : deux biographies remettent en vedette ce couple « à la Ionesco »

VOICI relancé le vieil affrontement (entre un Laval toujours rose) et un Pétain toujours rose) qui ponctua l'histoire de l'Etat français aux deux étages de l'Hôtel du Parc et que les maréchalistes entretenaient pieusement à feu doux depuis 1945.

En dormant à l'enjeu un tour biologique, ces deux livres mettent en relief la guerre des petites phrases et des basses besognes, des remords tactiques et des indécisions coupables qui a tissé la trame des impuissances, des fautes et des crimes de Vichy, quand des hommes trop seuls et perdus dans leurs entêtements crurent pouvoir finir avec les faits et maîtriser un avenir dont ils étaient dépossédés par les nazis.

Ferro et Kupferman se placent ainsi à contre-courant d'un travail — celui d'Eberhart Jäckel, Robert Paxton, Henri Michel, Jean-Pierre Azéma — qui met à plat depuis vingt ans toutes les sources disponibles pour traiter avec succès le vrai sujet, l'enjeu aux postérités redoutables : la place de la France de Vichy dans l'Europe de Hitler ; le rôle d'une parenthèse de quatre ans dans le devenir séculaire de ce pays.

L'entreprise de Ferro et celle de Kupferman sont tout aussi légitimes qu'une autre, mais elles prennent le risque, en dénudant un peu plus les hommes, de nourrir le tir croisé de mémoires rivales que l'Occupation entretient depuis plus de quarante ans et que le procès de Barbie va redoubler. Pour tout dire, la biographie n'est sans doute pas la meilleure formule pour un exercice par l'histoire.

## La revanche du « Petit Chose »

Fred Kupferman nous offre, il est vrai, sur Laval le livre exhaustif et sûr qui manquait. Bien armé aux documents publiés et aux archives — celles, en particulier, que José et René de Chambrun ont amassées filialement depuis 1945 — il suit pas à pas l'enfant de Châteldon, de l'Hôtel du Centre où il naît coiffé le 28 juin 1883 au sinistre taudis de Fresnes où il fut achevé le 15 octobre 1945. Le biographe nous aide à saisir ce mélange d'obstination paysanne et de confiance revancharde en son étoile qui a jeté le « Petit Chose », devenu avocat des humbles, dans une carrière politique à l'enseigne d'un socialisme de plus en plus « indépendant » et que Matignon couronna en 1931 et 1935.

Ambitieux, après au gain, mais toujours « peuple », pas idéologue pour un sou, pacifiste et désireux de bien servir la France, le Laval première manière n'est pas plus antipathique que d'autres héros d'une III<sup>e</sup> République à bout de souffle. Bien au contraire : Kupferman excelle à bien camper le propriétaire terrien qui surveille ses vaches, le patron de presse et de radio, le promoteur des eaux minérales de son pays natal, le « Louis XI de grande banlieue », élu des ferrailleurs, des chiffonniers et des cafetiers auvergnats de cette « zone » qui conduit à son fief d'Aubervilliers.

Des amis fidèles venus de tous les horizons, extrême gauche comprise, un bureau et une table ouverts, bon père et bon époux, l'homme des assurances sociales en 1930 (et non en 1945...), déjà haï, avide de pouvoir et tirant sur son éternelle cigarette, ne dépare pas dans la galerie aux portraits des enfants de Marianne qui ont montré la verdeur du peuple aux fils d'archevêques.

## « Bonaparte » le « vidangeur »

Mais l'homme à la cravate blanche eut peut-être trop de revanches à prendre, trop d'humiliations de jeunesse à compenser. Quand le Front populaire l'écarta pour longtemps du pouvoir, il ne pardonna pas à ces parlementaires qu'il tutoie presque tous, de n'avoir pas compris qu'il aime son pays comme il soigne ses vaches, d'un amour calculateur et simple

qui ne tolère aucune offense. Salué dès 1934 comme un sauveur potentiel, avec Pétain, il offre en 1936 ses services à Franco dans la lutte contre le communisme, et quand l'orage éclate, « Bonaparte » — le mot est de Déat en 1940 — rentre en scène à Bordeaux et à Vichy, les yeux fixés sur son avenir propre qu'il ne dissocie plus de celui de la France abattue.

C'est à ce moment que le livre déçoit. Non parce qu'il est alors moins scrupuleux. Mais Kupferman, qui ne souhaite pas le moins du monde réhabiliter Laval, balance trop l'argumentaire après que son héros est sorti vainqueur de l'opération marécageuse de juillet 40. Dans un souci louable d'équilibre et de nuances, le biographe fouille

« Je ne tolérerais jamais qu'on m'appelle le mauvais génie du Maréchal », dira Laval devant la Haute Cour en 1945. Mais Pétain, dans une note, avait déjà répliqué par l'ingratitude : « Laval m'ayant été imposé par les Allemands, je me suis servi de lui pour les apaiser, ce qui ne permettait toujours de dissimuler la véritable orientation de ma politique. » Et d'achever, cruel : « Dans ce rôle qu'il ignorait, Laval n'a pas été inutile à la France. » Les deux hommes, on le sait, ne s'aimaient guère, et, dès le lendemain du 10 juillet 1940, quand le Maréchal souhaita que l'Auvergnat entre en obéissance toute militaire, le dauphin afficha son mépris pour la « poïche » ou la « baudruche » : quatre ans durant, ce fut une alternance

n'a jamais eu que mépris pour une histoire politique condamnée à la chronologie courte et aux visages pâles de l'histoire-bataille. Comment donc s'écrouler sans faillir ? Marc Ferro s'en tire bien en esquissant le choix, car son livre n'est pas une biographie au sens banal.

Son Pétain naît en 1940, quand il fait don de sa personne à la France. Tous les complots inévitables pour échotiers de l'histoire, sur Pétain et les femmes, sur le héros de Verdun, ou même sur les effets du grand âge dans la politique de vieillard, sont rejetés en fin de volume et expédiés en quelques lignes désinvoltes. La révolution nationale elle-même n'a droit qu'à des pages sans relief particulier. Car ce livre échoué, écrit à la diable, à peine composé, n'a qu'un souhait : dépendre ces noces affreuses entre Pétain et la France, sentir la France du Maréchal. En ce sens, et jusqu'à la démesure superbe, c'est une première. Là où les spécialistes renâclaient, Ferro a osé : bravo !

## « Philippe, vous êtes un lièvre »

Pétain, innocent ou coupable ? Mauvaise question, répond l'auteur : seule compte « cette relation incommunicable qui partage encore aujourd'hui les Français ». Puisant dans les trésors bien repérés des Archives nationales — quelques lettres de Français à leur chef bien-aimé en disent très long — brandissant avec une joie juvénile quelques documents inédits — sur la crise constitutionnelle de novembre-décembre 1943, par exemple, — Ferro suit un Pétain antérieur, souvent pitoyable, toujours ingrat, gérant son pouvoir avec avarice face aux appétits de Darlan ou de Laval. Mais toujours partie prenante aux rendez-vous sinistres, Montoire, la déportation des juifs, les souhaits fervents de victoire pour l'Allemagne, la milice. Devant ces engagements-là, que pèsent les buvettes de la révolution nationale, les grands desseins sur un soutien américain, la modernité des « jeunes cyclistes » de la technocratie en herbe ?

Notre connaissance des sentiments vrais des Français est encore trop parcellaire pour que le livre puisse opposer pas à pas la réaction de la nation aux initiatives et aux embarras du chef. Mais il y est bien précisé que la désaffection est visible dès l'été 1941 et que le « vent mauvais » prend ensuite la force d'un ouragan. Isolés, broyés par les Allemands, Pétain et Laval se débattaient, jusqu'à lâcher leurs miliciens sur ceux qui résistent à leur impuissance. Jadis, une femme que le Maréchal aimait beaucoup et qu'il n'épousa pas, dit-on, pour ne pas avoir à quitter l'armée et donc à divorcer avec la France, la chère Marie-Louise avait dit juste : « Philippe, vous êtes un lièvre ».

JEAN-PIERRE RIOUX.  
★ LAVAL, de Fred Kupferman, Belfond, 570 p., 149 F.  
★ PÉTAIN, de Marc Ferro, Fayard, 789 p., 150 F.  
— Parmi les récentes parutions, signalons : *La Belgique sous la botte* — résistances et collaborations, 1940-1945, de Jacques Willequet (Editions universitaires, 384 p.).



Promenade dans les rues de Vichy.

un portrait de « réparateur de pots cassés » qui frise bien souvent l'indulgence, accablant Pétain et son entourage pour mieux relever à petites touches l'Auvergnat qui lâchait crânement en 1942 au Maréchal : « Maintenant que nous sommes dans la merde, je n'ai votre vidangeur ».

Chaque opération de vidange particulièrement nauséuse, à chaque étape cruciale d'un parcours de mieux en mieux balisé par Abetz, le récit s'entortille dans une impartialité qui porte à croire Laval un peu trop sur parole, à le peindre sur la défensive quand il est à l'offensive. Et donc à détailler les circonstances plutôt qu'à signaler les pièces les plus scabreuses du dossier.

Ainsi, l'entrevue de Montoire avec Hitler le 22 octobre 1940, qui précède de quarante-huit heures la poignée de main entre le Maréchal et le Führer, est décrite sur le mode du voyage-surprise et de l'audience où chacun est sur ses gardes, alors qu'on sait bien que Laval y voyait le commencement de son offensive diplomatique amorcée depuis plusieurs semaines et avouée par Pétain, et qu'il y proclamait avec force conviction son souhait de collaborer avec le Reich. Ainsi, dans l'affaire de la déportation des enfants juifs en juillet 1942, décrite avec l'honnêteté la plus scrupuleuse, on est saisi par la phrase décisive du message de Dennekier à ses maîtres de Berlin : « Le président Laval a proposé de déporter également les enfants de moins de seize ans », citée page 352, fit un peu mise en exergue. Qu'on rappelle aussi que, le 10 août, l'Allemand arrivant par téléphone le 20 juillet, la police française dont Laval était le ministre l'avait anticipé lors de la grande rafle du Vel d'hiv' — le 16 — qui concernait aussi les enfants.

## La comédie du mépris

Car le pire fut sans doute cette indifférence entretenue par les chimères de petite tactique et la croyance indéfectible à la victoire finale de l'Allemagne. Kupferman affirme à juste titre qu'à l'heure où s'ébranlent les trains de la mort pleins d'enfants Laval n'avait en tête que les salaires et les prix, la survie des Français de souche et sa politique de la Relève. Or tout est peut-être là, dans cette incapacité à distinguer l'accessoire de l'essentiel, la politique de l'honneur et la simple morale. Le livre ne conclut pas, mais son lecteur, ou l'espère, saura nommer cette indifférence-là.



Promenade dans les rues de Vichy.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Maître et modèle de Louis Guilloux

(Suite de la page 15.)

ET Palante, dans tout cela ? Guilloux a souvent reconnu sa dette. Il l'a fait explicitement dans une plaquette de souvenirs, en 1980.

Contrairement à une de ces légendes qu'encouragent les transpositions romanesques, Guilloux n'a pas « eu » Palante en classe de philo, mais en troisième, où le maître était chargé, comme par brimade, d'un cours de morale, dont la nécessité ne lui apparaissait guère plus qu'aux élèves. Des photographies attestent un physique de fausse brute, propice aux chahuts. Le front bas, la brosse drue, les bécoties, font penser à la rusticité traquée d'un acteur comme Roger Planchon. On imagine les battoirs des mains et des pieds. Les enfants n'ont pas le choix : s'ils ne prenaient pas l'initiative de l'intimidation, Dieu sait comment exploserait cette masse de violence gauche, à l'étroit dans ses jaquettes et sa vie d'intellectuel !

Guilloux raconte comment il est devenu l'ami du monstre : promenades à vélo, communion dans l'admiration pour Romain Rolland et Swift. Palante se révèle un doux, sous ses airs de sanglier empailé, il est noué comme quelqu'un dont la sensibilité et les convictions ont été rembarquées. Rien de tel pour fermer un être que les dons de soi refusés. De ces déceptions, Palante a tiré un culte farouche de la pauvreté, de la solitude, du franc-parler scandaleux. Il se range parmi les « lents », promis à toutes les défaites. Il voit dans l'échec social la consécration de ce qu'il y a de plus grand, de meilleur, en lui.

L'altercation avec le collègue Nabucot est une invention de Guilloux, de même que tout l'arrière-plan de la guerre. Dans la réalité, Palante s'est pris de querelle avec un philosophe, Jules de Gaultier, dont il avait parlé sévèrement dans sa chronique de livres philosophiques au *Mercur* de France. Des témoins se sont entremis, mais Palante s'est cru déshonoré à jamais. Quand il se tue (en 1925), ce n'est pas par désespoir métaphysique, tel, en 1862, Jules Laquer, dont il vantait l'œuvre, et le nommé Turnier, à qui Cripure, par un effet de miroir fréquent dans le *Sang noir*, a consacré sa thèse, mais par un enchaînement logique ; en conformité, dirait-on, avec le roman de l'échec... qu'il n'a pas écrit.

YANNICK PELLETIER affine ce portrait et achève de rendre à Palante la justice que ne pouvait lui rendre pleinement le romancier Guilloux, prédateur malgré lui. Sans construire de systèmes — il s'en garde — Palante s'inscrit dans la lignée des moralistes français. Il plaide pour un individualisme sans embrigadement. A sa façon, il anticipe sur le « solitaire-solitaire » de Camus, et sur la « philosophie des droites de l'homme ». A Saint-Brieuc, il a d'ailleurs enseigné Jean Grenier, le futur professeur de Camus à Alger. On se ressemble de plus loin, et ces filiations spirituelles, qui sont l'honneur de l'Université, mériteraient bien des thèses !

Comme chroniqueur au *Mercur* (1908-1923), Palante montre du flair et une ouverture d'esprit peu commune à l'époque. Il est un des premiers à repérer l'importance de Freud et de la psychanalyse. Ses livres, dont Yannick Pelletier donne des extraits, sortes d'aphorismes par thèmes, sont nourris de Montaigne, Descartes, La Rochefoucauld, Gohseu. L'indépendance d'esprit en forme la ligne maîtresse, gérée par une ironie sans repos, y compris sur soi-même.

Cet idéal de comportement individuel — la philosophie palantienne vise à changer les mœurs plus que les lois — on le retrouve chez Alain, chez Guilloux lui-même, et chez Camus, notamment dans le *Clémence de la Chute*, dont le pessimisme décapant fait pendant à celui du *Sang noir*.

Le citoyen doit être élevé dans le refus de l'instinct grégaire et trouve son couronnement aristocratique dans l'hostilité aux pouvoirs, comme à toute carrière personnelle. Seul Camus, que les honneurs ont rattrapé inexorablement, Grenier et Guilloux ont observé le précepte d'anti-arriérisme.

A la fin de sa vie, c'était un spectacle rafraîchissant de voir l'immense auteur du *Sang noir* se promener entre la rue du Dragon et la rue Sébastien-Bottin, cheville dans la cou et pipe au bec, souriant au plaisir de respirer et de penser tout seul, libre de toutes les reconnaissances instituées, fort des seules générosités talentueuses de ses livres, chef-d'œuvre humain puisque ayant réussi ce tour de force : réconcilier la sagesse des Palante, Cripure et autres vaincus, avec le bonheur d'écouter !

★ LE SANG NOIR, de Louis Guilloux, Callimard, « Folio ».  
★ SOUVENIRS SUR GEORGES PALANTE, de Louis Guilloux, Callimard, 83 p.  
★ L'INDIVIDU EN DÉTRESSE, de Georges Palante, textes choisis et présentés par Yannick Pelletier, éd. Folio Avance, 117 p., 85 F.



Un amour-haine aussi épre que le vent du Sud.

## Le Jour de la pluie

Nine, une belle fille du sud, fait penser à l'une de ces héroïnes de Giono qui, elles aussi, trouvaient dans les collines des raisons de vivre, ou de désespérer. Anna Ferrare sait camper un décor, des personnages, et rendre à merveille l'écoulement des saisons.

Jean Chalon/Le Figaro littéraire

Une écriture raffinée au service d'une analyse profonde.  
Patrick Thévenot/Le Nouvel Observateur

ROMAN

GRASSET



## ● EN BREF

★ JEAN-PIERRE VERNY, palantien, le 14 mai à 30 h 30 au Collège de France, salle 8, sa conférence sur « L'individu dans le sang ». D'après para, l'ouvrage de VERNY, professeur à l'Université de Saint-Brieuc, sera une œuvre de jeunesse. L'ouvrage de VERNY, professeur à l'Université de Saint-Brieuc, sera une œuvre de jeunesse.

★ LE FESTIVAL DE POINTE-à-CLAY, le 14 mai à 30 h 30 au Collège de France, salle 8, sa conférence sur « L'individu dans le sang ». D'après para, l'ouvrage de VERNY, professeur à l'Université de Saint-Brieuc, sera une œuvre de jeunesse. L'ouvrage de VERNY, professeur à l'Université de Saint-Brieuc, sera une œuvre de jeunesse.

★ LA REVUE LITTÉRAIRE SEPTEMBRE, le 14 mai à 30 h 30 au Collège de France, salle 8, sa conférence sur « L'individu dans le sang ». D'après para, l'ouvrage de VERNY, professeur à l'Université de Saint-Brieuc, sera une œuvre de jeunesse. L'ouvrage de VERNY, professeur à l'Université de Saint-Brieuc, sera une œuvre de jeunesse.

★ L'ASSOCIATION HISTOIRE DE LA FRANCE, le 14 mai à 30 h 30 au Collège de France, salle 8, sa conférence sur « L'individu dans le sang ». D'après para, l'ouvrage de VERNY, professeur à l'Université de Saint-Brieuc, sera une œuvre de jeunesse. L'ouvrage de VERNY, professeur à l'Université de Saint-Brieuc, sera une œuvre de jeunesse.



## ● ROMANS

Le symbolisme raffiné  
de Jean-Loup TrassardTardifs instantanés ou les échos d'une enfance  
à la campagne, pendant la dernière guerre.

DEPUIS *"L'Amitié des abeilles"* (1), Jean-Loup Trassard n'a cessé d'être fidèle à lui-même. Adoptant le parti pris des choses, il s'est attaché à serrer de près les objets, à peindre les accidents infimes de la matière. De la vie, parfois. Dans *"Tardifs instantanés"*, il choisit de raconter un épisode de son enfance : l'exode de sa famille, en 1940, à travers la campagne française.

Refusant toute orchestration romanesque, toute amplification lyrique ou dévoilement psychologique, il est surtout attentif à l'instabilité — qui sépare les êtres, aux imprévisibles dangers — qui les menacent. La guerre — cette simple vibration dans sa poitrine — se ramène à quelques détails insolites : les galettes de paille au pied de chaque orme sont les restes des litiers laissées par les troupes françaises en débandade ; un cultivateur monte un poste à galène en accrochant un fil de cuivre au haut d'un érable, tandis que les écoureux continuent à sauter de branche en branche.

Un bouquet de fleurs  
bleu, blanc, rouge

Tenter de protéger les toits, les arbres et les pierres est sa manière instinctive de résister. Jean-Loup Trassard voudrait recouvrir, de ses bras ouverts, les murs aimés de la maison aux carreaux verts qui manquent de se briser lors d'une attaque ; il se fait une spécialité du ramassage des vitraux autour des églises des villages et recueille les éclats de verre soufflé dans des enveloppes, selon leur provenance. De ces gestes de dévouement secret naît une impression de courage feutré : quoi qu'il arrive et en dépit de la tragédie environnante, la jeune sœur de sa mère conserve un bouquet bleu, blanc, rouge de fleurs des champs.

Les fleurs, d'ailleurs, scandent l'histoire ; lorsque les Alliés arrivent, les enfants leur lancent des dahlias par-dessus les portails des jardins : « *Les Américains dahlias sont passés* ». La phrase est ressassée à l'extrême, Trassard y atteignant un degré de condensation propre aux poèmes en prose de Mallarmé.

Cette concentration de l'expression engendre un symbolisme à la fois primitif et raffiné. En mettant ainsi la guerre en scène, Jean-Loup Trassard exerce la peur, l'empêche de ternir la beauté du monde et des êtres : ce « *quelque chose de vert* » qui flatte la blan-

deur de la femme emportée dans la remorque d'un vélo, ou les lents mouvements de la locomotive à vapeur apparaissant dans un champ de coquelicots.

La guerre ne réussit pas à troubler le cours des sensations qui demeurent intouchées en lui. L'odeur des aiguilles amères du sapin fait monter celle, plus

La pérennité des piliers gris qui quadrillent un champ et l'entaille d'un courant frais dans une prairie parviennent à conjurer la tristesse des « événements dépeçés », bribes de circonstances brisées, larmes qui rouillent.

Il mesure son existence à l'aune de la nature : quand il s'aperçoit qu'il a dépassé les groseilliers, il



BERENICE CLEEVE.

ténue, des crayons que l'on taille : il dessine l'hiver de la France libérée, retrouvant le parfum des pommes qui « *se coupent dans l'herbe sur les ardoises tombées de l'écureur par grand vent* ».

« Voir  
sans être vu »

Le village est au cœur de cette permanence avec le rite de ses processions, sa Vierge de Boulogne juchée sur des branchages garnis par des roses de papier.

L'idéal de sa région étant de « *voir sans être vu* », il observe son pays à la manière d'un gendarme embusqué derrière une haie.

saît que sa solitude s'est élevée. Elle lui permet de découvrir l'accord musical qui régit entre les boîtes de vieux chêne de la maison, leurs moulures variées et symétriques et le port en candélabre des molènes. Écrire est le seul moyen d'inscrire son corps dans l'harmonie secrète des choses.

« *Je reste là, écousser des petits pois, écrire, l'essence d'escalier ma phrase* », dit Trassard, simple, infiniment, sur la terre.

JEAN-NOËL PANCRAZI

\* TARDIFS INSTANTANÉS, de Jean-Loup Trassard, Gallimard, 172 p., 78 F.

(1) Le temps qu'il fait, 1985.

Les cerises  
de maiRoger Bordier ressuscite dans un roman le premier 1<sup>er</sup> Mai :  
la Commune n'était pas morte...

LES 1<sup>er</sup> et 3 mai 1886, la police et la garde privée du patronat tirent sur des grévistes à Milwaukee et à Chicago. La même année, toujours à Chicago, Spies, Fischer, Engel et Parsons, quatre militants anarchistes accusés d'avoir jeté une bombe dans les rangs des policiers, sont pendus. Le *Chicago Times*, commentant les événements, écrit simplement : « *La prison et les travaux forcés, il n'y a pas d'autre solution à la question sociale : il faut espérer que l'usage en deviendra général* ».

C'est en souvenir de ces « martyrs de Chicago » que l'American Federation of Labour appellera, lors de son congrès de décembre 1888, à une manifestation « le même jour, dans tous les pays ». La date du 1<sup>er</sup> mai 1890 sera retenue et confirmée ensuite par le Congrès international de Paris, qui y ajoutera la revendication de la journée de travail de huit heures.

Les préparatifs, à Paris, du 1<sup>er</sup> Mai ont inspiré à Roger Bordier un roman historique de la plus belle facture, dans lequel il fait revivre les « *enfants malin-gres d'une révolution assassinée* » — celle de 1871 — qui, jamais, ne baisseront la tête ; car, et c'est là l'un des grands mérites de son livre, l'auteur rappelle à quel point le souvenir des massacres de la Semaine sanglante animait encore tous les mouvements ouvriers des années 1880.

« *Feu ! Feu sur tout ce qui bouge. Et donc, feu sur les idées. Rien ne bouge autant que les idées* », disaient les versaillais tandis que des élégantes, privées de distraction durant les soixante-douze jours de la Commune de Paris, se saisissaient de leurs ombrelles pour aller crever, de la pointe, les yeux des cadavres ou des moribonds. A Marseille, un jeune journaliste du *Sémaphore* s'indignait et trouvait la répression par trop timorée. Il se nommait Emile Zola (1)...

## « Apprendre Paris »

Aubespain, Antalbert, Malachu et Abel — quatre anciens communistes — ont ces faits en mémoire pendant qu'ils participent, avec d'autres, à la préparation des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1890. Malachu en profite pour faire découvrir à Rosa, une jeune provinciale de vingt ans, originaire de Fourmies dans le Nord, le Paris des fortifications et des insurrections populaires. « *Apprendre Paris. Apprendre tout Paris, n'est-ce pas comme un bon ?* » Se promener dans Paris, se promener dans un livre. C'est pareil », lui dit-il, afin de mieux

la convaincre de l'amour qu'il porte à sa ville.

Bien que le ministre de l'Intérieur ait parlé de « *purger la France des quatre ou cinq mille étrangers qui troublent sa sécurité* », toutes les grandes villes françaises seront présentes au rendez-vous du 1<sup>er</sup> Mai, et, bientôt, parviendront des échos des manifestations de La Havane, de Mexico, de Livourne, de Genève, de Londres, de Louisville, etc. Paul Lafargue pourra alors écrire : « *Il est touchant d'entendre, comme cela m'est arrivé, des ouvriers vivant dans de petits centres industriels où ne parvient le bruit d'aucune agitation politique, vous demander des nouvelles du 1<sup>er</sup> Mai des autres pays dont ils connaissent à peine les noms et ignorent absolument la position géographique* ».

Roger Bordier mène son récit à la cravache, et, même si l'on connaît déjà les événements qu'il relate avec fougue, on se surprend à espérer que la fin de l'histoire sera différente et que les cerises

de mai ne seront pas toutes arrachées.

L'auteur ne pouvait arrêter son roman à 1890, car l'année suivante, à Fourmies, lors de la seconde célébration du 1<sup>er</sup> Mai, la troupe, commandée par le commandant Chapus, ouvrit le feu sur les manifestants. Neuf morts écourtèrent ces printemps-là. Le plus jeune, Emile Cornaille, était âgé de onze ans.

Le commandant Chapus sera décoré pour ses faits d'armes en 1899 par le général Gallifet, l'un des chefs de la répression contre les communistes. Ainsi, comme la chanson de Parizot et Pottier que chantait Rosa, l'héroïne de Roger Bordier : « *La Commune n'est pas morte* ». Et cela, aussi bien pour les victimes que pour les bourreaux.

PIERRE DRACHINE.

\* LA BELLE DE MAI, de Roger Bordier, Albin Michel, 342 p., 98 F.

(1) 1871 : la Commune de Paris vue par les écrivains. Éditions Liana Levi/Sylvia Messinger, 1983.

Bruno Bayen  
ou les nuances du visiblePour son premier roman,  
l'homme de théâtre joue les couleurs.

CHERCHER un rapport, plus ou moins caché, entre l'espace théâtral et la scène de l'écriture ne semble pas être une préoccupation majeure de Bruno Bayen. Homme de théâtre reconnu, estimé, auteur de plusieurs pièces — *Schlimann, Faut-il choisir ? Faut-il rêver ?*... — qu'il a lui-même montées et, à l'occasion, interprétées, il a simplement voulu, avec son premier roman, trouver une forme belle et adéquate à son projet.

De fait, ce roman au titre curieusement heurté et comme chiffré — *Jean 3 Locke* — ne doit rien, tout au moins rien de visible, au théâtre. Quand on l'interroge, Bruno Bayen prend soin de distinguer les deux modes d'expression : « *Dans l'écriture théâtrale, il y a une sorte de loi qui décide si tel élément s'intègre ou non à la composition ; mais cette loi laisse une grande liberté. Le roman, en revanche, est soumis à un ensemble de contraintes* ». La liberté vient après. « *Dans la fiction on sacrifie l'opinion à la narration ; au théâtre, c'est le contraire, de l'opinion naissent les situations dramatiques* ».

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure — où il avait fondé, en 1972, sa propre compagnie théâtrale, — intellectuel ne manquant pas d'instruments de réflexion, Bruno Bayen ne garde pas pour autant en réserve une théorie du roman. Il serait plutôt en accord avec Proust, ne plaçant pas l'intelligence parmi les vertus cardinales que l'écrivain se doit de cultiver. « *Le roman, je ne sais pas ce que c'est, avoue-t-il, mais, en écrivant ce livre, j'ai voulu qu'il puisse, comme on dit, se lire comme un roman* ».

Si *Jean 3 Locke* exerce une séduction qui frise, parfois, la fascination, c'est plus en raison de l'univers sensible qu'il donne à voir que de son intrigue. Dans ce roman des impressions, au sens le plus physique et visuel du terme, l'intrigue n'est que l'occasion d'une exploration, de l'approfondissement d'une connaissance, celle du monde de la manifestation et des phénomènes observables. L'espace du roman de Bayen n'est assurément pas celui des opinions.

Jean Locke, troisième du nom, et l'un de ses frères, chimiste, ten-

tent d'imposer sur le marché le « *nuancier domestique* », machine de rêve qui permet de « *modifier les couleurs des images qu'elle reçoit* ». Coloriste de son état (« *Vous êtes coloriste ? De quelles couleurs ?* »), Jean est aussi le commercial, le gérant de l'invention. Mais sa gestion relève plus de l'irrationalité économique que de son contraire. Quant à la vie amoureuse de Jean 3, elle doit, elle aussi, très peu à la claire raison, à la lumière constante et sans nuance ; elle se déroule comme un rêve éveillé.

Une caverne  
d'Ali Baba

« *Où est le mouvement est la promesse, je me réjouissais des promesses du temps* ». Cet aveu du narrateur, Bruno Bayen, qui se dit frappé « *par la rapidité extraordinaire de la pensée lorsqu'elle est laissée à elle-même, dans l'état de demi-sommeil par exemple* », pourrait le reprendre à son compte. Distendu à l'infini, hors des limites que notre conscience lui assigne, ou au contraire resserré sur lui-même, sur l'instant qui l'abolit, le temps est l'une des dimensions du monde manifeste que Bayen a tenté de recréer.

Quant à la couleur, qui est l'autre grand thème du roman, elle est là, précise Bayen, « *pour briser la surface de l'écriture. La couleur est difficile à nommer, à décrire. On est naturellement plus précis sur les formes* ». Les « *radiations de lumière* », le flou, dont Jean dit joliment qu'il « *est la caverne d'Ali Baba des couleurs* », la myopie, que l'auteur partage avec son héros, sont des manières de décliner les couleurs du monde, de nuancer la perception à l'infini.

*Jean 3 Locke* est un livre imaginé, travaillé avec une attention, un soin lisibles. Seules quelques préciosités alourdissent, en de rares passages, une langue et un imaginaire par ailleurs constamment dominés. La poésie du récit, ses enchaînements, sa transparence, contribuent à faire de ce premier roman une belle réussite.

PATRICK KÉCHICHIAN.

\* JEAN 3 LOCKE, de Bruno Bayen, Gallimard, 196 p., 85 F.

## Zoé Oldenbourg ou les périls du romanesque

(Suite de la page 15.)

Un univers bien sombre que Zoé Oldenbourg suit dans les méandres quotidiens de la vie. Elle ne nous fait grâce d'aucune réunion familiale, d'aucune cérémonie, mariage, naissance ou mort, d'aucune partie de bridge hebdomadaire, où se rassemblent leurs joies, leurs souffrances, leurs humiliations, leurs souvenirs, leurs espoirs. Ils s'entraînent et s'entre-déchirent.

Le décor passe successivement de la petite maison de Meudon à cette avenue Mozart où règne somptueusement le frère jumeau de Myrrha, auquel celle-ci est tendrement attachée. Georges Zaritzine, cette figure dominante du livre, est le seul de ces émigrants russes à s'être taillé sans scrupules une place enviable sur la terre d'adoption. Il a payé d'un séjour en prison sa collaboration économique que des services rendus à la Résistance ont compensés. Veuf, remarié avec la fille, trop jeune et trop belle, d'une baronne allemande, il opère sa remontée dans

le monde des affaires. Ce personnage douteux n'est ni sans grandeur ni sans générosité. Autour de ses démêlés conjugaux va se concentrer le drame qui secoue tardivement le roman.

Humain,  
trop humain

Des déambulations sur la carte du Tendre où nous ont d'abord entraînés les amours d'Anatole et de Myrrha, nous allons soudain être projetés, à un rythme accéléré, dans un monde de rixes, de filatures privées, de wagons-lits abritant des adultères, de revolvers cachés au fond des sacs à main, de voitures s'écrasant contre des chênes. C'est qu'une nouvelle passion, celle-ci interdite, est née entre deux êtres jeunes qui ne laisseront pas s'échapper leur bonheur. Le fils de Myrrha séduit la femme de son oncle, qui « *par fidélité à cet autre devoir qui s'appelle*

*l'amour* », se refuse à son mari. Georges la chasse, la poursuit, songe au divorce et, quand il comprend quel est son rival, il se tue, maquillant son suicide en accident. Le cadavre qui s'est jeté entre les deux amants ne les sépare pas. Ils fuient ensemble. Il séparera en revanche Anatole et Myrrha, trop vulnérables.

Anatole part pour Israël au bras d'une autre femme, qui, celle-là, est juive. Il n'a pas pu arracher à son passé, à sa fidélité, à ses devoirs, cette Myrrha si ardemment désirée. Pour la deuxième fois, il choisit le parti de la vie, qui n'est pas celui de l'amour. Le roman s'achève en mineur, en demi-teinte, sur un quai de gare où deux êtres qui s'aiment s'éloignent l'un de l'autre, sans doute pour toujours.

Si l'on veut du romanesque, du drame, du sentiment, des personnages vivants et pittoresques, le nouveau roman de Zoé Oldenbourg a de quoi nous combler.

Mais il n'y retrouve pas la force, le flamboiement qui soulevaient

la *Joie-Souffrance*. Il se perd entre trop de pistes, fait intervenir dans son déroulement trop d'événements extérieurs et qui paraissent gratuits. Il y a une surcharge. Cette odyssée d'un juif qui retourne à ses origines se fonde mal avec cette histoire d'adultère qui l'éclipse et où résonnent parfois des échos de vaudeville. Certes tout se mêle dans la vie, comme Zoé Oldenbourg mêle dans ses créations les soucis matériels, les incidents fortuits qui contrecarrent les projets humains, les excès de fierté qui compliquent les mouvements les plus simples du cœur et le cortège des atrocités collectives, et les passions individuelles génératrices de mort. Humain, trop humain peut-être, ce livre qui, dans le foisonnement et la facture relâchée de ses scènes quotidiennes, familières ou violentes, ne se hisse pas à la hauteur d'une tragédie.

JACQUELINE PIATIER.

\* LES AMOURS ÉCARÈES, de Zoé Oldenbourg, Gallimard, 493 p., 125 F.

LA

côtes du temps pré

STOKER

MUS PENSE

NOUS PLEURS

REVE

AMOUR

CIEUX

DAS

NIENT

VINT

INSTRUC

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S

S



# LA PENSÉE UNIVERSELLE

## poètes du temps présent

- Isabelle BROSSAUD  
• ANNA •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Jean-René MIEDAN  
• ARDRE, C'EST BRULER •  
176 pages, 66,40 F.T.T.C.  
Marie-Josée MARCHISSET  
• AU FIRMAMENT DE MES PENSÉES •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Jacqueline THIBAUT  
• AU PLAISIR DE MES PLEURS •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Philippe VALLET  
• CARREFOUR DU RÊVE •  
32 pages, 38,50 F.T.T.C.  
Clara FERTEAU  
• C'EST TOUJOURS DE L'AMOUR •  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.  
Evelynne FROIDEVAL  
• DE LA GRAINE À LA FLEUR •  
176 pages, 66,40 F.T.T.C.  
Cécile BEAUCHAMP  
• ÉCHOS DE LA VIE •  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.  
Monique PINSON  
• ENFER OU PARADIS ? •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Francine SPIERO  
• HORIZONS VERMEILS •  
32 pages, 38,50 F.T.T.C.  
Mireille JACQUET  
• PENSÉES D'OPALINE •  
96 pages, 50,30 F.T.T.C.  
René CAPDEVILLE  
• MADRIGAL •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Francine MERCEZ  
• MÉDITATIONS •  
96 pages, 50,30 F.T.T.C.  
Olivier CATHELAT  
• MODUS VIVENDI •  
48 pages, 43,90 F.T.T.C.  
Horse LE TROYEN  
• MOTS-TUS •  
suivi de « DISCOURS AVEC LE VENT »  
224 pages, 76,00 F.T.T.C.  
Pierre-Laurent ELLENBERGER  
• PARCOURS, ET AUTRES POÈMES •  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.  
Franck Jean Germain LAROSE  
• LA PENDULE DES ÂGES •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Jean-Pierre HARDY  
• LE POÈTE, SA MUSE •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Régis de la MICHELIERIE  
• POÈMES D'AILLEURS •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Patrice SCHIERS  
• PLUS QUE LA BEAUTÉ, L'AMOUR •  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.  
Véronique SITHISARIBOUTH  
• LE PREMIER MOT •  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.  
Jean-Michel BAUER  
• RAYONS DE SOLEIL •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Matthieu DENNI  
• REFLETS D'UNE AME •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.  
Michel COBIT  
• REFLETS ET MIRAGES •  
136 pages, 64,20 F.T.T.C.  
Danielle SOUBILLARD  
• LE RÊVE DE MES VINGT ANS •  
96 pages, 50,30 F.T.T.C.  
Ana, Victoria TRITEN  
• LA ROSE NOIRE DE MON PASSÉ •  
64 pages, 42,80 F.T.T.C.  
Claire GALLI  
• SIRIUS •  
80 pages, 48,20 F.T.T.C.  
Patrick ROCHE  
• LE SILENCE DES LARMES •  
176 pages, 68,50 F.T.T.C.  
Olivier FERNANDEZ  
• LA SOLITUDE D'ÊTRE DEUX •  
112 pages, 56,70 F.T.T.C.  
Claude BAUGÉE  
• LE SPECTATEUR TRISTE •  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.  
Doudou Jockey FAYE  
• TAKHOURANES •  
96 pages, 51,40 F.T.T.C.  
Anne ALEXANDRE  
• UNE PAGE POUR MARGO  
OU CINQ MOIS TOUTE UNE VIE •  
96 pages, 47,10 F.T.T.C.  
Raphaëlle SCYLLA  
• VAGUE À L'ÂME •  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.  
Jean-Lou COTESSARD  
• LES VERS ENTRECHOQUÉS •  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.

- Joël COLIGNON  
• LA VIE VUE PAR UN POÈTE •  
64 pages, 45,00 F.T.T.C.  
Jordi S. MASGRAU  
• LE VIVRE EN MOT DISANT •  
Poèmes d'outre-mer  
160 pages, 65,30 F.T.T.C.  
Marguerite TISSOT DU MOULIN  
• LE VIEUX MOULIN •  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.  
Jean MONTOCCHIO  
• VULTANO • suivi de « MÉTAMORPHOSES »  
160 pages, 69,60 F.T.T.C.  
Nesic Nada HAVART  
• VOIX DE FEMMES •  
64 pages, 53,90 F.T.T.C.

## romans, contes et nouvelles

- Arlène DE LA SAUGERIE  
• ABATTEZ CES CRAPULES •  
Killing, suspense, arènes et violence  
172 pages, 67,40 F.T.T.C.  
KANELLE  
• AMOUR VÉCU, AMOUR DÉCOUSU •  
Sur les traces du passé  
128 pages, 53,50 F.T.T.C.  
Guy de CALHEIROS  
• A MOTS VOILÉS •  
L'insupportable vie du samedi  
288 pages, 107,00 F.T.T.C.  
Francis LACHAISE  
• L'APPEL DE LA NATURE  
OU JEAN-BAPTISTE, PROPHÈTE MALGRÉ EUX •  
Une œuvre de pessimisme et d'optimisme s'engendrant réciproquement  
256 pages, 85,60 F.T.T.C.  
Maryse MASSE-RIGO  
• CELUI QUI NE SAURAIT MOURIR •  
Un livre plein de sagesse et de doute, mais aussi de tendresse et d'amour  
336 pages, 119,80 F.T.T.C.  
Abdelhamid HASNAOUI  
• LES CHAINES DU PASSÉ •  
Une histoire d'amour contemporaine  
292 pages, 117,70 F.T.T.C.  
Jeannine BORGEAL  
• CONTE ET LÉGENDES •  
Les figures symboliques et mythiques dans les contes se retrouvent les enfants  
112 pages, 48,20 F.T.T.C.  
Had HANNA  
• CONTE ET RÉCITS  
DANS L'UNIVERSALISME JUIF •  
Les traditions et fondements des valeurs juives  
196 pages, 94,20 F.T.T.C.  
Domènec GEORGESCO  
• CŒUR D'OR •  
Une iconographie roumaine de douze contes transfigurés par l'espérance  
288 pages, 111,30 F.T.T.C.  
Emile PELLERIN  
• DAYALBAGH : LE JARDIN DU SEIGNEUR •  
Une odyssée de paix dans un monde tourmenté  
288 pages, 106,00 F.T.T.C.  
Christiane GALLOT  
• FAITS DIVERS •  
Échos d'une comédie humaine à se fendre  
96 pages, 45,00 F.T.T.C.  
André MORIN  
• LA FILLE DU PÉNITENCIER •  
Des aventures militaires dans un décor exotique  
320 pages, 95,30 F.T.T.C.  
Juliet DE PALME  
• ILS NE FURENT QU'AMOUR •  
Une situation sexuelle et ambiguë entre frère et sœur jumelles  
160 pages, 59,90 F.T.T.C.  
Chris BERNARD  
• JUPITOS INVENTE LE MONDE •  
Une fable satirique et joyeuse  
216 pages, 78,10 F.T.T.C.  
Arcangelo MIGLIORI  
• LE JOUR AVANT... •  
Pour éviter la catastrophe ultime  
256 pages, 78,10 F.T.T.C.  
Carole DESPRÉS  
• LES LIGNES COURBES •  
La difficile histoire d'un père et de sa fille  
96 pages, 47,10 F.T.T.C.  
Gaëtan LUCIANI  
• LE LYS DE PLAISANCE •  
Un roman d'amour contemporain  
128 pages, 54,60 F.T.T.C.  
Alain SAUMIER  
• LUNADE •  
Le rêve dans la mort  
128 pages, 51,40 F.T.T.C.  
Patrick TIXIDRE  
• LA MAIN TENDUE •  
Un jeune chômeur dans le nord, qui s'invente une petite famille  
160 pages, 61,00 F.T.T.C.  
Thierry BASSLER  
• PETITS GLOSSAIRES DES MOCHETÉS •  
Six textes qui donnent le chair du poète aux grands...  
256 pages, 74,90 F.T.T.C.  
Elène FATMA  
• PLEURS ET JOIES EN ANATOLIE •  
Découverte de l'amour, lutte contre le poids des traditions  
144 pages, 58,90 F.T.T.C.  
Roger MARCHAND  
• POUR NOS PAPAS ET NOS MAMANS •  
Deux enfants sur les chemins  
224 pages, 80,30 F.T.T.C.

- Simone MOUKA  
• POUR L'AMOUR D'UN ANGE •  
Histoire d'amour contemporaine  
96 pages, 52,50 F.T.T.C.  
Joël BOUSSION  
• RÉCITS SUR LES ANIMAUX  
ET LES HOMMES •  
Les animaux caractérisent les travers et la folie des hommes  
64 pages, 40,70 F.T.T.C.  
Monique JEANNE  
• LE SCORPION •  
Un amour désarmant, un être cruel et fou  
288 pages, 115,60 F.T.T.C.  
Jacqueline VERLAET  
• TÊTE PREMIÈRE •  
suivi de « CET ÉTÉ UN CONTE »  
Une jeune villageoise vous confie la « vraie vie » en ville  
208 pages, 78,10 F.T.T.C.  
Lino CAPITANIO  
• UNE HISTOIRE D'UN EMPIRE •  
Les embûches du destin, les serments d'infamie et de joie  
448 pages, 169,00 F.T.T.C.  
Joëlle NEGRAULT  
• LA VALLÉE DU SOUVENIR •  
Des échos vrais, face à une existence rude  
128 pages, 53,50 F.T.T.C.  
Natacha CARMAGNAT  
• LE VENT SUR LA PLAINE •  
L'histoire d'une jeune fille solitaire  
240 pages, 79,20 F.T.T.C.

## essais

- Marcel CHAINEY  
• JUSTICE... ATTENTION... ENFANT •  
Intérêt de l'enfant, que de crimes on commet en son nom  
224 pages, 91,00 F.T.T.C.  
Ben BENAMOR  
• L'ART-MET-DES-BONS-BŒUFS •  
Réflexion et humour, une lecture à un double niveau  
224 pages, 114,90 F.T.T.C.  
Laure RAVAN  
• L'APPEL D'UN PEUPLE •  
Chroniques sur le Brésil d'aujourd'hui  
64 pages, 38,50 F.T.T.C.  
Docteur BAKARY SOHO  
• CARIE DENTAIRE,  
TROISIÈME FLEAU MONDIAL •  
Ce que vous devez savoir pour éviter cette maladie  
64 pages, 104,90 F.T.T.C.  
Jean-Marie PETITCLERC  
• CRISE DE L'ÉDUCATION,  
TEMPS POUR L'ÉVALUATION •  
Une méthode simple et efficace pour l'évaluation de l'action éducative  
128 pages, 54,60 F.T.T.C.  
Charles DECOSTÈRE  
• LA DÉSINFORMATION •  
Son histoire, ses méthodes, ses techniques  
192 pages, 70,60 F.T.T.C.  
Pierre HAULBERT DE LE REVERS DES SARTS  
• LETTRES D'UN ROYALISTE  
CONTESTAIRE •  
Des conceptions nouvelles, une controverse des idéologies dominantes  
96 pages, 48,20 F.T.T.C.  
Marius FOLTIER  
• LES MYSTÈRES DE VOTRE PLANÈTE :  
SI J'ÉTAIS MALADE •  
La médecine, l'histoire de la nature face aux erreurs humaines  
130 pages, 54,60 F.T.T.C.  
Jean LE GALLOUDEC  
• L'ORIGINE DE LA VIE •  
Sur la terre, il y a plusieurs millions d'années  
80 pages, 63,20 F.T.T.C.

## — récits — souvenirs —

- Yvette DAVAUT  
• CETTE VIE SI FRAGILE •  
Fragile, éphémère, mais aussi solide  
256 pages, 94,60 F.T.T.C.  
Paul LINVAL  
• LA PLUME DANS LE CASQUE •  
Les mémoires d'un soldat sur le théâtre de la guerre  
262 pages, 86,70 F.T.T.C.  
Natale POGGIOLI  
• SOUS LA TOURNANTE HUMAINE •  
L'année de 1940, des Ardennes à la Vienne  
274 pages, 142,30 F.T.T.C.  
Commandant André MESTRALLET  
• SOUVENIRS ET FEUILLES DE ROUTE  
D'UN POILU DE LA GRANDE GUERRE  
1914-1918 •  
L'histoire des tranchées et l'effort de guerre  
240 pages, 89,90 F.T.T.C.  
Docteur Jean-D. RÉCAMIER  
• LE TEMPS DE LA LUMIÈRE •  
Des communications venues d'ailleurs, des rêves jusqu'au présent  
224 pages, 82,40 F.T.T.C.  
Albert DUBOIS  
• VOUS ENSEIGNIEZ ?  
EH BIEN, ÉCRIVEZ MAINTENANT ! •  
Une enseignement au quotidien  
160 pages, 70,60 F.T.T.C.

## théâtre

- Luc SAINT-ÉLOY  
• LE PRIX DE LA TERRE •  
Le drame des peuples plantureux et affamés  
64 pages, 40,70 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4<sup>e</sup>. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.  
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4<sup>e</sup>) - Téléphone : 48-87-08-21 ou dans les C.R.D.L. Hachette







24 mai 1987

COQUES

ne

reconte (en français) en français une façon d'éloigner la guerre et de l'exil

Grèce... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux...

Un talisman contre l'oubli

Ce livre a une qualité... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux...

Compromissions et sacrifices

On ne nous apprend pas grand-chose, à l'école grecque, dans les années 50, sur Macriyannis. Pas assez, en tout cas, pour nous donner envie de le lire.

JACQUES LACARRIÈRE

\* L'ÎLE DE LA PIERRE Ponce, d'Antonis George Sifis. « Mémoires », 190 p., 120 F.

(1) Le grand héros grec... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux...

Un Ritsos bien décevant

A l'heure où on se livre à une lecture de Ritsos, on se livre à une lecture de Ritsos... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux...

Ce sont donc des années... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux...

« Nous allons lier le roi par des lois », écrit-il. Ses amis obtiennent gain de cause - en 1843 - en apparence, car la Constitution promulguée l'année suivante est extrêmement conservatrice.

Persecuté par le pouvoir, Macriyannis est condamné à mort en 1853, mais libéré en 1854. Il aura tout de même la satisfaction d'assister en 1862, deux ans avant sa mort, au départ d'Othon.

Peu de Grecs ont aimé leur pays comme lui. Ses Mémoires sont avant tout une lettre d'amour à la Grèce, fulgurante, passionnée, et pour finir désespérée. Il n'y parle guère de la femme qu'il épousa et dont il eut douze enfants : la Grèce, dans son cœur.

\* QUELLE CHOSE ÉTRANGE, de Yannis Ritsos. Traduit de grec par Michel Mitrakakis. Météore, 152 p., 120 F.

# Saint Yannis héros et martyr

Voici enfin traduit en français un des plus beaux textes de la littérature néo-hellénique. Son auteur, Yannis Macriyannis, un général de la guerre d'Indépendance, était illettré.

L'est peu de textes que la Grèce moderne vénérait... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux... l'âge de la mer au fond des yeux...

Chaque fois que la Grèce est en deuil, les Grecs se tournent vers Macriyannis, pour reprendre espoir et courage. Je ne l'ai découvert, pour ma part, qu'à l'époque de la dictature des colonels. Je vivais déjà en France, je commençais à oublier la Grèce.

occupe toute la place. Ecrire n'a pas été une mince affaire pour cet homme qui, comme beaucoup de ses compatriotes, était illettré. Il a trente-cinq ans quand il commence à apprendre l'alphabet. Il n'apprendra que l'alphabet, du reste, ce qui fait que son écriture, purement phonétique, est presque illisible. Il a fallu deux ans à un



Une vie qui fut un permanent défi au pouvoir.

érudit, Yannis Vlachoyannis, pour décrire et publier son manuscrit, découvert en 1901 seulement.

Document exceptionnel sur la langue populaire du siècle dernier, ce texte, écrit sans la moindre prétention littéraire (Macriyannis s'excuse souvent auprès du lecteur de ne pas savoir mieux écrire) est, en fait, superbe. C'est à juste titre qu'il

## Un village saisi par la guerre civile

Deux romans de Theodor Kallifatides : un Grec installé en Suède, qui écrit en suédois, mais parle de son pays perdu.

THEODOR Kallifatides a quitté la Grèce à l'époque de la guerre civile et s'est installé en Suède, où il a fait une brillante carrière littéraire dans la langue de son pays d'adoption. On l'a découvert en France il y a dix ans, grâce à un roman qui retraçait la vie d'un village du Péloponnèse sous l'occupation allemande. Ce texte, les *Santons du Péloponnèse* (éd. Denoël) est remis en vente aujourd'hui, à l'occasion de la publication de deux autres romans du même auteur - réunis en un seul volume, - qui constituent la suite du premier.

Dans les *Santons brûlés*, on retrouve le même village, situé près de Sparte. Les troupes d'occupation le quittent, mais la paix ne dure pas bien longtemps : les résistants, hommes de gauche dans leur très grande majorité, persécutés par le gouvernement installé avec l'appui de la Grande-Bretagne, finissent par reprendre le combat. Les gens du village arrivent à s'en débarrasser. L'intérêt du roman ne tient pas seulement à ce contexte historique mais aussi à une multitude de petites histoires que conte Kallifatides sur ces villageois, ces mères de famille, ces vieillards, ces enfants, leurs jeux, leurs plaisirs, leurs croyances et leurs rêves.

Athènes qui change

Pour échapper aux règlements de comptes, une des familles du village, celle de l'instituteur, militant de gauche interdit d'enseignement, se réfugie à Athènes. Le personnage central des *Santons d'Athènes*, le second roman publié dans le même volume, c'est Mino, le plus jeune fils de l'instituteur. On suit ses pérégrinations à travers la ville - la misère des quartiers populaires d'Athènes, les bordels, les cinémas, les musichalls. Petit à petit, la ville change, se reconstruit, se développe. Mino rêve quand même de s'en aller vivre ailleurs : « Le train

afin que soit préservée la race de chefs capables à l'avenir de venir libérer la Grèce. »

Il s'adresse fréquemment à Dieu, qu'il considère comme le véritable patron de l'armée grecque. Il lui attribue un rôle assez semblable à celui que les dieux de l'Olympe étaient censés jouer dans les batailles de jadis. Il parle souvent aussi des Anciens grecs, qu'il imagine sensibles aux malheurs de la Grèce moderne : « Voilà des siècles que ces grands hommes vivent dans l'Hades, ce lieu obscur où ils se lamentent sur tous les malheurs qui accablent notre pauvre patrie. » Il tient à les mettre au courant des succès remportés sur l'armée turque : « Allons trouver les Grecs de jadis là où ils habitent, ce vieux Socrate, Platon, Thémistocle et le fougueux Léonidas. Allons leur dire la bonne nouvelle : leurs descendants, si longtemps rayés de la surface de la terre, sont ressuscités. »

Un jour, surprenant des soldats qui s'apprentent à vendre à des étrangers, pour 1.000 thalers, des statues antiques, il leur dit : « Quand bien même on vous en offrirait 10 000 thalers, ne laissez pas ces statues quitter notre patrie. C'est pour elles que nous avons combattu. » Le personnage de l'Antiquité auquel Macriyannis fait le plus souvent penser n'est ni Léonidas ni Socrate, mais avec cette espèce de défi permanent au pouvoir que constitue sa vie, Antigone.

VASSILIS ALEXAKIS.

\* MÉMOIRES DU GÉNÉRAL MACRIYANNIS, préface de Pierre Vidal-Naquet, traduction, introduction et notes de Denis Kohler, Albin Michel, avec le concours du Centre national de lettres, 528 p., 190 F. (La traduction de Denis Kohler, chargée de recherche au CNRS, est remarquable. On pense qu'il était impossible de traduire la prose si peu orthodoxe de Macriyannis. Kohler a prouvé qu'on se trompait.)

allait vers Thessalonique, Belgrade, Munich, Copenhague, Stockholm. Un grand train aux wagons roses et or qui semblaient assez vastes pour contenir toute la Grèce. Mino se sentit jaloux. Il aurait donné beaucoup pour pouvoir être dans ce train. »

V.A.

\* LES SANTONS BRÛLÉS suivi des SANTONS D'ATHÈNES de Theodor Kallifatides ; traduits de suédois par Marc de Gouvello et Lena Grambach, Denoël, 382 p., 128 F.

Le dernier numéro (mars-avril) de la revue québécoise *Nuit blanche* est consacré à la littérature grecque. Il comprend des analyses de Jacques Bouchard, professeur de grec moderne à l'université francophone de Montréal, d'Alexis Ziras, des entretiens avec Elli Alexiou, Antonis Samarakis et Yannis Ritsos, et une nouvelle de Michalis Fakinis (1026, rue Saint-Jean, Québec, G1R 1R7).

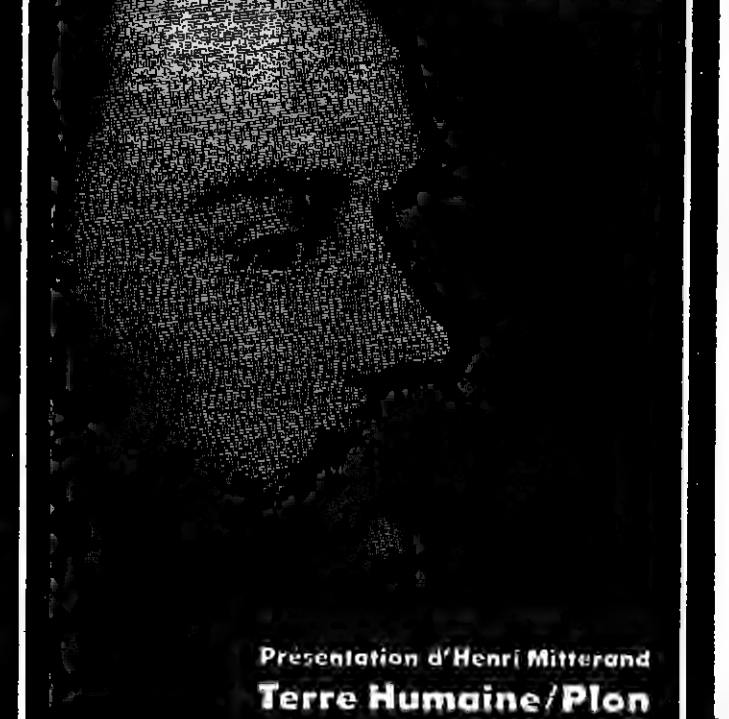
L'Institut français d'Athènes organise un concours de nouvelles réservé aux Grecs qui étudient le français (le quart environ des lycéens grecs apprennent le français en première langue) sur le thème de l'Ile. Le jury sera présidé par Michel Tournier auquel ce même organisme a commandé le texte d'un opéra dont la musique sera composée par Yorgos Koumendakis.

# Un autre Zola

## révélé par

### TERRE HUMAINE

Emile Zola  
Carnets d'enquêtes  
Une ethnographie inédite de la France



Présentation d'Henri Mitterand Terre Humaine/Plon

## Une presse unanime

"Une exhumation miraculeuse."  
LINE KAROUBI "LE MATIN"

"Aujourd'hui Zola... publierait directement ses Carnets d'Enquêtes... et ce serait, à coup sûr, un grand triomphe de la littérature d'avant-garde."  
JEAN-DOMINIQUE BAUBY "PARIS-MATCH"

"Une œuvre dans l'œuvre."  
LIBÉRATION

"Un ouvrage formidable, le reportage le plus étendu et le plus fouillé sur les Françaises-Français entre 1860 et 1900... A croire que le génial Georges Pérec nous est revenu."  
JEAN CLEMENTIN "LE CANARD ENCHAÎNÉ"

"Le mot événement n'est sans doute pas excessif à propos de ce livre."  
GEORGES GALLICIAN, "LE MÉRIDIENAL"

Première édition épuisée en trois semaines. Nombreux comptes rendus aux États-Unis, en Grande-Bretagne en Italie et en U.R.S.S.

"Du cinéma documentaire sans artifices techniques."  
"LA STAMPA"

TERRE HUMAINE  
Collection dirigée par Jean Malaurie  
PLON

Terre humaine, pour sauter ses trois ans, a organisé un mois Terre humaine, pendant lequel est offert aux acheteurs d'un titre de la collection ou de trois livres Terre humaine/Poche (ou France Poche) un album de 200 pages regroupant des images d'enquêtes d'Emile Zola, par Henri Mitterand, publiées de Jean Malaurie, chez les libraires qui ont participé à cette campagne de promotion. Cet ouvrage ne sera pas réédité après épuisement.



## ● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## La confession pudique d'un Anglais né à Nagasaki

★ UN ARTISTE DU MONDE FLOTTANT, de Kazuo Ishiguro, traduit de l'anglais par Daria Antkowiak, Presses de la Renaissance, 232 p., 98 F.

« *E*n y repensant, j'ai parfois la nostalgie du passé et de ce qu'était jadis ce quartier. Mais quand je vois notre ville reconstruite, quand je vois la rapidité avec laquelle la vie a repris, mon cœur se remplit d'une joie étrange. Quelles que soient les erreurs commises par notre nation dans le passé, il semble bien qu'une nouvelle chance lui ait été donnée d'améliorer son sort. On ne peut que souhaiter à ces jeunes gens de réussir. » Le vieillard qui, en juin 1950, contemple, nostalgique, la jeune génération japonaise de l'après-guerre n'a pas toujours eu l'âme aussi sereine qu'il y paraît dans la conclusion du roman de Kazuo Ishiguro. Subtil et tendre comme un cerisier en fleurs au printemps.

Jeu de miroirs dans lequel un romancier de trente ans donne vie à un homme qui pourrait être son grand-père dans le Japon de la défaite. Un artiste du monde flottant nous arrive d'Angleterre bardé des critiques les plus élogieuses et au prix le plus prestigieux du pays — et le meilleur dote — le Whitbread Literary Award, qui récompense un des plus brillants espoirs du roman anglais. Son auteur, Kazuo Ishiguro, qui n'est âgé que de trente-deux ans, écrit en anglais, vit à Londres et ne connaît pour ainsi dire pas le Japon. Né à Nagasaki en 1954 (neuf ans après la bombe...), il est arrivé en Angleterre en 1960 avec ses parents — son père est océanographe — et décide de regagner bien vite le Japon qu'il est conservé leur maison à Nagasaki. « *Pendant longtemps nous pensions que nous allions retourner l'année suivante* », explique-t-il avec un bel accent britannique, « *très déprimant* (veston noir, cravate noire, chemise noire) dans le style de Yohji Yamamoto, biologiste japonais, mais absolument anglais dans sa façon d'être. « *Le Japonais, je le parle comme un enfant*, déplore-t-il. Je l'ai appris avec ma mère, mais je n'ose pas m'en servir en public. Le Japon, je l'ai quitté à cinq ans et je n'y suis jamais revenu... » Il ne lui serait pas venu à l'idée d'écrire dans une autre langue que l'anglais. Naturalisé depuis quatre ans citoyen britannique, il n'a pas encore,

malgré ses désirs, transplanté ses racines. Il nous donne des romans qui ont l'air d'être japonais, la confusion dont encore plus assés en France où, trop souvent les auteurs japonais nous ont été proposés « traduits de l'anglais »... (1).

Manifestement, Kazuo Ishiguro est un romancier extrêmement doué. D'abord parce qu'il fait œuvre d'imagination et non de témoignage et que le lecteur occidental ne s'en rend pas forcément compte. (Son prochain roman — l'héritier d'un majordome d'hôtel et de son maître — se passe en Angleterre. « *Sans personnages japonais* », affirme-t-il). Dans *Un artiste du monde flottant*, il nous livre la « confession pudique » — pour paraphraser le titre du romancier japonais qu'il préfère, Yukio Tanizaki — d'un artiste-peintre, autrefois très célèbre, qui fait le bilan de sa vie en quatre rencontres entre octobre 1948 et juin 1950. La défaite de l'Empire du Soleil Levant s'inscrit dans un pays complètement bouleversé, brisé, où les traditions ont disparu, où l'Empereur a perdu sa divinité et où le vainqueur américain impose sa loi : capitulation, constitution, éducation, américanisation progressive. La fin d'un monde.

A la fin des valeurs anciennes... Mais, quelles étaient ces valeurs qui ont mené à la catastrophe ? Qui étaient ces grands-pères qui, par esprit patriotique et loyal, ont fait l'apologie du militarisme et de l'expansionnisme aux côtés des fascistes et des nazis ? Comment peut-on encore être japonais ? Le romancier ne justifie ni ne condamne : il « confesse » le protagoniste qui évoque sa vie au gré des replis de la mémoire, comme on dépile un origami. Une mémoire non linéaire pour une histoire qui se construit au fur et à mesure des digressions, la plus souvent dans les dialogues.

Masuji Ono a mis son œuvre au service de la propagande militariste, accumulant les fonctions officielles : « *membre de la commission culturelle du ministère de l'Intérieur, conseiller officiel à la commission des activités antipatriotiques* ». Il avait dans sa jeunesse été un « *artiste du monde flottant* », peintre des lieux de plaisir et de la vie nocturne avant de se sentir appelé à mettre son



« Le Japon, je l'ai quitté à cinq ans et n'y suis jamais revenu. »

art au service de sa patrie, venant l'invasion de la Mandchourie — où son gendre a combattu dans de terribles souffrances, où son fils unique a trouvé la mort — ou l'invasion de la Chine en 1937 : prêt même à dénoncer un de ses élèves mal-pensants. A la retraite, par la force des choses et la crainte des sanctions de l'occupant, il pratique l'art d'être grand-père avec un petit-fils qui préfère jouer au cow-boy qu'au samouraï. Les temps changent, mais, pour marier leur fille, les bonnes familles s'en tiennent aux rites de la tradition tout en craignant que ne resurgissent les actions du passé.

Arrivé à l'âge de la méditation, Masuji Ono, comme pour une récapitulation, rassemble les éléments de son existence, tel un montreur de marionnettes qui tire les personnages de leur boîte et leur fait jouer leur scène une fois encore : M<sup>me</sup> Kawakami, la dernière patronne d'un débit de boissons dans le « *quartier de plaisir* », « *un endroit où l'on pouvait boire, manger et parler* », distinct du quartier des théâtres et des maisons de géishas, et où le professeur Ono et ses élèves avaient leurs habitudes ; les filles du philanthrope Akira Sujimura, qui

l'avaient choisi à cause de son talent et de sa notoriété pour lui vendre la superbe maison de leur père, une maison traditionnelle au portail de cédr, aux allées étagées, posées dans le jardin aux bambous soigneusement choisis avec une longue galerie (« *l'après-midi, les jeux d'ombres et de lumière du feuillage se projetaient dedans, sur toute la longueur, si bien que, sans sortir, on avait l'impression de se promener sous les branches d'un jardin* ») ; les élèves préférés qui, soit par rancune, soit par mesquinerie, vont s'éloigner de leur ancien maître ; le petit-fils Ichiro, qui se prend pour Lone Ranger, et qui, éduqué hors de la tradition, pose des questions « *mal dévotées* » (« *Mon père dit que vous étiez un peintre célèbre. Mais que vous avez dû arrêter. Parce que le Japon a perdu la guerre...* »).

Le monde flottant, ce n'était pas seulement le quartier des plaisirs, c'était le monde de la grande mutation et de ses déchirements, le monde vidé de mémoire, comme couronné par la bombe atomique, que Kazuo Ishiguro n'a pu connaître qu'à travers les lectures,

les souvenirs de sa famille, un stivage qui le contraint à mettre à vif les responsabilités et les culpabilités d'une époque où il n'était pas né. Dans une démarche quelque peu modeste, il crée ce qu'il n'a pas connu avec la précision et la compréhension psychologique, la sensibilité d'un artiste. Sans grands mots, sans références savantes, il se coule dans l'esprit du vieillard qui avait voulu, à une période troublée, « *s'engager* », sentant qu'il n'était « *pas nécessaire que les artistes occupent toujours un monde clos et décadent* » et qui avait acquis la célébrité avec des fantassins, belonnette au canon, encadrant un officier qui montrait, de son épée brandie, la marche à suivre, vers l'Asie...

S'il admet qu'il s'est trompé, Ono se refuse à juger les autres, tel Yukio Naguchi, un compositeur dont les chansons avaient été très populaires et que tous les soldats chantaient avant la bataille : « *Il a pensé à tous les gens qui ont été tués et il s'est dit qu'il avait peut-être mal fait de composer ces chansons. Et il s'est dit qu'il devait s'excuser. Faire ses excuses à tous ceux qui restaient. A tous ces gens, il a voulu dire pardon. Je crois que c'est pour cela qu'il s'est suicidé.* »

Insciemment, avec des touches subtiles, l'auteur montre l'ambiguïté de son personnage et le conduit vers le Pont de l'Hésitation, qui mène vers l'ancien « *quartier des plaisirs* » aujourd'hui disparu, remplacé par des bureaux. « *Le monde flottant* » avait été celui d'une célébration de la Beauté (« *Nous, au moins, nous croyions dans ce que nous faisions...* »), de l'art pour l'art... Même coupable, même conscient de ses erreurs, Masuji Ono restera nostalgique d'un temps où il y avait des maîtres dont l'influence ne se limitait pas au domaine de la peinture, qui transmettaient leurs valeurs et leur mode de vie. Et il regrette ce mode de vie-là, même s'il avait été à l'origine de la catastrophe. Il avait agi de son mieux, il en resta persuadé. Mais l'époque l'a trahi. « *Nous avons été des hommes ordinaires durant une époque qui ne l'était pas : nous n'avons pas eu de chance...* » La chance de continuer à flotter...

(1) Le premier roman de Kazuo Ishiguro, *Lumière pâle sur les collines*, a paru en 1984 aux Presses de la Renaissance. Il avait été sélectionné pour le Booker Prize 1982.

## ● LETTRES ÉTRANGÈRES

## Les mille et une nuits de Garcia Marquez

(Suite de la page 15.)

Pourquoi, dira-t-on, cet amour indéfiniment renvoyé ? Parce que le père de Fernina, homme véreux qui voudrait se refaire une réputation, ne veut pas que le mari de sa fille soit ce personnage transparent à force d'insignifiance, aux airs de chien battu et à la tenue de rabbin en disgrâce, télégraphiste de profession, qu'est le jeune Florentino Ariza.

## « Au cœur même de l'amour »

Mais pourquoi la persistance de l'amour chez celui-ci — « *pendant cinquante-trois ans, sept mois, onze jours et onze nuits* » — alors que Fernina, au terme des deux ans d'exil imposés par son père, et bien que l'absence n'ait fait que renforcer l'amour de l'un et de l'autre, dès qu'elle aperçoit Florentino en chair et en os, lui dit, sans plus d'explication, que tout est fini, et à jamais, entre eux ?

Il n'y a qu'une réponse : parce que Florentino a gardé secret son amour, tout au long de sa vie, et, au fond du cœur, le précom admissible de l'aimée.

Fernina n'a pas tardé ensuite à épouser le plus brillant parti de la

ville, le jeune Juvenal Urbino de la Calle, à peine débarqué de Paris où il a fait des études de médecine avec l'épidémiologiste Adrien Proust, le père de l'autre. Et Juvenal sait que Fernina se l'aime pas, mais il a raison de penser qu'ils sauront inventer ensemble une forme plausible de l'amour. Heureux, ils le seront pendant plus d'un demi-siècle, jusqu'à la mort de Juvenal. Et c'est entre la mort de celui-ci, entre le premier chapitre, magistral, et le dernier, superbe, où deux vieillards, Fernina et Florentino, se retrouvent à jamais — « *comme s'ils avaient contouré la difficile calvaire de la vie conjugale pour aller tout droit au cœur même de l'amour* » — que le roman se dénoue.

C'est ici, pendant cet énorme interlude, que l'on voit l'ascension sociale de Florentino Ariza, mais, principalement, le bouillonnement de petites histoires parasitaires, de splendides « *cellules* » de contes, qui, par leur proximité, font dévier le cours du roman jusqu'à ce qu'il s'ensable. On a l'impression d'une longue nuit d'insomnie sous les Tropiques, et d'une rumeur de papillons s'entrechoquant contre la vitre, qui veulent entrer et n'entrent pas... De contes qui s'éloignent et vont se perdre on ne sait où...

« *Je ne souhaite à personne d'avoir du succès* », disait Marquez, en pleine gloire, à son ami Plinio Mendoza : « *On se retrouve un peu comme des alpinistes qui crevent pour atteindre le sommet. Une fois arrivés, que font-ils ? Ils redescendent, ou ils essaient de redescendre discrètement, le plus dignement possible.* » Ne serait-ce que pour les cent trente pages que représentent le premier et le dernier chapitre — les plus proprement romanesques qu'ait écrites l'auteur, et dans les-

quelles on sent bien ce qu'il a toujours affirmé, à la stupefaction générale, qu'il ne serait pas l'écrivain qu'il est s'il n'avait lu à vingt ans Virginia Woolf, — *L'Amour au temps du choléra* est un très beau roman d'amour. Et, sans doute, le plus secrètement autobiographique de l'auteur. A cause de l'amour, justement, de l'amour qu'il voudrait plus fort que le temps et que la mort.

Reste que l'on peut préférer en lui le conteur. Et l'on peut même souhaiter que sa femme, Mercedes, qui a toujours veillé sur son vingt — et à ce que cinq cents feuillets vierges et une rose jaune soient renouvelés jour après jour sur son bureau, — joue le rôle du sultan Schahryâr et ne décrive de sa tâche son conteur oriental qu'au bout de mille et une nuits...

HECTOR BIANCHOTTI

★ L'AMOUR AU TEMPS DU CHOLÉRA, de Gabriel Garcia Marquez, traduit de l'espagnol par Annie Morvan, Grasset, 378 p., 116 F.

## Deux romanciers arabes témoins du malheur

L'Égyptien Youssef Idris et le Tunisien Bechir Khraïef dénoncent la même violence : l'injustice qui frappe les pauvres, et surtout les femmes.

UN homme parle à un cadavre tout en l'habillant, le coiffant. Il l'installe dans sa voiture, continue de s'adresser à lui comme si c'était un passager ordinaire. Il se réjouit d'être seul avec lui pour le dernier voyage. Les rues du Caire sont encombrées. Il fait chaud. Une odeur fétide se dégage du cadavre. La voiture roule, et l'homme au volant parle, gesticule, règle ses comptes. Il dit tout ce qu'il a sur le cœur, sa rage et sa haine. L'odeur est insupportable : elle fait fuir les gens. Même les mouches s'enfuient. L'homme n'en peut plus. Il abandonne le mort dans la voiture au milieu de la route. L'auto sera la tombe et le cimetière.

C'est ainsi qu'un fils a enterré son père. Quel sacrilège ! diraient certains, surtout si ce père était celui de la nation. Cette nouvelle

a été écrite par Youssef Idris en 1960, et des critiques ont cru y reconnaître l'image de Nasser. C'est possible, c'est même sûr. L'écriture prend parfois des détours pour témoigner sur le présent, surtout quand il est politique.

Né en 1927 dans le delta égyptien, Youssef Idris est l'auteur d'une centaine de nouvelles. Les éditions Sindbad viennent d'en publier quatre, remarquablement traduites. Le regard que pose l'écrivain sur sa société est impressionnant. C'est celui d'un scrutateur qui pousse le drame jusqu'au bout, mais jamais vers le dénouement attendu. Ainsi *la Sirène* raconte l'histoire de Hamed, qui surprend sa femme avec un effendi (un notable) dans le lit conjugal. A côté, leur enfant sanglote et s'agrippe aux cheveux de la mère. Vision effroyable qui impose une seule idée : la mort ; pas celle de l'épouse infidèle, mais la sienne propre. Ils sont de la campagne, de braves gens propulsés dans le Caire, qui, comme toutes les grandes villes, regorge de loups. Hamed ne tuera personne, mais quittera tout sans dire un mot.

La femme, qui espérait mourir de ses maux, ne supportera pas le poids de ce silence. Elle disparaîtra dans la foule de la gare centrale. Au fond de la ville va très loin dans la peinture d'une âme très étroite, celle d'un juge célibataire. Il a tout réglé pour parer à l'angoisse, pour conjurer sa peur de l'autre sexe, mais il se fait voler sa montre par une femme du peuple. Toute sa vie, toute sa mécanique, vont être bouleversées. C'est tragique et comique à la fois.

Dans la *Terre des passions brûlées* du Tunisien Bechir Khraïef, la réalité sociale est saisie de même, à travers le malheur. Ce roman tourne autour de trois personnages : Khadija, la mère répudiée ; Aïda, la cousine aimée ; et, au centre, Mekki, jeune homme plein d'espoir qui arrive à Metlaoui, un des cinq centres miniers de phosphate, situé dans le Sud tunisien. Il découvre l'exploitation et la violence de l'injustice. Le personnage le plus fascinant est Aïda. Elle épouse une brute, Hafanoui, un personnage sans scrupule et qui croit que la virilité consiste à dominer et maltraiter la femme. Mekki mourra, victime des machinations de son entourage.

Chronique des années 20, ce roman est celui d'un Maghreb où commencent les luttes syndicales et politiques. Sans se concentrer, les deux auteurs ont traité, sur des modes différents, mais avec la même passion de justice et la même volonté de voir les choses changer, un même problème : à la violence politique infligée aux paysans pauvres et aux prolétaires, vient s'ajouter une plus grande iniquité, celle que l'homme fait subir à la femme arabe et musulmane.

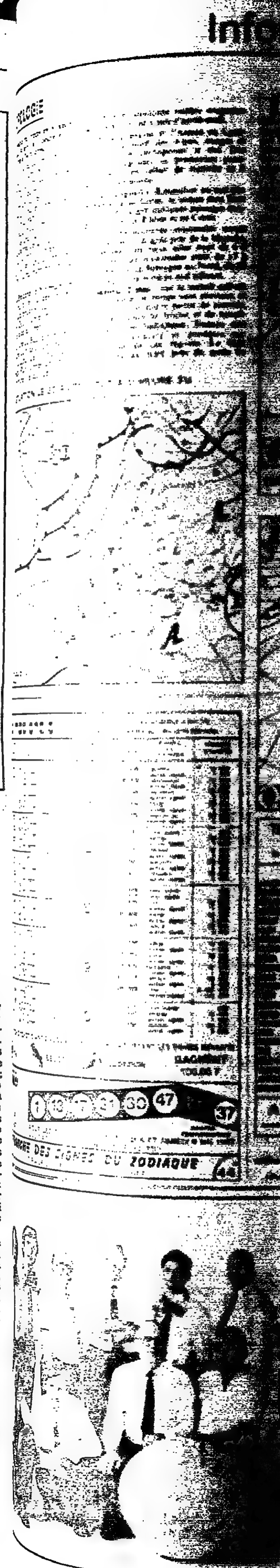
TAHAR BEN JELLOUN

★ LA SIRÈNE ET AUTRES NOUVELLES, de Youssef Idris, traduit de l'arabe par Luc Barbaresco et Philippe Cardinal, Sindbad, 220 p., 98 F.

★ LA TERRE DES PASSIONS BRÛLÉES, de Bechir Khraïef, traduit par Hédi Djebbar et Assia Djebbar, coll. « Lettres arabes », Lattès, 310 p., 98 F.

**STERN**  
GRAVEUR  
Depuis 1840  
CARTES DE VISITE  
INVITATIONS  
la distinction  
d'une gravure traditionnelle  
nouveau département « Sochies »  
pour cartes et papiers à lettres  
de belle qualité  
Atelier : 47, Passage des Panoramas  
PARIS 2<sup>e</sup> Tél. 42.36.94, 41-45.08.86.45

— LA VIE DU LIVRE —  
Les Editions Denoël et la Librairie Compagnie vous invitent à rencontrer  
**JOËL DOR**  
à l'occasion de la parution de son livre  
**Structure et perversions**  
collection L'Espace analytique  
le mardi 5 mai 1987 à 18 h 30  
Le débat sera animé par Hector O'Dwyer Macedo  
Librairie Compagnie, 58, rue des Écoles,  
75005 Paris Tél. 01 45 36 46 36  
**CATALOGUE LIVRES D'OCCASION**  
**BOUQUINERIE MONTBARON**  
B.P. 555  
1, rue R.-Andrieu  
93051 Toulon Cedex









La culture c'est la fleur de l'Europe. Cultivons-la. Une télévision, la Sept, se lance dans cette aventure en rappelant à tous que l'enjeu n'est pas seulement français mais européen. Ce que la Sept pense récolter ? le plaisir bien gagné d'une audience attentive qui a soif de qualité et d'horizons nouveaux. Aujourd'hui le désir de la Sept est la mise en valeur du patrimoine culturel que chacun de nous se doit d'enrichir par la création. En attendant son propre canal de diffusion, la Sept sera pour les journées du 8 Mai, du 8 Juin et du 26 Juillet l'invitée de FR3. Elle s'adressera à chacun d'entre nous en tant

qu'individ  
ce luxe ou  
prendre. U  
devant un  
parce que  
je n'y com  
moment-là  
s'approche  
ment "Par  
vous chinc  
quoi ?" —  
le chinois,  
prend. D'a  
liard de g  
Le petit  
Picasso, il é  
vision lui d  
dame et lui  
ce service



12/12/1987

qu'individualité et nous offrira ce luxe oublié, le bonheur d'apprendre. Un jour une dame passe devant un Picasso et dit bien haut, parce que c'est son droit, "Moi je n'y comprends rien !" — A ce moment-là, un petit monsieur s'approche et demande doucement "Pardon Madame, parlez-vous chinois ?" — "Non, pourquoi ?" — "Parce que, Madame, le chinois, voyez-vous, ça s'apprend. D'ailleurs, il y a un milliard de gens qui le savent !" Le petit monsieur s'appelait Picasso, il était temps qu'une télévision lui donne l'avantage sur la dame et lui rende ce service public. **La Sept**







# Le Monde SANS VISA

## Vishnou dans ses murs neufs

Si la foi soulève des montagnes,  
dans le sud de l'Inde, elle fait encore aujourd'hui s'élever  
les plus belles demeures que l'on puisse offrir aux dieux.  
Ainsi, autour de Madras, le voyageur découvrira-t-il  
des sanctuaires à la pierre et à la peinture encore fraîches.

Par Michèle  
Champenois

**M**URALI, le jeune  
Indien qui veut être  
guide et apprend le  
français en fréquen-  
tant les étrangers, est  
formel. Ce n'est pas une restaura-  
tion, c'est une construction neuve,  
entièrement neuve. Le chantier  
s'achève.

Vous visitez l'Inde du Sud, le  
glorieux Moyen Âge de l'architec-  
ture hindouiste, et, surprise ! à  
Trichy, à 300 kilomètres de  
Madras, la nouvelle porte monu-  
mentale dans la première enceinte  
de Srirangam va être « inaugu-  
rée » dans quelques semaines.  
Derrière l'échafaudage de bam-  
bous, treize étages de briques cou-  
vertes de stuc, mille personnages  
lourdement maquillés, à demi pri-  
sonniers d'une pyramide chamar-  
rée, se dressent à l'entrée sud de  
la ville sainte.

Ce fut d'abord un rêve. Il y a  
huit ans, Ranganatha, le dieu,  
s'adressa au grand prêtre du lieu  
et l'assura qu'il était temps de  
construire une tour « la plus  
haute, la plus belle » — sur le sou-  
bassement laissé en plan par les  
souverains Nayaks, interrompus  
dans leur tâche sacrée par des  
combats franco-britanniques pour  
la maîtrise de l'Inde du Sud-Est.

« Tous ceux qui ont essayé ont  
échoué, mais toi, tu vas réussir »,  
affirma le dieu, raconte Murali.

**Les dieux  
contre le chômage**

Dimanche, le supplément en  
couleurs de l'Hindu, le grand qua-  
ridien de Madras, confirmera  
l'histoire. Le « rêve » est dans le  
journal avec la photo de celui qui  
a mis « son cœur et son âme »  
dans ce projet. « Sa Sainteté Sri-  
mad Azhagrasingar rejoint la  
galerie des Cholas, Pandyas et  
Nayaks, souverains bâtisseurs de  
temples de l'Inde du Sud ». Suit  
un long article illustré qui  
annonce 12 000 tonnes de ciment,  
130 tonnes d'acier, 4 000 camions  
de sable et 8 000 litres de peinture  
(au moins !) sur le même ton qu'il  
rappelle en détail l'histoire de  
Ranganatha, nom que prend Vish-  
nou dans sa représentation de  
« dieu cosmique couché avec sa  
compagne Lakshmi sur les mille  
anneaux du serpent d'éternité  
Ananta ».

Dans cette Inde du Sud que  
l'on dit dravidiennne pour signifier  
qu'elle a simplement résisté à la  
domination moghole et à  
l'influence musulmane et même  
bouddhique (ici, point de Taj  
Mahal, point de stupas bouddhi-  
ques), les temples hindouistes du  
pays Tamoul sont encore  
aujourd'hui un élément actif de la  
vie économique et culturelle, de la  
vie tout court. En témoigne ce  
chantier : le porche colossal aura  
occupé deux cent cinquante  
ouvriers et, en qualité de « gopi-  
ram le plus haut de l'Inde », attirera  
des milliers de pèlerins  
indiens, touristes de l'intérieur,  
plus nombreux, bien plus attentifs  
que les voyageurs venus d'Occi-  
dent qui fréquentent depuis peu  
d'années ces régions.

Inspiration divine ou esprit  
d'entreprise, le grand prêtre n'a  
pas manqué d'ajouter deux étages  
(« Un pour le dieu, un autre pour  
le monde ») aux onze que lui  
prescrivait les calculs des ingé-  
nieurs après avoir ausculté le sou-  
bassement laissé par les souve-  
rains Nayaks et avoir retrouvé des  
fondations en grès à 10 mètres  
de profondeur. Il n'a pas omis non  
plus de prévoir une galerie acces-  
sible pour qu'enfin on puisse jouir  
du panorama.

Négocier avec la maréchaussée  
n'est pas chose aisée, en Inde.  
Argumenter n'est rien, il faut  
savoir interpréter la réponse.  
Notre gendarme dodeline du chef  
avec un air de « je ne sais pas, je  
vais voir » qui veut toujours, ici,  
dire oui, mais auquel on ne  
s'accoutume guère. Puisque c'est  
oui, montons ! Escalier sombre,  
très raide. Premier étage vaste,  
vide, immaculé. Au centre, un  
passage a été ménagé dans les pla-  
fonds ainsi que cela a toujours été  
fait dans ces constructions pour  
porter les matériaux jusqu'au  
sommet par le plus court chemin.

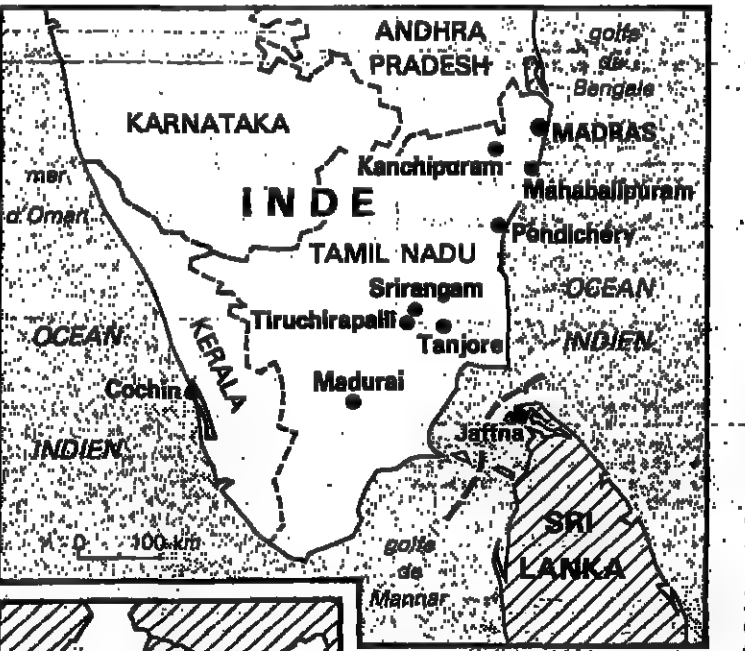
L'édifice est pyramidal. Les  
étages sont en retrait les uns par  
rapport aux autres, de moins en  
moins larges, de moins en moins  
hauts, et les fenêtres ouvertes  
dans l'axe de la rue respectent la

même homothétie. Vu d'en bas,  
l'effet optique est curieux. Ces  
édifices, que l'on trouve plus ou  
moins hauts à Madurai, à Madras  
ou à Kanchipuram, ornés de per-  
sonnages colorés ou, plus sobre-  
ment, d'un relief géométrique  
taillé dans le grès, échappent au  
regard. Les lignes fuient exagère-  
ment, estompent le volume sou-  
vent monumental — 30 mètres de  
haut, 45, 60 mètres, plus parfois.

Mais vues de loin, ces tours  
jouent leur rôle de signal, de  
repère. D'autant plus utile que la

même homothétie. Vu d'en bas,  
l'effet optique est curieux. Ces  
édifices, que l'on trouve plus ou  
moins hauts à Madurai, à Madras  
ou à Kanchipuram, ornés de per-  
sonnages colorés ou, plus sobre-  
ment, d'un relief géométrique  
taillé dans le grès, échappent au  
regard. Les lignes fuient exagère-  
ment, estompent le volume sou-  
vent monumental — 30 mètres de  
haut, 45, 60 mètres, plus parfois.

Mais vues de loin, ces tours  
jouent leur rôle de signal, de  
repère. D'autant plus utile que la



ville-temple est plus vaste, appa-  
remment labyrinthique. On le voit  
bien à Srirangam, la plus étendue  
d'entre elles, où sept rues concen-  
triques dessinent autour du sanc-  
tuaire proprement dit, inaccessible  
au commun, surmonté d'un  
bulbe d'or, une ville rectangulaire  
strictement orientée selon les qua-  
tre points cardinaux.

De notre position élevée, nous  
découvrons le plan de la ville, les  
vingt et un gopurams qui émergent  
des cocotiers, les bulbes scintil-  
lants qui protègent les divinités  
cachées dans le profond des  
cryptes.

**Le temple  
s'est fait ville**

Le temple hindouiste n'est pas  
édifié pour l'œil humain. Autant  
le gothique porte à l'élévation,  
veut emporter l'âme vers Dieu,  
autant les staphati, prêtres-  
architectes qui ont dressé ces  
pierres selon le tracé indiqué par  
les astrologues et les livres sacrés,  
ont voulu d'abord offrir une  
demeure aux divinités.

Si ces bâtisseurs n'ignoraient pas  
la volée, comme le fait remarquer  
Pierre Amado, indianiste distin-  
gué, ils ne l'emploieraient guère, édi-  
fiant d'immenses salles hypostyles  
au toit plat soutenu par des forêts  
de colonnes rostrales, sculptées,  
rigides. Le ciel, carré parfait, des-  
cend sur la terre, cercle, et,

s'imprime sur elle. La religion est  
chimérique.

Certains temples à Madurai, à  
Madras, sembleront une ville. Ici,  
le temple s'est fait ville ; il s'  
adapte que ses rues les plus exté-  
rieures vivent la vie ordinaire des  
villes : échoppes, éventailes,  
cafés, coiffeurs, et le troupeau  
mécanique qui obéit, là comme  
ailleurs en Inde, à la loi du plus  
brilliant : l'autocar a le pas sur la  
voiture qui en remontre au  
scooter-poussoir (rickshaw) qui  
fait céder la bicyclette qui écarte  
le piéton.

Mais seuls les pèlerins franchiront  
la quatrième enceinte, dans  
l'odeur des guirlandes de jasmin  
fraîchement nouées qui orneront  
les chignons des femmes, dès le  
matin, on seront offertes aux divi-  
nités. Fleurs orange, fleurs blan-  
ches, en grappes sur les cheveux  
noirs comme s'il manquait encore  
quelque chose à la silhouette  
indienne, à l'harmonie du geste,  
au port souple et ferme, le vrai  
secret du sari qui ne tient que par  
la grâce.

On entre. C'est la fin du jour.  
Des femmes bavardent à l'ombre  
des colonnes. Là, dans un coin,  
des prêtres partagent la recette  
quotidienne : ils sont deux cent  
cinquante dans cet important  
sanctuaire, nous dit-on, et habi-  
tent pour la plupart en famille,  
dans les rues voisines. Les  
offrandes déposées dans les trones  
sont destinées au temple ; celles  
qui leur sont remises directement  
sont distribuées entre eux. Au  
fond de la cella, où réside l'effigie  
du dieu et où n'entre pas le non-  
hindou, on distingue par la porte  
ouverte une énorme pendule digi-  
tale, rouge sur noir. On verra la  
même plus tard à Madras, suspen-  
due bien en vue, dans la cathé-  
drale Saint-Thomas. Heures  
pieuses, magie du progrès.

Roulements de tambour, une  
procession se prépare. Une statue  
portée à épaules d'hommes, sur  
un palanquin, va faire, à la tom-  
bée du jour, le tour de l'enceinte  
sacrée. Mais le temple est si vaste  
qu'il recèle des lieux d'ambiance  
extrêmement différents. Près de  
la porte est, une salle des mille  
colonnes (il y en a une cent  
soixante et lors des grandes fêtes  
on poste quarante fûts de coco-  
tiers sur l'esplanade pour faire le  
compte), sert actuellement de gre-  
nier à grain.

Mais on pourrait aussi déchif-  
frer dans la pierre blonde le livre  
d'images sculptées sur les piliers  
du mandapa, les dix avatars de  
Vishnou (divers animaux, un  
nain, Rama, le dieu-roi, héros de  
la fameuse épopée du Ramayana,  
Krishna, le dieu à la flûte qui

charme les bergères) ; on repère  
facilement les plus vénérés,  
Krishna le sucré, en particulier, à  
ce qu'ils brillent d'un noir gras à  
force d'être touchés par les fidèles  
qui leur offrent l'huile et le feu,  
ou les habillent comme une pou-  
pée.

Au fond, vers le nord, tout est  
calme autour du grand bassin  
rituel encadré de grès blond et  
d'un mur peint à la Buren, rouge  
le sacré, blanc la pureté, en alter-  
nance.

**Le soleil  
et le voyageur**

Le ciel pâlit tandis que monte  
la son des trompes. Le cortège est  
prêt. Le dieu va prendre l'air, et  
certains parmi les plus dévots de  
ses servants à plein temps se pro-  
sterment de tout leur long sur le sol.  
La foule est dense, la marche  
lente. Bientôt, il fera nuit contre  
l'éclat des torches.

C'est une sorte de semaine  
sainte, onze jours de procession  
avant une fête de l'eau. Demain,  
au petit matin, nous verrons les  
femmes dessiner à nouveau sur la  
terre battue de la rue, balayée,  
rafraîchie à l'eau, ces grandes  
figures géométriques tracées avec  
une poudre blanche, entre deux  
doigts habiles comme un pinceau,  
que la procession foulera et effa-  
cera. Signe d'accueil ? Signe de  
piété ? Délicate façon en tout cas  
d'appartenir à la rue, à sa ville.

Que l'on voyage seul ou pas, il  
est bon d'adopter un horaire qui

tienne compte du soleil, de la  
lumière et des usages.

Demeure du dieu où le servent  
des officiants dont c'est la desti-  
née (brahmanes en principe) et la  
seule tâche (liée à celle d'appren-  
dre et d'enseigner), le temple  
n'est pas forcément un lieu de ras-  
semblement des fidèles. Chacun  
sert Dieu où il lui plaît, chez lui  
ou « dans son cœur ». Mais il est  
tout de même très fréquenté et  
plutôt le soir et le matin, au lever  
et à la tombée du jour. Par  
chance, c'est aussi à ces moments-  
là que la lumière est la plus belle,  
et la chaleur acceptable.

Il convient donc de se lever tôt.  
Et même très tôt pour devancer le  
soleil, par exemple, à Mahaballi-  
puram. On prendra de court par  
la même occasion les malheureux  
traqueurs de touristes peu nom-  
breux mais très déterminés dans  
ce village de cinq mille habitants  
qui fut aux septième et huitième  
siècles le port d'où la dynastie  
Pallava exporta son art et sa reli-  
gion vers l'Indonésie, le Cam-  
bodge et l'Annam.

Tôt le matin donc, en même  
temps que les pèlerins locaux  
venus de Madras en autocar et en  
famille, voir le soleil surgir der-  
rière la flèche de granit d'un des  
plus anciens et des plus émou-  
vants édifices religieux du pays  
tamoul. Érodé par les mousses et  
l'océan, sobre de ligne et  
d'échelle, il évoque une sorte de  
calvaire breton, n'était dans  
l'ombre ce Vishnou couché face à  
l'océan qu'une digue de forts  
rochers tient en respect.

(Lire la suite page 29.)



A 300 kilomètres de Madras, dans le sanctuaire hindouiste de Srirangam, dédié à Vishnou, la nouvelle porte monumentale ornée sur toute sa hauteur de sculptures peintes.

### EN MAI, C'EST DÉJÀ L'ÉTÉ EN TURQUIE

A 3 heures de vol de Paris, **EDEN** vous  
offre la mer, le soleil, l'histoire, le far niente, sur  
la côte égéenne à des tarifs exceptionnels !

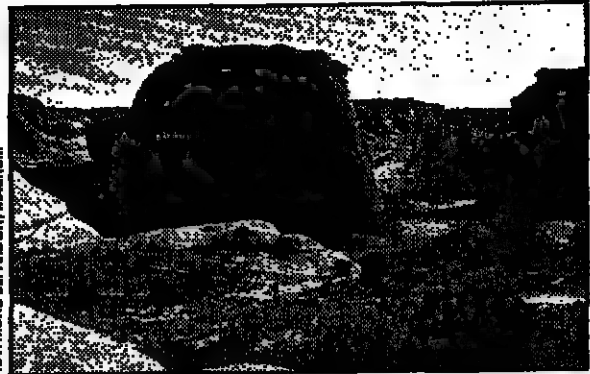
- Départs tous les dimanches vol direct AIR  
CHARTER PARIS/IZMIR. Encore quelques  
places pour les départs du 10 mai, 17 mai,  
24 mai : 1600 F A/R.
- Croisière en goélette sur la côte « turquoise »,  
une semaine en pension complète : 2190 F  
(port/port).
- Séjour seul au club EFEM, une semaine en  
demi-pension : 880 F.
- Circuit culturel : Trésors d'Anatolie, une  
semaine en pension complète : 3700 F (avion  
inclus).

Attention : Nombre de places limité à ces tarifs promotionnels.

**EDEN** 11, rue Molière, 75001 PARIS. Tél. 42-66-88-118  
et le catalogue dans toutes les agences de voyages.



# ESCALES



## Un minibus dans les Rocheuses

Certainement, il s'agit là d'une formule astucieuse qu'a mise au point Nouveau Monde (8, rue Mabilton, 75006 Paris, tél. : 43-29-40-40) en offrant à sa jeune clientèle la découverte de grands territoires avec pour bateau amiral, cambuse, infirmerie et camp de repli, un minibus.

« Ce minibus, note la brochure, qui se faufile partout, vous mène où vous voulez et s'arrête quand vous le désirez. » Groupes d'une dizaine de personnes, un accompagnateur originaire du pays, un maximum de 20 kilos de bagages, une tente pour la nuit, et le tour est joué.

Rapporté, une virée aux Etats-Unis d'une vingtaine de jours dans les Rocheuses pour environ 5 000 francs. Cagnotte repas, 30 dollars par personne et par semaine.

A charge pour le voyageur de rallier Seattle. Les tarifs chertiers sont dans le catalogue. Premier départ le 6 juin.

## Rome Paul et Pierre

Quatre jours pour découvrir la Rome des premiers chrétiens. « Comprendre quand et comment ont été fondées les communautés, répondre correctement aux problèmes des persécutions, voilà quel est notre but », peuvent dire les responsables de l'Association culturelle Clio-Les amis de l'histoire (10, rue de la Procession, 75016 Paris, tél. : 47-34-36-63) qui organise du 27 mai au 1<sup>er</sup> juin ce voyage sur les traces de Jean, de Paul et de Pierre. 3 155 F, supplément chambre individuelle 400 F.

Notons qu'à la même date l'association propose un déplacement à Pérouse et à Assise, cette fois sur les pas de saint François.

## Galop hongrois

Une chevasuchée à travers la grande plaine hongroise ? Pourquoi pas ? Neuf itinéraires sont inscrits au catalogue Hunteurs de l'ibex (27, rue du Quatre-

Septembre, 75002 Paris, tél. : 47-42-50-25). L'agence officielle de tourisme pour la Hongrie. La monture : des demi-sang hongrois au tempérament vif et résistant. Le lieu de la chevasuchée : au choix la grande plaine, la courbe du Danube, le massif central septentrional ou les environs du lac Balaton. La saison : d'avril à octobre.

Un circuit de dix jours compte six jours de chevasuchée ; un circuit de quinze jours en compte onze, pour 8 à 14 participants accompagnés d'un guide et d'un spécialiste hippique. Si l'on ne monte pas à cheval, on peut suivre le groupe en car ou en calèche. Circuit de dix jours : 5 415 F pour le cavalier, 4 070 F pour le non-cavalier. Circuit « Grande Hongrie » (quatorze jours, treize nuits) : 9 100 F (6 250 F pour le non-cavalier). Ces prix comprennent la pension complète, la chevasuchée, les transferts et tous les frais sauf les boissons. Ils ne comportent pas les vols jusqu'à Budapest.

## Mozart des sables

Original et... cher : ce n'est pas Akla à Louxor, c'est Mozart dans les sables du Sahara. Ni mise en scène ni foules ; la vie, le silence. Le désert pour la musique, la musique pour le désert. Pour quelques privilégiés.

L'échappée dure cinq jours en octobre. 1<sup>er</sup> jour : vol Paris-Alger-Tamanrasset. 2<sup>e</sup> jour : tôt le matin, direction plein sud, pour les Tassili Hoggar, 250 kilomètres de pistes. Bivouac,

thé de bienvenue, le concert est à 20 heures : Krommer, Mozart, Haydn, Beethoven. Nuit à la belle étoile. 3<sup>e</sup> jour : en Jeep, fugue dans le désert. A 16 heures : Mozart, Schubert. Retour au bivouac, deuxième nuit à la belle étoile. 4<sup>e</sup> jour : retour à Tamanrasset. 5<sup>e</sup> jour : vol vers Paris.

Pour ce voyage exceptionnel, le nourriture sera variée, mais le confort spartiate, et le bagage doit être léger : les joies attendues sont d'un autre ordre. L'octeur d'instruments à vent Maurice Bourgue, accompagné d'une contrebasse, fera sonner cette harmonie musicale, musique pour petits ensembles, très en cour à la fin du dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième.

« Méloade », une équipe de passionnés de désert et de musique, a préparé, avec la FNAC et Explorator (16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-66-86-24), ce voyage qui coûtera 8 300 F + 2,5 % d'assurances. Du dimanche 11 au jeudi 15 octobre, quand les conditions climatiques sont les plus propices pour les concerts.



## Train d'ouest train d'est

Traverser le Canada, il y a un train pour ça, le Transcanadien justement que le tourisme SNCF (renseignements au 45-63-05-81 ; réservations dans les bureaux de tourisme SNCF) a mis au programme de son catalogue Voyages et vacances dans le sens Vancouver-Montréal avec extension notamment à New-York et à Boston.

Le trajet ferroviaire n'est pas accompli dans son entier mais présente l'essentiel de ce qui mérite d'être vu sur ce long parcours. Dates de départ : 10 mai, 20 juin, 25 juillet, 15 août, 19 septembre, 10 octobre. Prix par personne — durée dix-huit jours — 25 650 francs en demi-pension.

Si l'on préfère partir sur les voies ferrées de l'Est, la SNCF — toujours elle — et son bureau de tourisme ont dans leur catalogue un Transsibérien, de l'Oural au Baïkal (30 000 kilomètres) pour la somme d'environ 10 000 F. Durée quatorze jours.



## Canoe Charente

Ni calmar ni anémone : les rivières du Poitou-Charente. Trois circuits sont proposés aux amateurs de vadrouille en eaux proches : la Gartempe (5 jours, 1 150 F), avec initiation ou perfectionnement au canoë ou au kayak sur une rivière où se disputent de nombreuses compétitions internationales ; la Charente (6 jours, 1 050 F), ou les délices des randonnées pour débutants (savoir nager) ; le Marais poitevin enfin (9 jours, 1 250 F), avec toutes les subtilités de la navigation à travers les cultures maraîchères, les canaux et les polders.

Maison Poitou-Charente, 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris ; tél. : 42-96-01-88.

## Week-ends en politique

Plus rien n'échappe aux voyages, même pas la politique. La Fondation pour la démocratie (c/o le Monde sans

visa) du 20 février) vient d'entamer son cycle de « week-ends politico-culturels » pour l'année 1987. Après la Roumanie, voici du 8 au 11 mai, sur fond de Grand Canal et de palais des Doges, trois jours à Venise pour tout savoir sur la démocratie italienne au Moyen Âge. Hôtes de conférences de Jean Baechler, directeur de recherches au CNRS. Prix : 4 200 F.

Au programme de la fondation, que dirige Guy Lardynat, on notera : Athènes et l'Asie (28-31 mai) ; le problème basque (8 au 11 juin) ; Berlin Ouest et Est (3 au 5 juillet) ; Irlande du Nord (week-end du 14 juillet) ; Edimbourg et l'Ecosse (week-end du 18 août). Les prix s'entendent en pension complète, les responsables de l'organisme citi faisant appel pour le transport par avion — au départ de Paris — et l'hébergement aux services d'agences de voyages licenciées. Programme plus détaillé sur demande. Fondation pour la démocratie, 106, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. : 47-53-04-04.

# RENCONTRE

## Notre agent en cas de pépin

□ Comment est née l'Association professionnelle de solidarité des agences de voyages (APS) ?

— En 1975, les pouvoirs publics et les professionnels ont voulu garantir l'argent déposé par les clients, en cas de défaillance financière d'une agence. La loi du 17 juillet 1975 prévoit donc cet organisme de garantie collective. C'est la caisse de garantie des agents de voyages qui y adhèrent.

□ Vos adhérents sont des agences de voyages mais il y a plusieurs types d'agences.

— La licence d'agent de voyages, délivrée par l'administration, recouvre, en effet, trois types d'activité : les producteurs, qui fabriquent des voyages qu'ils vendent, éventuellement, vendre directement ; les distributeurs de produits touristiques ; et les agences spécialisées dans le « réceptif », c'est-à-dire dans

l'accueil de visiteurs étrangers. Une même agence peut faire les trois choses mais la tendance est à la spécialisation.

□ Tout le monde peut ouvrir une agence ?

— A condition de satisfaire aux obligations réglementaires qui conditionnent l'obtention d'une licence pour les agences, ou d'un agrément pour les associations : aptitude professionnelle, assurance de responsabilité civile professionnelle et locaux appropriés. A quoi s'ajoute une garantie financière sous forme de caution. D'un minimum de 350 000 francs, son montant est proportionnel au chiffre d'affaires de l'agence.

□ La garantie financière peut être fournie par une banque ou par l'APS. Quelle est la différence ?

— Emanation des professionnels, l'APS privilégie l'exécution

Patron de l'Association professionnelle de solidarité des agences de voyages, Olivier Delaire affirme que l'on peut aujourd'hui s'en aller loin et sans crainte.

des prestations plutôt que le simple remboursement. Pour ce faire, elle se substitue à l'entreprise financièrement défaillante, même si cela l'oblige à dépasser le montant de ses engagements. L'objectif, c'est que les clients partent en vacances comme si rien ne s'était passé.

□ Autrement dit, les meilleurs paient les pots cassés par les plus mauvais ?

— Pour qu'il y ait davantage de clients, il faut qu'ils aient confiance en nous. Ainsi, la protection légitime du public coïncide avec l'intérêt bien compris de l'ensemble de la profession.

□ Vous intervenez souvent ?

— Depuis 1975, l'APS a pris en charge et assuré l'exécution des voyages de plus de 15 000 personnes. L'an dernier, nous en avons aidé environ 1 400. Par rapport aux 2,5 millions de vacanciers qui utilisent les agences, ce n'est pas énorme.

□ Avez-vous dépensé les clients du Point-Multis ?

— Non, pas du tout, car il ne s'agissait pas d'un adhérent de l'APS. De plus, c'est une association avec laquelle nous avons toujours été en bagarre, car elle fait de la publicité grand public alors qu'elle n'en a pas le droit. Les associations ne doivent s'adresser qu'à leurs adhérents.

□ Pas d'union sacrée dans ce secteur ?

— Pas vraiment. Ce qui ne veut pas dire que nous sommes systématiquement hostiles à certaines associations ; il faut qu'elles jouent le jeu, comme celles qui sont regroupées au sein de l'Union nationale des associations de tourisme. Ce que nous n'acceptons pas, ce sont les

fausses associations qui, sans agrément de la préfecture, organisent et vendent des voyages, ce qui n'est pas leur rôle.

□ Le fameux paracommercialisme, bête noire des agences ?

— On ne peut accepter que n'importe qui fasse, du jour au lendemain, des brochures, de la pub, et sorte de son champ d'activité normal. A moins d'être réglementé comme nous. Sinon, il y a concurrence déloyale.

□ Y a-t-il laxisme des pouvoirs publics ?

— Le paracommercialisme associatif est véritablement une plaie. Mais, en France, personne n'ose attaquer une association. Il faudra bien un jour à l'autre on reconnaisse qu'une association n'est pas là pour gagner de l'argent.

□ Pour ce qui est de pallier les défaillances de vos adhérents, disposez-vous de moyens importants ?

— De quoi faire face largement, aux sinistres qui interviennent, à hauteur de 2 millions de francs par an, ce qui correspond, à peu près, aux cotisations de nos adhérents.

□ Vous regroupez environ 75 % des agences licenciées. Comment expliquer la démarche des autres ?

— D'abord il y a des individualistes. Ensuite de grosses sociétés qui ne veulent pas payer pour les autres. Par exemple, deux des plus importants distributeurs français : Havas et Wagons-Lits. Je n'ai pas bien compris leur départ. Je le regrette et ne demande qu'une chose : qu'ils reviennent.

□ Mais peut-on être un bon « pro » sans adhérer à l'APS ?

— Absolument, mais, pour la garantie du client, l'APS apporte plus que la simple caution bancaire. Quand je conseille de bien vérifier, avant d'entrer dans une agence, la présence du sigle « APS », cela ne signifie pas que les non-adhérents sont des mauvais. Mais cette garantie, je voudrais qu'elle soit celle de toute la profession. Certes, nous avons un petit côté gendarme, mais nous voulons écarter les mauvais et rassembler les meilleurs.

□ Vous êtes une sorte de conseil de l'ordre ?

— Non, ce mot me déplaît. Nous voulons aider les agences à avoir une situation financière saine. Mais nous sommes pour la liberté d'entreprendre. Cette profession doit être ouverte.

□ Reste que 10 % seulement des vacanciers français

passent par une agence. C'est un peu faible.

— Les acheteurs de voyages à forfait sont 2,5 millions. Sur 30 millions de vacanciers, c'est peu. Mais plusieurs facteurs expliquent cette situation. Notre pays est celui où l'on compte le plus grand nombre de résidences secondaires. Nous sommes entourés de destinations accessibles en voiture. Enfin, il ne faut pas oublier l'importance de la billetterie dans les agences. Si on en tient compte, le tableau change. Ainsi les agences représentent 80 % du chiffre d'affaires d'Air Inter, 70 % de celui d'Air France et 25 % de celui de la SNCF.

Propos recueillis par PATRICK FRANÇES.

\* APS : 6, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris, tél. : 42-67-20.

**CHARTER CHIC**

**PARIS NEW YORK**

**1950 F**  
Aller simple

**1950 F**  
Aller retour

**COUNCIL**  
Travel Service

31, rue Saint-Augustin 75002 Paris  
Tél. 42 66 20 87

## Le Salon du tourisme à la Foire de Paris

Le 10<sup>e</sup> Salon du tourisme et des vacances se tiendra du 30 avril au 10 mai, dans le cadre de la Foire internationale de Paris. Répartis en trois grands secteurs d'activités (dont un village des voyages, rassemblant 45 professionnels), 500 exposants offriront un panorama du tourisme en France et à l'étranger.

En vedette, cette année, la montagne d'été avec, présumées au Salon, 50 stations qui joueront, outre la carte de la neige, celle de la randonnée, des stages sportifs ou des activités culturelles. Et le Bassin méditerranéen avec quatre régions françaises (Corse, Languedoc-Roussillon, Provence Alpes-Côte d'Azur, Riviera-Côte d'Azur) et neuf pays : Chypre, Egypte, Espagne, Grèce, Israël, Italie, Malte, Tunisie et Turquie.

Outre ces derniers, 21 offices de tourisme étran-

gers seront également présents. Une présence qui complètera l'exposition des nations étrangères, également dans le bâtiment 1 et où 26 pays présenteront leurs ressources économiques, touristiques et artisanales. Avec, en vedette, cette année : la Chine et le Maroc.

Situé dans le bâtiment 1 du parc des Expositions de la Porte de Versailles, le Salon du tourisme sera ouvert tous les jours, du jeudi 30 avril au dimanche 10 mai, de 10 h à 19 h, et en nocturne jusqu'à 22 h les vendredis 1<sup>er</sup> mai, mardi 5 mai et vendredi 8 mai. Prix d'entrée : 25 F. Enfants de sept à quatorze ans : 15 F.

# ishnou dans

Le monde sans visa

Tout est allé pour le mieux dans le meilleur des mondes sans visa.

Le monde sans visa est une association qui a pour but de faciliter les déplacements des Français à l'étranger. Elle organise des voyages et des séjours dans des pays où il n'est pas nécessaire d'avoir un visa.

Le monde sans visa est une association qui a pour but de faciliter les déplacements des Français à l'étranger. Elle organise des voyages et des séjours dans des pays où il n'est pas nécessaire d'avoir un visa.

# Le Guru

Le monde sans visa

Le monde sans visa est une association qui a pour but de faciliter les déplacements des Français à l'étranger. Elle organise des voyages et des séjours dans des pays où il n'est pas nécessaire d'avoir un visa.

Le monde sans visa est une association qui a pour but de faciliter les déplacements des Français à l'étranger. Elle organise des voyages et des séjours dans des pays où il n'est pas nécessaire d'avoir un visa.

# LA TAI

Tendre comme

Le monde sans visa

Le monde sans visa est une association qui a pour but de faciliter les déplacements des Français à l'étranger. Elle organise des voyages et des séjours dans des pays où il n'est pas nécessaire d'avoir un visa.

Le monde sans visa est une association qui a pour but de faciliter les déplacements des Français à l'étranger. Elle organise des voyages et des séjours dans des pays où il n'est pas nécessaire d'avoir un visa.







# JEUX

## échecs

N° 1226

### UNE RECETTE DE KARPOV

(Tournoi zonal de Varsovie, 1987)

Blancs : FRANK

Noirs : PRITER

Débutant élite, Système de Miron.

1. d4 Cx6 31. Td7 (a) Td4  
2. e4 d5 32. Fd3 Dc3  
3. Cc3 d4 33. Dxc3 Txc3  
4. Cc3 d4 34. Txc3 (b) Td4  
5. d5 d4 35. a5 Td5  
6. Fd3 d4 36. a6 Cx6  
7. Fxc4 d5 37. fxc3 Txc3  
8. Fd3 d5 38. Td6 (g) Txc3  
9. d4 d5 39. a7 Td6  
10. d5 (a) Cx6 40. Td7 Td5  
11. Cc3 (b) Cx6 (c) 41. Td7 Td5  
12. Cc3 d5 42. Td7 Td5  
13. Fd3 (d) Fd7 43. Fd3 Td5  
14. Cc3 (e) d5 44. Td7 Td5  
15. Fd3 d5 45. Td7 Td5  
16. Cc3 (f) d5 46. Td7 Td5  
17. d4 (g) d5 47. Td7 Td5  
18. d4 (h) d5 48. Td7 Td5  
19. Fd3 d5 49. Td7 Td5  
20. Fd3 d5 50. Td7 Td5  
21. Fd3 (i) d5 51. Td7 Td5  
22. Fd3 d5 52. Td7 Td5  
23. Fd3 d5 53. Td7 Td5  
24. Fd3 d5 54. Td7 Td5  
25. Fd3 d5 55. Td7 Td5  
26. Fd3 d5 56. Td7 Td5  
27. Fd3 d5 57. Td7 Td5  
28. Fd3 (a) d5 58. Td7 Td5  
29. Fd3 d5 59. Td7 Td5  
30. Fd3 d5 60. Td7 Td5

NOTES  
a) Ou bien 10. d5 (« attaque Reynolds »), g4; 11. dxc6, fxc6; 12. Fd2, Dg7; 13. 0-0, Fd7; 14. Dd2, Fd6; 15. Cg5, Cc5; 16. f4, e5; 17. a4, b4; 18. Cc5, Cxd5; 19. exd5, 0-0-0; 20. Dxc4, exf4 avec égalité (Tukalo-Dolmatov, France, 1979) ou 11. Fd3, Cc5; 21. Fd4, Dd5; 22. Fg7, Td7; 23. Td8+, C68; 24. Fd6, g6 avec un milieu de partie compliqué. Le roque est ici une nouveauté préparée par l'équipe de Karpov avant le troisième match contre Kasparov.

b) La variante à la mode, selon une idée ancienne de Smyslov qui éviscérait les Noirs d'affaiblir leur aile - R. La variante principale consiste en 11... axb5; 12. exf6, Db6; 13. fxc7, Fxc7; 14. 0-0 on 14. Dd2.  
c) La continuation de Stahlberg (13. Dg7) est préférée au coup de texte mais, après 13. Dg7, Fd4+; 14. Rf2, Td6; 15. Fg5, Fd7 on 15. Dg5, Dd4, la plupart des analystes aboutissent à des jeux égaux. 13. 0-0 ne paraît pas moins bon; 13... Dd5; 14. Dd2, Fd6; 15. Fg5, Fd7; 16. f4 ou encore 15. f4, Fd6; 16. Fd2, 0-0; 17. Td3, Fd7; 18. Td3, Txc2; 19. Txd2, Dxd2; 20. Cg7 et les Blancs prennent l'initiative (Cf. Smyslov-Ribbi, Dubaï, 1986).  
d) Une idée de Smyslov. Après 16. Cx6+, gxc6; 17. Dd3, Td8; 18. Dxf6, Tg8; 19. Df3, Fd4; 20. Td1, Tg8 les Noirs ont un réel contre-jeu. Aussi préfère-t-on la suite 17. Dd2 qui donne des chances égales: 17... Dxd2+; 18. Rxd2, Rf7; 19. Td3-b1, Tg8; 20. g3, Td4 (Schmidt-Trifunovic, 1961).  
e) Offrant le plus h2 pour pouvoir roquer.  
f) A Bugojno, en 1984, la partie Smyslov-Torres se poursuivait par 18. Td1, Dd2; 19. 0-0, h6; 20. Td4, Td8; 21. Fd4, Dd5; 22. Fg7, Td7; 23. Td8+, C68; 24. Fd6, g6 avec un milieu de partie compliqué. Le roque est ici une nouveauté préparée par l'équipe de Karpov avant le troisième match contre Kasparov.

g) La rencontre Vaganian-Kucynsky de Dubaï, 1986, donna lieu au beau combat suivant: 18... Cd5; 19. Td1, Dd5; 20. Td7, Dd3; 21. Dd5, Dg8; 22. Dd5, h6; 23. Td8+, Rf7; 24. Fd4+, Cxb4; 25. Dc5+, Rf6; 26. Dxd4+, Rf7; 27. Dxc4+, Rf6; 28. Dc3+, Rf7; 29. Dd3+, Rf6; 30. Df3+, abandon. Une superbe manœuvre de la D blanche. On s'en souvient: 19. Df3, Dd7; 20. Td1, Cb6; 21. Fd4 (d 19. Dd3, 18; 20. Fd4, Dc3; 21. Dd5; 22. Dd5; 23. Dxd4, Td8; 24. Td5; 25. Dd5; 26. Dxd4, Td8; 27. Dd5; 28. Dxd4, Td8; 29. Dd5; 30. Df3, Dd7; 31. Dd5; 32. Dxd4, Td8; 33. Dd5; 34. Dxd4, Td8; 35. Dd5; 36. Dxd4, Td8; 37. Dd5; 38. Dxd4, Td8; 39. Dd5; 40. Dxd4, Td8; 41. Dd5; 42. Dxd4, Td8; 43. Dd5; 44. Dxd4, Td8; 45. Dd5; 46. Dxd4, Td8; 47. Dd5; 48. Dxd4, Td8; 49. Dd5; 50. Dxd4, Td8; 51. Dd5; 52. Dxd4, Td8; 53. Dd5; 54. Dxd4, Td8; 55. Dd5; 56. Dxd4, Td8; 57. Dd5; 58. Dxd4, Td8; 59. Dd5; 60. Dxd4, Td8; 61. Dd5; 62. Dxd4, Td8; 63. Dd5; 64. Dxd4, Td8; 65. Dd5; 66. Dxd4, Td8; 67. Dd5; 68. Dxd4, Td8; 69. Dd5; 70. Dxd4, Td8; 71. Dd5; 72. Dxd4, Td8; 73. Dd5; 74. Dxd4, Td8; 75. Dd5; 76. Dxd4, Td8; 77. Dd5; 78. Dxd4, Td8; 79. Dd5; 80. Dxd4, Td8; 81. Dd5; 82. Dxd4, Td8; 83. Dd5; 84. Dxd4, Td8; 85. Dd5; 86. Dxd4, Td8; 87. Dd5; 88. Dxd4, Td8; 89. Dd5; 90. Dxd4, Td8; 91. Dd5; 92. Dxd4, Td8; 93. Dd5; 94. Dxd4, Td8; 95. Dd5; 96. Dxd4, Td8; 97. Dd5; 98. Dxd4, Td8; 99. Dd5; 100. Dxd4, Td8; 101. Dd5; 102. Dxd4, Td8; 103. Dd5; 104. Dxd4, Td8; 105. Dd5; 106. Dxd4, Td8; 107. Dd5; 108. Dxd4, Td8; 109. Dd5; 110. Dxd4, Td8; 111. Dd5; 112. Dxd4, Td8; 113. Dd5; 114. Dxd4, Td8; 115. Dd5; 116. Dxd4, Td8; 117. Dd5; 118. Dxd4, Td8; 119. Dd5; 120. Dxd4, Td8; 121. Dd5; 122. Dxd4, Td8; 123. Dd5; 124. Dxd4, Td8; 125. Dd5; 126. Dxd4, Td8; 127. Dd5; 128. Dxd4, Td8; 129. Dd5; 130. Dxd4, Td8; 131. Dd5; 132. Dxd4, Td8; 133. Dd5; 134. Dxd4, Td8; 135. Dd5; 136. Dxd4, Td8; 137. Dd5; 138. Dxd4, Td8; 139. Dd5; 140. Dxd4, Td8; 141. Dd5; 142. Dxd4, Td8; 143. Dd5; 144. Dxd4, Td8; 145. Dd5; 146. Dxd4, Td8; 147. Dd5; 148. Dxd4, Td8; 149. Dd5; 150. Dxd4, Td8; 151. Dd5; 152. Dxd4, Td8; 153. Dd5; 154. Dxd4, Td8; 155. Dd5; 156. Dxd4, Td8; 157. Dd5; 158. Dxd4, Td8; 159. Dd5; 160. Dxd4, Td8; 161. Dd5; 162. Dxd4, Td8; 163. Dd5; 164. Dxd4, Td8; 165. Dd5; 166. Dxd4, Td8; 167. Dd5; 168. Dxd4, Td8; 169. Dd5; 170. Dxd4, Td8; 171. Dd5; 172. Dxd4, Td8; 173. Dd5; 174. Dxd4, Td8; 175. Dd5; 176. Dxd4, Td8; 177. Dd5; 178. Dxd4, Td8; 179. Dd5; 180. Dxd4, Td8; 181. Dd5; 182. Dxd4, Td8; 183. Dd5; 184. Dxd4, Td8; 185. Dd5; 186. Dxd4, Td8; 187. Dd5; 188. Dxd4, Td8; 189. Dd5; 190. Dxd4, Td8; 191. Dd5; 192. Dxd4, Td8; 193. Dd5; 194. Dxd4, Td8; 195. Dd5; 196. Dxd4, Td8; 197. Dd5; 198. Dxd4, Td8; 199. Dd5; 200. Dxd4, Td8; 201. Dd5; 202. Dxd4, Td8; 203. Dd5; 204. Dxd4, Td8; 205. Dd5; 206. Dxd4, Td8; 207. Dd5; 208. Dxd4, Td8; 209. Dd5; 210. Dxd4, Td8; 211. Dd5; 212. Dxd4, Td8; 213. Dd5; 214. Dxd4, Td8; 215. Dd5; 216. Dxd4, Td8; 217. Dd5; 218. Dxd4, Td8; 219. Dd5; 220. Dxd4, Td8; 221. Dd5; 222. Dxd4, Td8; 223. Dd5; 224. Dxd4, Td8; 225. Dd5; 226. Dxd4, Td8; 227. Dd5; 228. Dxd4, Td8; 229. Dd5; 230. Dxd4, Td8; 231. Dd5; 232. Dxd4, Td8; 233. Dd5; 234. Dxd4, Td8; 235. Dd5; 236. Dxd4, Td8; 237. Dd5; 238. Dxd4, Td8; 239. Dd5; 240. Dxd4, Td8; 241. Dd5; 242. Dxd4, Td8; 243. Dd5; 244. Dxd4, Td8; 245. Dd5; 246. Dxd4, Td8; 247. Dd5; 248. Dxd4, Td8; 249. Dd5; 250. Dxd4, Td8; 251. Dd5; 252. Dxd4, Td8; 253. Dd5; 254. Dxd4, Td8; 255. Dd5; 256. Dxd4, Td8; 257. Dd5; 258. Dxd4, Td8; 259. Dd5; 260. Dxd4, Td8; 261. Dd5; 262. Dxd4, Td8; 263. Dd5; 264. Dxd4, Td8; 265. Dd5; 266. Dxd4, Td8; 267. Dd5; 268. Dxd4, Td8; 269. Dd5; 270. Dxd4, Td8; 271. Dd5; 272. Dxd4, Td8; 273. Dd5; 274. Dxd4, Td8; 275. Dd5; 276. Dxd4, Td8; 277. Dd5; 278. Dxd4, Td8; 279. Dd5; 280. Dxd4, Td8; 281. Dd5; 282. Dxd4, Td8; 283. Dd5; 284. Dxd4, Td8; 285. Dd5; 286. Dxd4, Td8; 287. Dd5; 288. Dxd4, Td8; 289. Dd5; 290. Dxd4, Td8; 291. Dd5; 292. Dxd4, Td8; 293. Dd5; 294. Dxd4, Td8; 295. Dd5; 296. Dxd4, Td8; 297. Dd5; 298. Dxd4, Td8; 299. Dd5; 300. Dxd4, Td8; 301. Dd5; 302. Dxd4, Td8; 303. Dd5; 304. Dxd4, Td8; 305. Dd5; 306. Dxd4, Td8; 307. Dd5; 308. Dxd4, Td8; 309. Dd5; 310. Dxd4, Td8; 311. Dd5; 312. Dxd4, Td8; 313. Dd5; 314. Dxd4, Td8; 315. Dd5; 316. Dxd4, Td8; 317. Dd5; 318. Dxd4, Td8; 319. Dd5; 320. Dxd4, Td8; 321. Dd5; 322. Dxd4, Td8; 323. Dd5; 324. Dxd4, Td8; 325. Dd5; 326. Dxd4, Td8; 327. Dd5; 328. Dxd4, Td8; 329. Dd5; 330. Dxd4, Td8; 331. Dd5; 332. Dxd4, Td8; 333. Dd5; 334. Dxd4, Td8; 335. Dd5; 336. Dxd4, Td8; 337. Dd5; 338. Dxd4, Td8; 339. Dd5; 340. Dxd4, Td8; 341. Dd5; 342. Dxd4, Td8; 343. Dd5; 344. Dxd4, Td8; 345. Dd5; 346. Dxd4, Td8; 347. Dd5; 348. Dxd4, Td8; 349. Dd5; 350. Dxd4, Td8; 351. Dd5; 352. Dxd4, Td8; 353. Dd5; 354. Dxd4, Td8; 355. Dd5; 356. Dxd4, Td8; 357. Dd5; 358. Dxd4, Td8; 359. Dd5; 360. Dxd4, Td8; 361. Dd5; 362. Dxd4, Td8; 363. Dd5; 364. Dxd4, Td8; 365. Dd5; 366. Dxd4, Td8; 367. Dd5; 368. Dxd4, Td8; 369. Dd5; 370. Dxd4, Td8; 371. Dd5; 372. Dxd4, Td8; 373. Dd5; 374. Dxd4, Td8; 375. Dd5; 376. Dxd4, Td8; 377. Dd5; 378. Dxd4, Td8; 379. Dd5; 380. Dxd4, Td8; 381. Dd5; 382. Dxd4, Td8; 383. Dd5; 384. Dxd4, Td8; 385. Dd5; 386. Dxd4, Td8; 387. Dd5; 388. Dxd4, Td8; 389. Dd5; 390. Dxd4, Td8; 391. Dd5; 392. Dxd4, Td8; 393. Dd5; 394. Dxd4, Td8; 395. Dd5; 396. Dxd4, Td8; 397. Dd5; 398. Dxd4, Td8; 399. Dd5; 400. Dxd4, Td8; 401. Dd5; 402. Dxd4, Td8; 403. Dd5; 404. Dxd4, Td8; 405. Dd5; 406. Dxd4, Td8; 407. Dd5; 408. Dxd4, Td8; 409. Dd5; 410. Dxd4, Td8; 411. Dd5; 412. Dxd4, Td8; 413. Dd5; 414. Dxd4, Td8; 415. Dd5; 416. Dxd4, Td8; 417. Dd5; 418. Dxd4, Td8; 419. Dd5; 420. Dxd4, Td8; 421. Dd5; 422. Dxd4, Td8; 423. Dd5; 424. Dxd4, Td8; 425. Dd5; 426. Dxd4, Td8; 427. Dd5; 428. Dxd4, Td8; 429. Dd5; 430. Dxd4, Td8; 431. Dd5; 432. Dxd4, Td8; 433. Dd5; 434. Dxd4, Td8; 435. Dd5; 436. Dxd4, Td8; 437. Dd5; 438. Dxd4, Td8; 439. Dd5; 440. Dxd4, Td8; 441. Dd5; 442. Dxd4, Td8; 443. Dd5; 444. Dxd4, Td8; 445. Dd5; 446. Dxd4, Td8; 447. Dd5; 448. Dxd4, Td8; 449. Dd5; 450. Dxd4, Td8; 451. Dd5; 452. Dxd4, Td8; 453. Dd5; 454. Dxd4, Td8; 455. Dd5; 456. Dxd4, Td8; 457. Dd5; 458. Dxd4, Td8; 459. Dd5; 460. Dxd4, Td8; 461. Dd5; 462. Dxd4, Td8; 463. Dd5; 464. Dxd4, Td8; 465. Dd5; 466. Dxd4, Td8; 467. Dd5; 468. Dxd4, Td8; 469. Dd5; 470. Dxd4, Td8; 471. Dd5; 472. Dxd4, Td8; 473. Dd5; 474. Dxd4, Td8; 475. Dd5; 476. Dxd4, Td8; 477. Dd5; 478. Dxd4, Td8; 479. Dd5; 480. Dxd4, Td8; 481. Dd5; 482. Dxd4, Td8; 483. Dd5; 484. Dxd4, Td8; 485. Dd5; 486. Dxd4, Td8; 487. Dd5; 488. Dxd4, Td8; 489. Dd5; 490. Dxd4, Td8; 491. Dd5; 492. Dxd4, Td8; 493. Dd5; 494. Dxd4, Td8; 495. Dd5; 496. Dxd4, Td8; 497. Dd5; 498. Dxd4, Td8; 499. Dd5; 500. Dxd4, Td8; 501. Dd5; 502. Dxd4, Td8; 503. Dd5; 504. Dxd4, Td8; 505. Dd5; 506. Dxd4, Td8; 507. Dd5; 508. Dxd4, Td8; 509. Dd5; 510. Dxd4, Td8; 511. Dd5; 512. Dxd4, Td8; 513. Dd5; 514. Dxd4, Td8; 515. Dd5; 516. Dxd4, Td8; 517. Dd5; 518. Dxd4, Td8; 519. Dd5; 520. Dxd4, Td8; 521. Dd5; 522. Dxd4, Td8; 523. Dd5; 524. Dxd4, Td8; 525. Dd5; 526. Dxd4, Td8; 527. Dd5; 528. Dxd4, Td8; 529. Dd5; 530. Dxd4, Td8; 531. Dd5; 532. Dxd4, Td8; 533. Dd5; 534. Dxd4, Td8; 535. Dd5; 536. Dxd4, Td8; 537. Dd5; 538. Dxd4, Td8; 539. Dd5; 540. Dxd4, Td8; 541. Dd5; 542. Dxd4, Td8; 543. Dd5; 544. Dxd4, Td8; 545. Dd5; 546. Dxd4, Td8; 547. Dd5; 548. Dxd4, Td8; 549. Dd5; 550. Dxd4, Td8; 551. Dd5; 552. Dxd4, Td8; 553. Dd5; 554. Dxd4, Td8; 555. Dd5; 556. Dxd4, Td8; 557. Dd5; 558. Dxd4, Td8; 559. Dd5; 560. Dxd4, Td8; 561. Dd5; 562. Dxd4, Td8; 563. Dd5; 564. Dxd4, Td8; 565. Dd5; 566. Dxd4, Td8; 567. Dd5; 568. Dxd4, Td8; 569. Dd5; 570. Dxd4, Td8; 571. Dd5; 572. Dxd4, Td8; 573. Dd5; 574. Dxd4, Td8; 575. Dd5; 576. Dxd4, Td8; 577. Dd5; 578. Dxd4, Td8; 579. Dd5; 580. Dxd4, Td8; 581. Dd5; 582. Dxd4, Td8; 583. Dd5; 584. Dxd4, Td8; 585. Dd5; 586. Dxd4, Td8; 587. Dd5; 588. Dxd4, Td8; 589. Dd5; 590. Dxd4, Td8; 591. Dd5; 592. Dxd4, Td8; 593. Dd5; 594. Dxd4, Td8; 595. Dd5; 596. Dxd4, Td8; 597. Dd5; 598. Dxd4, Td8; 599. Dd5; 600. Dxd4, Td8; 601. Dd5; 602. Dxd4, Td8; 603. Dd5; 604. Dxd4, Td8; 605. Dd5; 606. Dxd4, Td8; 607. Dd5; 608. Dxd4, Td8; 609. Dd5; 610. Dxd4, Td8; 611. Dd5; 612. Dxd4, Td8; 613. Dd5; 614. Dxd4, Td8; 615. Dd5; 616. Dxd4, Td8; 617. Dd5; 618. Dxd4, Td8; 619. Dd5; 620. Dxd4, Td8; 621. Dd5; 622. Dxd4, Td8; 623. Dd5; 624. Dxd4, Td8; 625. Dd5; 626. Dxd4, Td8; 627. Dd5; 628. Dxd4, Td8; 629. Dd5; 630. Dxd4, Td8; 631. Dd5; 632. Dxd4, Td8; 633. Dd5; 634. Dxd4, Td8; 635. Dd5; 636. Dxd4, Td8; 637. Dd5; 638. Dxd4, Td8; 639. Dd5; 640. Dxd4, Td8; 641. Dd5; 642. Dxd4, Td8; 643. Dd5; 644. Dxd4, Td8; 645. Dd5; 646. Dxd4, Td8; 647. Dd5; 648. Dxd4, Td8; 649. Dd5; 650. Dxd4, Td8; 651. Dd5; 652. Dxd4, Td8; 653. Dd5; 654. Dxd4, Td8; 655. Dd5; 656. Dxd4, Td8; 657. Dd5; 658. Dxd4, Td8; 659. Dd5; 660. Dxd4, Td8; 661. Dd5; 662. Dxd4, Td8; 663. Dd5; 664. Dxd4, Td8; 665. Dd5; 666. Dxd4, Td8; 667. Dd5; 668. Dxd4, Td8; 669. Dd5; 670. Dxd4, Td8; 671. Dd5; 672. Dxd4, Td8; 673. Dd5; 674. Dxd4, Td8; 675. Dd5; 676. Dxd4, Td8; 677. Dd5; 678. Dxd4, Td8; 679. Dd5; 680. Dxd4, Td8; 681. Dd5; 682. Dxd4, Td8; 683. Dd5; 684. Dxd4, Td8; 685. Dd5; 686. Dxd4, Td8; 687. Dd5; 688. Dxd4, Td8; 689. Dd5; 690. Dxd4, Td8; 691. Dd5; 692. Dxd4, Td8; 693. Dd5; 694. Dxd4, Td8; 695. Dd5; 696. Dxd4, Td8; 697. Dd5; 698. Dxd4, Td8; 699. Dd5; 700. Dxd4, Td8; 701. Dd5; 702. Dxd4, Td8; 703. Dd5; 704. Dxd4, Td8; 705. Dd5; 706. Dxd4, Td8; 707. Dd5; 708. Dxd4, Td8; 709. Dd5; 710. Dxd4, Td8; 711. Dd5; 712. Dxd4, Td8; 713. Dd5; 714. Dxd4, Td8; 715. Dd5; 716. Dxd4, Td8; 717. Dd5; 718. Dxd4, Td8; 719. Dd5; 720. Dxd4, Td8; 721. Dd5; 722. Dxd4, Td8; 723. Dd5; 724. Dxd4, Td8; 725. Dd5; 726. Dxd4, Td8; 727. Dd5; 728. Dxd4, Td8; 729. Dd5; 730. Dxd4, Td8; 731. Dd5; 732. Dxd4, Td8; 733. Dd5; 734. Dxd4, Td8; 735. Dd5; 736. Dxd4, Td8; 737. Dd5; 738. Dxd4, Td8; 739. Dd5; 740. Dxd4, Td8; 741. Dd5; 742. Dxd4, Td8; 743. Dd5; 744. Dxd4, Td8; 745. Dd5; 746. Dxd4, Td8; 747. Dd5; 748. Dxd4, Td8; 749. Dd5; 750. Dxd4, Td8; 751. Dd5; 752. Dxd4, Td8; 753. Dd5; 754. Dxd4, Td8; 755. Dd5; 756. Dxd4, Td8; 757. Dd5; 758. Dxd4, Td8; 759. Dd5; 760. Dxd4, Td8; 761. Dd5; 762. Dxd4, Td8; 763. Dd5; 764. Dxd4, Td8; 765. Dd5; 766. Dxd4, Td8; 767. Dd5; 768. Dxd4, Td8; 769. Dd5; 770. Dxd4, Td8; 771. Dd5; 772. Dxd4, Td8; 773. Dd5; 774. Dxd4, Td8; 775. Dd5; 776. Dxd4, Td8; 777. Dd5; 778. Dxd4, Td8; 779. Dd5; 780. Dxd4, Td8; 781. Dd5; 782. Dxd4, Td8; 783. Dd5; 784. Dxd4, Td8; 785. Dd5; 786. Dxd4, Td8; 787. Dd5; 788. Dxd4, Td8; 789. Dd5; 790. Dxd4, Td8; 791. Dd5; 792. Dxd4, Td8; 793. Dd5; 794. Dxd4, Td8; 795. Dd5; 796. Dxd4, Td8; 797. Dd5; 798. Dxd4, Td8; 799. Dd5; 800. Dxd4, Td8; 801. Dd5; 802. Dxd4, Td8; 803. Dd5; 804. Dxd4, Td8; 805. Dd5; 806. Dxd4, Td8; 807. Dd5; 808. Dxd4, Td8; 809. Dd5; 810. Dxd4, Td8; 811. Dd5; 812. Dxd4, Td8; 813. Dd5; 814. Dxd4, Td8; 815. Dd5; 816. Dxd4, Td8; 817. Dd5; 818. Dxd4, Td8; 819. Dd5; 820. Dxd4, Td8; 821. Dd5; 822. Dxd4, Td8; 823. Dd5; 824. Dxd4, Td8; 825. Dd5; 826. Dxd4, Td8; 827. Dd5; 828. Dxd4, Td8; 829. Dd5; 830. Dxd4, Td8; 831. Dd5; 832. Dxd4, Td8; 833. Dd5; 834. Dxd4, Td8; 835. Dd5; 836. Dxd4, Td8; 837. Dd5; 838. Dxd4, Td8; 839. Dd5; 840. Dxd4, Td8; 841. Dd5; 842. Dxd4, Td8; 843. Dd5; 844. Dxd4, Td8; 845. Dd5; 846. Dxd4, Td8; 847. Dd5; 848. Dxd4, Td8; 849. Dd5; 850. Dxd4, Td8; 851. Dd5; 852. Dxd4, Td8; 853. Dd5; 854. Dxd4, Td8; 855. Dd5; 856. Dxd4, Td8; 857. Dd5; 858. Dxd4, Td8; 859. Dd5; 860. Dxd4, Td8; 861. Dd5; 862. Dxd4, Td8; 863. Dd5; 864. Dxd4, Td8; 865. Dd5; 866. Dxd4, Td8; 867. Dd5; 868. Dxd4, Td8; 869. Dd5; 870. Dxd4, Td8; 871. Dd5; 872. Dxd4, Td8; 873. Dd5; 874. Dxd4, Td8; 875. Dd5; 876. Dxd4, Td8; 877. Dd5; 878. Dxd4, Td8; 879. Dd5; 880. Dxd4, Td8; 881. Dd5; 882. Dxd4, Td8; 883. Dd5; 884. Dxd4, Td8; 885. Dd5; 886. Dxd4, Td8; 887. Dd5; 888. Dxd4, Td8; 889. Dd5; 890. Dxd4, Td8; 891. Dd5; 892. Dxd4, Td8; 893. Dd5; 894. Dxd4, Td8; 895. Dd5; 896. Dxd4, Td8; 897. Dd5; 898. Dxd4, Td8; 899. Dd5; 900. Dxd4, Td8; 901. Dd5; 902. Dxd4, Td8; 903. Dd5; 904. Dxd4, Td8; 905. Dd5; 906. Dxd4, Td8; 907. Dd5; 908. Dxd4, Td8; 909. Dd5; 910. Dxd4, Td8; 911. Dd5; 912. Dxd4, Td8; 913. Dd5; 914. Dxd4, Td8; 915. Dd5; 916. Dxd4, Td8; 917. Dd5; 918. Dxd4, Td8; 919. Dd5; 920. Dxd4, Td8; 921. Dd5; 922. Dxd4, Td8; 923. Dd5; 924. Dxd4, Td8; 925. Dd5; 926. Dxd4, Td8; 927. Dd5; 928. Dxd4, Td8; 929. Dd5; 930. Dxd4, Td8; 931. Dd5; 932. Dxd4, Td8; 933. Dd5; 934. Dxd4, Td8; 935. Dd5; 936. Dxd4, Td8; 937. Dd5; 938. Dxd4, Td8; 939. Dd5; 940. Dxd4, Td8; 941. Dd5; 942. Dxd4,



Fusion des syndicats agricoles d'opposition non communiste

## La nouvelle Confédération paysanne souhaite recruter au-delà de la gauche

Douze feuillets : l'acte de naissance de la Confédération paysanne fait preuve d'un esprit de synthèse étonnant, fruit des longues tergiversations qui ont précédé le rapprochement officiel, depuis son début, le 29 avril, entre la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSP) et la Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP).

Ces deux syndicats sont nés et ont été officialisés sous le gouvernement de gauche. Le premier est le fruit d'un rassemblement, en juin 1981, des différentes forces proches des mouvements gauchistes et du PSU, et qui, syndicalement, se sont retrouvées sur des dossiers comme l'intégration de l'élevage (le producteur devenant un travailleur à façon pour le fournisseur d'aliments ou l'acheteur de bétail) et la professionnalisation des paysans de plus en plus dépendants des industries d'amont et d'aval.

Sociologiquement, la FNSP, créée de son côté en avril 1982 sous l'influence, plus ou moins directe selon les endroits, du PS, relevait plus d'un syndicalisme de masse dans la mesure où elle a entraîné une partie des adhérents qui — à l'inverse des Paysans travailleurs — avaient choisi de rester dans les années 70 à l'intérieur de la FNEA et d'y jouer le rôle de l'opposition interne.

Sous le ministère de M<sup>me</sup> Edith Cresson, les deux organisations se sont confortées. Elles se sont heurtées au réalisme gestionnaire de M<sup>me</sup> Rocard et Nallet, soucieux de maintenir le dialogue avec le syndicat paysan majoritaire, la FNEA. C'est finalement la raideur et l'intransigeance de l'actuel ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, qui a favorisé la fusion en cours.

En coupant les crédits de promotion collectifs, il a contrainct les organisations paysannes de gauche à harmoniser leurs dépenses. Son passage direct de la FNEA au ministère de l'Agriculture a permis aussi de lever le voile sur le prétendu apo-

lisme des dirigeants de la FNEA. La crise de réflexion que traverse le syndicalisme majoritaire a contribué à constituer un terrain favorable pour un syndicalisme d'opposition.

On côté des deux syndicats, il y eut, notamment à la CNSP, sous l'impulsion de Bernard Lambert, décédé le 24 juin 1984, un gros travail de réflexion théorique, où peu à peu la doctrine de l'agriculteur travailleur au statut comparable à celui du salarié s'est estompée au profit d'une analyse plus fine d'un particularisme paysan soumis aux forces du capital. Surtout, la crise des marchés et la surproduction qui en découle ont permis aux deux syndicats de faire valoir la validité de leurs thèses sur les prix différenciés et la répartition des droits de production.

Depuis quelque temps déjà, des groupes, dans divers départements, attendaient pour devenir ou redevenir actifs syndicalement que les vieux clivages historiques entre CNSP et FNSP s'estompent. Le pari de la Confédération paysanne résidait précisément dans la capacité, prouvée par l'espérance rurale de Seine-Maritime, qu'elle aura de capter ce qu'en son sein on appelle déjà la « troisième force ».

C'est-à-dire ceux qui attendaient pour adhérer à la FNEA ou la quitter et le CNJA (auprès la création de cette confédération va poser des problèmes) qu'une certaine clarification soit faite.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y aura désormais un parallélisme entre l'échiquier syndical et le monde politique. Dominée par des forces de droite, la FNEA reste, selon les endroits, le refuge de forces d'opposition. La création de la Confédération paysanne est aussi le fruit des assises paysannes qui se sont tenues il y a quelques mois et auxquelles participaient à titre personnel des membres du MODEF.

Pour l'avenir, il n'est pas question d'un rapprochement institutionnel avec ce syndicat, aux composantes multiples, mais dont l'ancrage est tenu par le Parti communiste. La

réaction récente du MODEF, qui a tenu à se démarquer publiquement, manifeste un certain raidissement de l'appareil, pour ne pas parler de frilosité face aux mouvements en cours.

De l'avis de certains militants de la Confédération paysanne, son recrutement devrait déborder le cadre des paysans de gauche, car les solutions, peu nombreuses, à la crise agricole, dépassent ces clivages. Enfin, pour conclure sur ce terrain de la couverture politique, on aura compris la complexité de l'analyse si l'on ajoute qu'on trouve des membres du Parti socialiste dans la nouvelle confédération bien sûr, au MODEF, à la FNEA comme au CNJA.

### Un appel à organiser la résistance

La plate-forme de la Confédération paysanne, qui aura son siège dans les locaux de la FNSP (1), définit six objectifs à la nouvelle politique agricole de ses vœux : assurer le maximum d'emplois correctement rémunérés ; assurer la sécurité alimentaire de l'Europe par une gamme très diversifiée de produits ; offrir des produits alimentaires de bonne qualité ; contribuer à la vitalité et au développement de l'ensemble des zones rurales en maintenant le potentiel de production du pays et en assurant le renouvellement des ressources naturelles ; développer des systèmes de production respectueux de l'environnement ; permettre enfin l'autosuffisance alimentaire des peuples du tiers-monde.

Suivent une série de propositions pour parvenir à ces objectifs, qui prennent en compte les différents aspects d'une politique de l'agriculture : les prix et le système des aides qu'il faut réformer ; l'installation et le financement, les modes de développement, le statut de l'agriculture et la protection sociale, enfin la revitalisation de l'espace rural.

Mais surtout la Confédération paysanne a officialisé, le 29 avril, sa fondation par un appel « à tous les

paysans et paysannes qui sont conscients de l'impasse dans laquelle se trouve la majorité d'entre eux » pour « organiser la résistance » au niveau local et « créer le mouvement qui engagera un changement fondamental de la politique agricole ». Ce projet, précise l'appel, s'adresse également à tous ceux qui travaillent dans les organisations agricoles (chambres d'agriculture, organisations économiques) et plus globalement à toutes les personnes concernées par les problèmes d'emploi, d'aménagement de l'espace rural et d'alimentation.

Ainsi, d'entrée, la Confédération paysanne, comme ses syndicats fondateurs, manifeste son souci d'ouverture vers les autres catégories de travailleurs concernés par l'agriculture, le rural et l'alimentation.

La fusion décidée au plan national devra concrètement se traduire par l'adhésion, qui sera plus ou moins rapide, des différents syndicats départementaux déjà existants, membres soit de la CNSP soit de la FNSP, ou par la création, là où ce sera nécessaire, d'une structure nouvelle (2). Potentiellement, la Confédération paysanne est présente dans soixante-seize départements et représente aujourd'hui cinquante mille adhérents.

A titre indicatif, la CNSP et la FNSP ont obtenu 12,88 % des suffrages aux dernières élections aux chambres d'agriculture du 28 janvier 1983.

JACQUES GRALL

## Le ralentissement progressif des prix des services explique le bon indice de mars

Après la flambée de janvier (+ 0,9 %), la hausse des prix en France retrouve progressivement un rythme modéré : 0,2 % en février, puis 0,1 % en mars. Ainsi, depuis le début de l'année, la hausse est de 1,2 %, ce qui correspond à un rythme annuel d'inflation de 4,8 %. En un an (de mars 1986 à mars 1987), la hausse des prix est de 3,3 %.

En mars, comme en février, la baisse des prix de l'énergie a freiné la hausse de l'indice. Hors énergie, la hausse aurait été de 0,4 %. Les prix des produits manufacturés n'ont augmenté que de 0,1 %, alors que leur hausse est de 0,4 % si l'on retient les seuls manufacturés privés (qui excluent l'énergie). Les prix des produits alimentaires continuent d'augmenter modérément (+ 0,2 % en février comme en janvier).

Restent les prix des services. Leur libération avait expliqué la moitié de la très forte hausse de janvier et le tiers environ de celle de février. En mars les prix des services ont augmenté de 0,3 % (+ 5,7 % sur un an). Mais les seuls services du secteur privé ont progressé plus fortement (+ 0,7 % par rapport à avril, + 8,1 % en un an).

Le problème est de savoir si les fortes hausses des services depuis le début de 1987 traduisent un simple rattrapage ou l'amorce d'un dérapage progressif, c'est-à-dire des hausses qui resteraient plus élevées que dans les autres secteurs et « contamineraient » peu à peu l'ensemble des prix et des rémunérations.

L'INSEE (Institut de prévision économique et financière pour le développement des entreprises) analyse de façon fort précise la question (1) et y répond finalement de façon plutôt optimiste.

L'institut fait d'abord remarquer que le prix relatif des services privés par rapport à l'ensemble des prix hors énergie qui augmentait sur longue période — c'est-à-dire

depuis 1970 — ne l'a plus fait depuis la fin de 1983. Un rattrapage paraît donc normal à la suite de la libération des prix. Les hausses de janvier et février ont eu justement pour effet de remettre les services sur leur tendance d'avant 1983. Existe-t-il au-delà un risque de « surinflation » ?

L'INSEE distingue trois types de comportements parmi les services dont les hausses sont importantes. A l'intérieur d'un premier groupe (blanchissage, entretien des véhicules, cafés, restaurants...), l'accélération des hausses a commencé en décembre 1986, atteint son maximum en janvier 1987 puis s'est ralentie ou a disparu en février. A l'intérieur d'un second groupe (garages, coiffeurs...), l'accélération des hausses ne se produit qu'en janvier, se poursuit mais moins fortement déjà à partir de février. Enfin, dans un troisième groupe (réparation et entretien des logements, chambres d'hôtel, réparation d'appareils ménagers, travaux photo, teinturerie, voyages organisés...), les hausses des prix ont été maximales en février et vont se poursuivre.

L'optimisme de l'INSEE se justifie par le fait que, dans le premier groupe de services — le plus important puisqu'il couvre 43 % des services privés — l'accélération des hausses devrait maintenant s'écarter. Dans le second groupe (26 % de l'ensemble), les hausses culminent en janvier puis se ralentissent, même si elles restent plus rapides que dans la tendance à long terme. Les phases d'accélération ne peuvent donc plus concerner au maximum que 30 % des prix des services privés.

« Rattrapage » semble bien aujourd'hui le diagnostic le plus vraisemblable, estime donc l'INSEE.

AL V.

(1) Revue de l'INSEE, numéro 15, avril 1987.

## La réforme de la politique agricole commune

### Le blocage de la RFA contrecarre les ambitions exportatrices de la France

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

Les ministres de l'Agriculture des Douze, réunis à Luxembourg pour débattre de la nouvelle grille de prix et, de façon plus générale, de la politique à suivre en 1987-1988, se sont séparés mercredi sans aucun résultat. Ce surplus est surtout imputable au ministre allemand, M. Ignatz Kischel, qui explique en substance que la réforme de la politique agricole commune (PAC) engagée en 1984, et dont l'objet est de produire moins et à plus bas prix, a atteint, socialement et politiquement, les limites du supportable en RFA.

Si bien qu'il estime nécessaire non seulement de faire une pause, mais de changer de politique. M. Kischel est devenu le « Monsieur Niet » du conseil agricole.

Il tient compagnie aux Britanniques et aux Néerlandais pour s'opposer à

l'instauration d'une taxe sur les huiles végétales produites et importées dans la CEE. Il rejette l'initiative faite par la Commission de poursuivre à marche forcée la réforme de la politique céréalière de la CEE. Enfin et surtout, il refuse catégoriquement que les changements de parité au sein du système monétaire européen (SME) puissent se traduire par une baisse des prix en marks.

M. Kischel est furieux qu'on le presse de supprimer les montants compensatoires monétaires (MCM) positifs que la RFA applique encore dans les échanges (de 1,3 à 2,9 % selon les produits) et qui jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation.

Pour l'avenir, il ne veut pas entendre parler de la mise en place d'un système de suppression automatique des futurs MCM. Il laisse entendre qu'il pourrait faire usage du veto que prévoit le compromis de Luxembourg de 1966 pour éviter d'être battu sur cette affaire agromonétaire.

Cette réactivation de l'attitude allemande inquiète M. François Guillaume, pour qui la partie de bras de fer à laquelle on assiste aujourd'hui représente plus qu'un simple épisode dans une négociation par définition difficile.

La réforme de la PAC telle qu'elle est mise en œuvre dans le secteur des céréales laisse jouer la concurrence au sein de la CEE — la France y gagne — et vise à vendre la production européenne plus compétitive : baisse des prix et amélioration de la qualité, — ce qui facilite les exportations vers les pays tiers. M. Kischel voudrait qu'on renverse la vapeur, qu'on fixe des quotas de production pour la Communauté et pour chacun des pays membres. De telles limitations quantitatives permettraient de garantir de meilleurs prix aux agriculteurs mais conduiraient à sacrifier les exportations.

Pour la France qui espère tout à la fois conforter sa place de premier fournisseur de la CEE et d'exportateur offensif sur le marché mondial (elle en a besoin pour pallier les déficiences de ses industries), le projet allemand représente le mal absolu. Pour Paris, ce qu'il faut sauvegarder coûte que coûte, c'est la capacité d'exportation agricole de la Communauté.

Compte tenu de l'enjeu — il est vrai considérable, M. Guillaume dénonce les projets malintentionnés de M. Kischel mais préfère prendre son temps. Pour lui, la journée de mardi a été précieuse.

La Commission a présenté au conseil des statistiques détaillées sur l'évolution du revenu agricole dans la CEE. Les chiffres révèlent que cette évolution est plutôt plus favorable en Allemagne que dans le reste de la Communauté. Le pouvoir d'achat du paysan allemand croît peut-être moins vite que celui de l'ouvrier de Volkswagen, mais il n'est pas plus menacé que celui des fermiers brutois ou néerlandais. Bref, l'exercice de mardi a permis de résumer la négociation dans son vrai contexte : le problème auquel est confronté M. Kischel est davantage politique qu'économique. M. Guillaume est disposé à le prendre en considération, c'est-à-dire à composer, sans céder sur l'essentiel, à savoir le maintien du droit à l'exportation.

Les ministres se retrouveront les 18 et 19 mai à Bruxelles, où le COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE) a convié les agriculteurs à venir massivement manifester contre la dégradation de leur niveau de vie. Jusqu'ici on ira le blocage allemand ? L'incertitude pèse, non seulement sur la négociation agricole, mais par contagion sur l'ensemble du débat européen.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## AFFAIRES

### La stratégie de Pechiney dans l'aluminium

#### Un nouvel accord pour l'usine québécoise de Bécancour

C'est finalement M. Jean-Martin Folz, ancien PDG de Jeumont-Schneider, qui, chez Pechiney, supervisera l'aluminium-métal, les techniques et matériaux avancés, la recherche et le développement, le plan et l'analyse de gestion. Lors de la réorganisation de structures de Pechiney (le 30 janvier), M. Jean Gandois, PDG depuis juillet 1986, avait en effet annoncé l'arrivée au deuxième trimestre 1987 d'une « personnalité extérieure » pour prendre en charge ces fonctions.

M. Folz, quarante ans, polytechnicien, ingénieur des mines, est un « disciple » de M. Gandois de longue date, puisqu'il est entré chez Rhône-Poulenc en 1978 comme chargé de mission à la direction générale alors que M. Gandois en était lui-même vice-président.

Par ailleurs, Pechiney espère conclure dans les quinze jours son accord avec l'américain Reynolds qui doit permettre à ce dernier d'entrer dans le tour de table des actionnaires de l'aluminerie québécoise de Bécancour. L'accord est plus complexe qu'il n'avait été imaginé au départ puisque Pechiney ne se contente plus de céder la moitié de sa participation (50,1 %) dans

Bécancour. Cette usine moderne est compétitive grâce au coût de l'énergie dont elle bénéficie (4,5 centimes le kWh) jusqu'à fin 1991. Pour obtenir le maintien d'un « bon » prix au-delà de cette échéance, Pechiney et ses partenaires avaient tout intérêt à annoncer la construction d'une troisième série d'électrolyse sur le site de Bécancour (dont le coût sera moins élevé que les séries précédentes).

C'est dans ce contexte que s'effectue l'arrivée de Reynolds. Toutes les parties prenantes se sont mises d'accord sur une déclaration d'intention qui prévoit, d'une part, un contrat de fourniture d'électricité « convenable » (pour une durée de quinze ans au-delà de 1991 et au prix actuel), d'autre part la construction d'une troisième série d'électrolyse qui pourrait débiter dans les deux ou trois ans. Reynolds entre alors à hauteur de 25 % dans le tour de table. Pechiney descend sa participation à 30 %, la Société générale de financement du Québec reste à hauteur de 25 %, enfin Aluminex se désengage un peu, ramenant sa part de 25 % à 20 %.

CLAIRE BLANDIN.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Crédit National 1986

#### Laissons parler les chiffres

**72 MILLIARDS DE FRANCS**  
de prêts en cours au  
Crédit National  
L'encours des prêts est resté stable  
entre 1985 et 1986.

**108 MILLIARDS DE FRANCS**  
d'investissements financés  
en 1986  
dont près d'un quart sont des  
investissements immobiliers  
(recherche, marketing, informatique)

**15 MILLIARDS DE FRANCS**  
de prêts consentis en 1986  
Le montant brut des prêts consentis  
a augmenté de 8 % par rapport  
à 1985.

**2/3 de moyennes et petites  
entreprises (M.P.E.)**  
dans la clientèle de 1986  
sur les 1600 entreprises qui ont reçu  
un prêt en 1986, 86 % emploient  
moins de 100 salariés.

**13 MILLIARDS DE FRANCS**  
de ressources collectées en 1986

• marché financier français : 5,6 milliards F  
• marchés internationaux : contrepartie de 7,1 milliards de francs

- \$ : 548 millions (3,5 milliards F)
- ECU : 298 millions (2,1 milliards F)
- YEN : 16,8 milliards (127 milliards F)
- Francs suisses : 1 milliard (7,5 milliards F)
- Eurofrancs : 0,5 milliard

#### Chiffres-clés

|                             | en MF | 1985     | 1986     |
|-----------------------------|-------|----------|----------|
| Chiffre d'affaires HT       |       | 8 778    | 8 955    |
| Bénéfice net                |       | 152,10   | 180,90   |
| Montant distribué           |       | 83,0     | 113      |
| Nombre d'actions rétribuées |       | 2510 194 | 3227 392 |
|                             | en F  | 1985     | 1986     |
| Dividende par action        |       | 33,00    | 35,00    |
| Dividende total             |       | 1650     | 52,50    |

**Crédit National**

Ces chiffres sont extraits du rapport de l'Assemblée Générale qui peut être obtenu sur simple demande au Crédit National - Bureau d'information et des Relations extérieures - 45, rue Saint-Dominique - 75700 Paris



## Economie

## ÉTRANGER

## Osaka, « deuxième œil » du Japon

(Suite de la première page.)

Mais Osaka est adossée à une histoire et est surtout animée d'un dynamisme enraciné dans une mentalité marchande qui incite, au contraire, à prendre cette volonté de renaissance très au sérieux.

Il naquit à Osaka dès le seizième siècle un puissant capitalisme marchand qui n'est pas sans rappeler celui de la République de Venise. On ne tarda pas à appeler la ville « le premier fabricant de l'archipel », Hideyoshi Toyotomi, avait implanté son château, la « cuisine de l'Empire », tant son activité économique était florissante. Pendant tout le dix-septième siècle, avant qu'Edo (ancien nom de Tokyo), siège du gouvernement des shoguns Tokugawa, ne lui ravisse sa suprématie économique et intellectuelle, Osaka rayonnait sur le pays.

Il se développa dans cette cité une culture à la fois sophistiquée (comme l'art du thé) et hétéroclite, plus révélatrice de la mentalité japonaise que l'aristocratie traditionnelle samouraï supposée être la quintessence de la japonicité. Les arts qui naquirent à Osaka, le kabuki et le bunraku (théâtre de marionnettes) comme la littérature de l'époque reflétaient les mœurs à la fois libertines et violentes d'une société attachée aux biens de ce monde, truculente et pragmatique. Le grand romancier Saikaku Ihara (1649-1693) peignait avec un talent inégalé ce monde des « chonin » (les bourgeois).

## Les leçons du passé

Les marchands formaient une catégorie sociale homogène et solidaire, consciente de son identité même si le pouvoir shogunal la plaçait, conformément aux préceptes confucéens, au dernier rang de l'échelle sociale. Les chonin ne disposèrent jamais d'un pouvoir politique ; en revanche, leur poids

ne cessa de croître en raison du monopole qu'ils exerçaient sur les transactions financières et l'endettement des seigneurs. Prêteurs et assureurs en quelque sorte, ils contrôlaient en sous-main les finances de l'empire, tournant les lois somptuaires du régime leur interdisant d'exposer leur richesse : par exemple, avec ces kimonos d'apparence extérieure banale mais doublés des plus somptueux brocards. C'est par ce jeu de ruse avec le pouvoir que le marchand de saké Mitsui bâtit une fortune à l'origine d'un des plus puissants conglomérats du Japon moderne.

Les habitants d'Osaka n'ont rien oublié de la leçon de leurs ancêtres. Plus que le pouvoir politique, c'est celui de l'argent qui compte dans cette ville dont le credo se résume, dit-on, dans cette formule : « Quel est votre dernier prix ? ». Osaka a toujours frôlé avec l'autorité en jouant de sa richesse et de son dynamisme : « Ici on a toujours fait d'être dominé pour gagner », commente le jeune écrivain Teru Miyamoto, dont la plupart des romans décrivent les mœurs du petit peuple d'Osaka.

Le déclin du Kansai au cours de ces trente dernières années (sa part dans le PNB national est passée de 40 % à 20 %), en raison de la concentration des activités à Tokyo, a porté un sérieux coup à l'orgueil d'Osaka. La ville a aujourd'hui besoin de l'argent de l'Etat pour renaitre, mais les revers n'ont en rien entamé son dynamisme et son pragmatisme.

Osaka avait fondé sa richesse dans les années 60 sur des industries (acier, chantiers navals, textiles) aujourd'hui en déclin. La flamme du yen a en outre durablement touché une ville où sont concentrés 20 % des PME du Japon et qui est la Mecque de l'électronique avec des géants comme Matsushita, Sanyo ou Sharp (dont les produits sont les

premiers victimes de la hausse du yen). En termes de faillite et de chômage, Osaka a particulièrement souffert. Et pourtant, le climat économique n'y est pas maussade : les investissements productifs y sont plus élevés que la moyenne nationale, et les grands projets dont la réalisation est commencée font déjà sentir leurs effets de stimulation.

Pour renverser la tendance au déclin, Osaka a mis en chantier trois grandes opérations. Deux doivent lui donner de l'espace ; la troisième la projette dans l'avenir. La première est la construction de l'un des plus ambitieux et coûteux aéroports de cette fin de siècle : il sera situé au beau milieu de la baie d'Osaka, à 5 kilomètres de la côte. Le nouvel aéroport, dont la construction a commencé en janvier et qui sera achevée, en 1993, fonctionnera vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il reviendra à 40 milliards de francs. Il doit désenclaver Osaka et mettre la ville, dont les activités représentent 2 % du total de l'économie mondiale et 1,8 % du commerce international, en contact direct, sans le truchement de Tokyo, avec l'étranger.

Le deuxième projet est la construction d'un pont de 3 kilomètres au-dessus de la mer intérieure qui reliera Osaka à la côte nord de la quatrième grande île japonaise : Shikoku. Ce pont, dont la construction a commencé l'année dernière, sera achevée en 1997 (coût : 16 000 milliards de francs). Il donnera à Osaka, adossée à ses montagnes, « l'arrière pays » dont elle a besoin pour son expansion industrielle. Le Shikoku, qui sera relié à l'île principale de l'archipel par deux autres ponts plus au sud, a encore une économie retardataire. Les milieux d'affaires d'Osaka comptent transformer le nord de l'île en un complexe d'industries de pointe.

## Pousser l'innovation

Le dernier projet qui se met en place et constitue en quelque sorte le centre nerveux de l'ensemble est une cité scientifique réunissant les trois villes d'Osaka, Kyoto et Nara. Dans ce domaine, le Kansai bénéficie d'atouts. Les deux universités d'Osaka et Kyoto, qui seront réunies, font preuve d'une activité intense en matière de recherche. L'objectif du projet est clair : regrouper les forces afin de créer un « pôle innovateur » du Japon de l'Ouest et contrebalancer l'importance de la cité scientifique de Tsukuba à côté de Tokyo. La cité scientifique du Kansai, qui disposera d'un extraordinaire réseau de télécommunications par fibres optiques et d'un centre de réception, de traitement et d'émission de signaux par satellite, bénéficiera de

l'implantation dans la région d'industries électroniques et pharmaceutiques (importante pour les bio-technologies) et de Sumitomo Cable, le premier mondial en fabrication de fibres optiques. La cité scientifique du Kansai est planifiée sur trente ans. Elle sera essentiellement financée (coût 4 000 milliards de francs), réalisée et animée par les forces vives de la région.

Osaka se compare volontiers à Chicago. Moins sans doute parce qu'elle est l'aboutissement de la fixation au Japon de l'une des forces qui fit la célébrité de la ville américaine (le gangstérisme) que parce que celle-ci est devenue un second centre financier aux Etats-Unis. Osaka a déjà la troisième Bourse du monde après celles de New-York et de Tokyo (25 000 milliards de francs de transactions par an) et elle espère devenir un centre de marché financier, fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et aspirant les fonctions de Hongkong après son retour à la Chine et celles de Singapour.

L'ambition d'Osaka peut paraître de la gloutonnerie. Mais il ne faut pas oublier que c'est là que les Japonais inventèrent le système de change ou le système de garantie mutuelle entre marchands, que les prêteurs instituèrent toutes sortes de modalités pour faire de l'argent, comme le prêt du « double à la mort » consenti à un fils de marchand voulant se divertir, qui devait rembourser le double de la somme empruntée à la mort du père... C'est d'Osaka que partent bien des innovations du Japon moderne : des low hotels aux nouvelles instantanées, des galeries marchandes souterraines aux logements préfabriqués, des défilés de sous-vêtements aux pelouses artificielles.

Dans cette ville, dont les habitants sont des joueurs investis, on aime le risque, mais on a aussi les pieds sur terre. Les Américains prennent Osaka au sérieux : en octobre 1986, les Californiens sont venus avec cinquante propositions d'accords dans le domaine des technologies de pointe et, six mois après, dix-sept étaient signées. Huit universités des Etats-Unis « débarquent » à Osaka pour mettre sur pied une collaboration intensive entre secteur universitaire et industrie au niveau international. Le Kansai est enfin la région où les ventes françaises progressent le plus vite, et dix de ses entreprises ont investi en France, dont Sumitomo, qui a racheté Dunlop-France (quatre mille deux cents emplois). Au Japon, il y a une mode d'Osaka, comme on le démontre les récents numéros de revues de publicitaires consacrés à ce qu'ils nomment « l'Osakaisme ». Une mode qui s'annonce rien moins qu'éphémère.

PHILIPPE PONS.

## SOCIAL

Les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai

## Oubliée, l'unité syndicale

C'est presque devenu une tradition pour le 1<sup>er</sup> mai : il est désormais ordonné dans la plus parfaite division syndicale. Si l'on met à part la CGT, la CFDT et la FEN avaient joué la carte de l'unité pour leur défilé parisien, ce qui n'avait fait que mettre en valeur leurs divergences, il n'y a plus de manifestation unitaire dans la capitale depuis 1980.

1987 échappe d'autant moins à la règle que les centrales ne cherchent même plus à justifier ou à excuser cette absence d'unité. A Paris, la fête du travail sera marquée par trois manifestations : la CGT, qui annonce de nombreux défilés en province, manifestera à 15 heures de la gare de l'Est à la place Saint-Augustin avec l'idée de faire de ce rassemblement un tremplin pour sa journée nationale d'action du 14 mai. La CFDT a choisi un « rassemblement-débat » sur la solidarité sociale à 10 heures à la Bourse du travail, tandis que M. Edmond Maire débatera à Brest avec les « exclus de l'emploi ». Selon la tradition, FO défilera à partir de 10 heures de la Bastille au cimetière du Père-Lachaise. M. André Bergeron prononcera de son côté un discours à Aix-en-Provence. Quant à M. Jean Bernard, président de la CFTC, il animera un rassemblement de jeunes à Bordeaux.

## L'absence de la FEN

La FEN, qui dans le passé avait souvent pris des initiatives pour organiser à Paris un défilé unitaire, s'abstient cette fois d'ajouter sa propre manifestation parisienne à celles des autres. « Cette année encore, indique-t-elle dans un communiqué, la FEN aurait souhaité le 1<sup>er</sup> Mai unitaire. Mais, en l'absence d'initiative allant dans ce sens, elle ne fera rien qui vienne ajouter encore à la division. La FEN, cependant, ne s'y résigne pas. (...) Elle appelle donc tous les travailleurs et leurs organisations à un mois de contestation d'emploi ». En rappelant au passage les actions de six fédérations de fonctionnaires prévues pour le 14 mai.

La division est bel et bien à l'affiche. Vue du côté de la CGT, qui se dit prête dans ses discours à rassembler sur ses revendications tous les salariés sans distinction syndicale, notamment lors de sa journée d'action du 14 mai, « elle n'est pas étonnée dans la mesure où la centrale de M. Henri Krasucki a jeté l'opprobre sur les autres centrales syndicales, accusées de pactiser en permanence avec le patronat et de cautionner les politiques gouvernementales d'austérité. Elle est plus paradoxale du côté des autres confédérations, qui auraient pu trouver des raisons conjoncturelles de faire au bout de chemin ensemble.

Depuis quelques mois, en effet, un certain regain d'unité d'action est observé à la base entre la CFDT, FO, la CFTC, la CGC et, dans la fonction publique, les autonomes de la FGA et la FEN. (Le Monde du 17 février). Ce phénomène a été observé tant à l'EBG que dans les banques, dans les charbonnages et

dans la fonction publique (malgré les rumeurs que cela a provoqués dans ce secteur au sein de FO et la prudence des dirigeants qui ont décidé pour le 14 mai des actions « décentralisées » parallèles et donc séparées). Mais les dirigeants des centrales réformistes n'ont pas voulu consacrer ce regain unitaire de la base par des initiatives communes « au sommet », malgré la concertation désormais permanente instituée entre eux lors des négociations avec le patronat.

Les réticences de FO à se rapprocher des autres centrales résistent lourdement dans ce refus d'unité au niveau confédéral, comme la proximité des élections provinciales du 9 décembre prochain, qui avive la concurrence entre les confédérations, et la perspective de la succession de M. Bergeron à la fin de 1988. Il s'y ajoute sur le terrain de la Sécurité sociale, sur lequel s'étaient cristallisées les oppositions syndicales au plan de M. Séguin, le souci de se démarquer des autres syndicats, non impliqués dans la gestion des caisses, et de ne pas se laisser embarquer dans une quelconque front du refus face à la politique du gouvernement. Une démarche opposée à celles de la CFDT, de la FEN et de la Fédération nationale de la mutualité française, qui ont choisi d'afficher leurs convergences.

La position de FO a été parfaitement expliquée par M. Claude Pitou, secrétaire confédéral et un des deux candidats à la succession de M. Bergeron, dans un récent numéro de l'« Hebdo ». « Tous les ingrédients, écrivait-il, sont réunis pour que la contestation s'empile ». « On souligne, ajoutait-il, les convergences, l'impérative nécessité d'un « tous ensemble » pour faire face à une politique gouvernementale incontestablement négative. Les grands dossiers tels la Sécurité sociale, le chômage et les salaires deviennent de la sorte très vite des causes nationales de nature à la fois à gonfler artificiellement les différences d'approche de ces problèmes et à devenir des terrains d'union dépassant le cadre syndical. De proche en proche, on va en arriver très vite à envisager sous le drapeau d'un rassemblement politico-syndical de contestation ».

Reprochant aux autres syndicats d'avoir en lorsque les socialistes étaient au pouvoir un « comportement révérenciel à géométrie variable » et voulant « rester sur le terrain syndical », M. Pitou martelait son refus de toute unité au sommet : « Nous n'entendons en aucune manière aliéner notre liberté d'action en nous fondant dans des conglomérats aux ambitions plus politiques que syndicales ». Tout indique donc que d'ici aux élections provinciales et sans doute bien au-delà, en raison des succès tant à FO qu'à la CFDT, les syndicats continueront à faire entendre et même à cultiver leurs différences. Au risque de banaliser ce 1<sup>er</sup> mai de division syndicale et d'aller parfois à l'encontre des aspirations d'une « base » souvent moins figée et plus unitaire.

MICHEL NOBLECOURT.

## Fonction publique

## Histoire de rallonge

Connaissez-vous l'histoire d'une mesure salariale qui avait le goût et la forme d'une rallonge mais qui n'en était pas vraiment une ? M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, voulant atténuer la grogne des syndicats de fonctionnaires qui manifesteront le 14 mai prochain, a raconté cette histoire de « et à » rallonge. En deux temps.

Première scène : à Nantes, le mardi 28 avril devant le forum des Républicains, il indique, en réponse à une question sur... le droit de grève, qu'il y aura, à la fin de l'année 1987, une rallonge pour les fonctionnaires. « Ce petit geste ne désamorçera pas les revendications », répliquait M. Maire à Bordeaux. M. Grignon expliquait que M. de Charette avait été mal compris et qu'il ne pouvait pas avoir parlé de rallonge. Mais si, il a bien parlé de rallonge, répondait-on au cabinet de M. de Charette.

M. M.

## TRANSPORTS

Les contributeurs sérieux CGT maintiennent leur grève pour le semaine prochaine. Le ministre des transports a annoncé le mercredi 29 avril la levée du préavis de grève des contrôleurs aériens posé pour les maîtres de la semaine prochaine. Des propositions ont été faites aux syndicats par la direction générale de l'aviation civile (DGAC) concernant les points de conflits : les primes, la situation des personnels d'encadrement, l'amélioration du

service en période de pointe et la limite d'âge des départs en retraite. Les négociations qui se poursuivent « devront aboutir à un accord d'ensemble qui sera soumis aux syndicats », précise le ministre. La CGT a jugé ces propositions insuffisantes et maintient son préavis de grève du 4 au 7 mai, de 8 h 30 à 9 h. La prime proposée, de l'ordre de 350 francs, est loin de compenser la perte de pouvoir d'achat des contrôleurs depuis 1970, selon la CGT.

## Mesures protectionnistes aux Etats-Unis

## Surenchère du Congrès face à M. Reagan

(Suite de la première page.)

Déjà affaibli face au Congrès, M. Reagan prendra-t-il le risque politique de mettre son veto à un texte aussi populaire auprès de l'électorat, qu'est la défense des intérêts commerciaux des Etats-Unis ?

La Maison Blanche s'était lancée dans des manœuvres dilatoires pour désamorcer les pressions protectionnistes, en attendant une réduction significative du déficit du commerce extérieur. Cette course de vitesse est entrée dans une phase d'autant plus dangereuse que les enjeux électoraux pèsent de plus en plus.

Les limites que la Maison Blanche avait elle-même posées, en termes de rétorsions commerciales admissibles avec le Japon sont d'ores et déjà dépassées. Qu'en sera-t-il bientôt avec les pays de la CEE ?

F. Cr.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

## Arrêté des comptes 1986

Le conseil d'administration, réuni le 28 avril 1987 sous la présidence de M. Renaud de La Genière, a arrêté les comptes annuels de l'exercice 1986.

Compte tenu de la prise en compte de la seconde émission de CIP d'un montant brut total de 1,8 milliard, réalisée en avril 1986, et d'importantes cesses effectuées au cours de l'exercice avec des plus-values notables, le total du bilan est en sensible progression à 11,5 milliards de francs contre 8,4 milliards de francs.

Cette seconde émission de CIP et les deux incorporations de réserves effectuées par élévation corrélatrice du nominal des actions et des CIP : de 150 F à 200 F en juin 1986, de 200 F à 300 F en février 1987 ont eu pour effet de porter le capital de 1,9 milliard de francs à fin 1985 à 4,5 milliards depuis février 1987.

Le bénéfice net de l'exercice ressort à 1 262,6 millions contre 657,1 millions de francs en 1985, en progression de 92 %.

Ce bénéfice net de 1 262,6 millions se décompose en :

- résultat net de gestion : 396,3 millions de francs contre 267,9 millions en 1985, en augmentation de 48 % ;

- résultat net des opérations sur valeurs immobilières : 866,3 millions de francs contre 389,2 millions de francs en 1985.

L'augmentation du résultat net de gestion s'explique par l'amélioration des revenus du portefeuille de participations et de placements due à la fois à la progression naturelle de ces revenus et à la conséquence des investissements et placements effectués avec le produit des deux émissions de CIP (de juin 1985 et d'avril 1986).

L'importance du résultat net des opérations sur valeurs immobilières provient des plus-values nettes sur cessions de titres et immeubles.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire de fixer le dividende prioritaire revenant aux 3 163 345 CIP existant à 27,60 net, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 13,80 F, formant un revenu global de 41,40 F.

En 1986, seul le montant de CIP de la première émission de juin 1985 avait eu droit à un demi-dividende de 12,46 F net, avant avoir fiscal.

Les comptes consolidés de l'exercice 1986 seront arrêtés au mois de mai.

## FINANCES

## La première assemblée de Paribas privatisé

## Un succès d'estime

A chacun son actionnaire. Et son public. Pour sa première assemblée générale depuis la privatisation, Saint-Gobain et ses 1,6 million d'actionnaires ont choisi le Zénith, à la fin février. Paribas, qui en a recensé plus du double, avait opté, lui, pour un cadre beaucoup plus posé, la grande salle du Palais des congrès à la porte Maillot.

Là, sagement assis pendant quatre heures d'« horloge », un millier d'actionnaires de la compagnie financière (moins que ce qu'était prévu) ont écouté avec attention, le mercredi 29 avril, la présentation du groupe faite par M. François Monti, vice-président, puis l'allocation de leur nouveau président, M. Michel François-Poncet, avant de voter — sans trop de fausses notes, sinon la regrettable absence des petits actionnaires à la table du conseil — une liste interminable de trente résolutions.

Ceux qui avaient consenti à faire le voyage ont eu droit à une première : un exemplaire du rapport annuel 1986, tiré sur rotatives à cent cinquante mille exemplaires, au prix de revient de 6 F par numéro, soit au total vingt fois moins que le coût des précédents livraisons. Il est vrai un brin luxueux. Le détail à son importance, et toutes les entreprises privatisées qui visent avec terreur à « enfler le nombre des actionnaires au fur et à mesure que s'accroît le

calendrier des démissionnaires d'interrogent sur les frais de cette communication de masse qui reste à inventer.

Si Paribas, vingt-cinquième entreprise bancaire mondiale, avait dû adresser une convocation à chacun de ses actionnaires pour l'assemblée générale, il lui en aurait coûté 23 à 30 millions de francs. Celle-ci a préféré réaliser, à la mi-avril, une campagne d'information dans la presse écrite et audiovisuelle (prix : 400 000 F), relayée les 2 et 16 mai prochains par deux émissions télévisées sur FR 2.

Égalé par le « réseau » (l'ensemble des établissements bancaires), qui a reçu 300 000 « dossiers de travail », Paribas espère toucher ainsi un public qui détiendrait 69,3 % de ses actions.

Parmi les résolutions adoptées, la dix-septième, l'une des plus brèves, a posé la question. Elle se borne à fixer à 1,5 million de francs le montant des jetons de présence alloués annuellement au conseil d'administration et aux comités. Une coquette somme (100 000 F en moyenne par administrateur, dix fois plus que les jetons alloués jusqu'à dans les entreprises nationalisées) pour chacun des douze administrateurs.

SERGE MARTL.



service en période de paix.  
Leveté d'âge des départs en retraite.  
Les négociations qui se posent  
sont de nature à aboutir à un  
d'accord qui sera soumis à  
d'approbation du Parlement.  
Le ministre de l'Intérieur  
a jugé des propositions faites  
et maintenant son rôle est  
de faire du 7 mai de 8 h 30 à  
10 h 30, de 11 h 30 à 12 h 30  
première proposition de 13 h 30  
350 francs, est donc de 350  
parts de pouvoir d'achat des  
heures de travail 1970, selon la loi

A high-contrast, black and white photograph of a city street scene. In the foreground, a large, dark, curved structure, possibly a bridge or overpass, dominates the left side. A streetcar or trolley is visible on the right side of the street. In the background, a large, ornate building with a dome and classical architectural features stands prominently. The image has a grainy, high-contrast quality, suggesting it might be a reproduction of a historical photograph or a stylized print.

**AIR FRANCE N°1 VERS LES USA**



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION (SIG)

Société d'investissement à capital variable

Réunie le 28 avril 1987 sous la présidence de M. Roger Paillet-Marmont, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Elle a décidé la distribution d'un dividende global par action de 25,30 F (dont 3,12 F de crédit d'impôt) aux personnes physiques, et de 25,33 F (dont 3,15 F de crédit d'impôt) aux personnes morales.

L'assemblée générale a fixé au 6 mai 1987 la mise en paiement de ce dividende, qui se décompose comme suit :

- revenus de l'emprunt d'Etat « 8,80 % 1977 » : 0,06 F ;
- revenus d'obligations françaises non indexées : 15 F + 1,62 F de crédit d'impôt, soit un total de 16,62 F ;
- revenus d'actions françaises : 0,89 F + 0,68 F de crédit d'impôt, soit un total de 1,57 F ;
- autres revenus : 6 F + 0,82 F de crédit d'impôt, soit un total de 6,82 F ;
- produits des lots et primes de remboursement pour un montant de 0,23 F, exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et assortis d'un crédit d'impôt de 0,03 F pour les personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société, pendant un délai de trois mois à compter de la date de mise en paiement, en exonération totale du droit d'entrée.

Au cours de cette même réunion, l'assemblée générale a renouvelé, pour une durée d'un an, le mandat d'administrateur de M. Gilbert Lepel-Cointet.



## FRANCE-INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 28 avril 1987 sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Elle a décidé la distribution d'un dividende global par action de 13,89 F (dont 1,99 F de crédit d'impôt) aux personnes physiques, et de 13,19 F (dont 2,09 F de crédit d'impôt) aux personnes morales.

L'assemblée générale a fixé au 26 mai 1987 la mise en paiement de ce dividende, qui se décompose comme suit :

- revenus de l'emprunt d'Etat « 8,80 % 1977 » : 0,05 F ;
- revenus d'obligations françaises non indexées : 7,05 F + 0,97 F de crédit d'impôt, soit un total de 8,02 F ;
- revenus d'actions françaises : 0,89 F + 0,68 F de crédit d'impôt, soit un total de 1,57 F ;
- autres revenus : 1,66 F + 0,34 F de crédit d'impôt, soit un total de 2 F ;
- produits des lots et primes de remboursement pour un montant de 1,45 F, exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et assortis d'un crédit d'impôt de 0,10 F pour les personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société, pendant un délai de trois mois à compter de la date de mise en paiement, en exonération totale du droit d'entrée.

Au cours de cette même réunion, l'assemblée générale a renouvelé les mandats d'administrateur de M. Gilbert Lepel-Cointet pour une durée d'un an et de France Participations pour une durée de six ans.



Le conseil d'administration d'Hachette SA, réuni le 28 avril 1987 sous la présidence de M. Jean-Luc Lagardère, a arrêté les comptes de la société, pris connaissance des comptes consolidés du groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 1986 et confirmé les informations précédemment communiquées.

Le résultat net consolidé est, pour la part du groupe, de 215,8 millions de francs avant plus et moins-values contre 198,5 l'année précédente, soit une progression de 27,3 % et de 405,8 millions de francs après plus et moins-values contre 188 millions de francs en 1986.

En 1987 les résultats du groupe consol-

tront à nouveau une progression significative des résultats.

Le conseil d'administration du 30 mars avait pris acte de la démission de M. Jean Orléans de ses fonctions d'administrateur et nommé M. Jean-Marc Lévy, président directeur général du Crédit lyonnais.

La ratification de cette nomination sera proposée à l'assemblée générale ordinaire convoquée le 18 juin 1987.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de fixer le dividende à 24,60 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 12,28 francs, contre respectivement 21 francs et 10,50 francs au titre de l'exercice précédent.

## GUY DEGRENNE S.A.

Le conseil d'administration s'est réuni le 24 avril 1987 sous la présidence de M. Guy Degrenne pour arrêter les comptes de l'exercice 1986 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire du 19 juin 1987.

| GUY DEGRENNE S.A.      |         |         |
|------------------------|---------|---------|
| En milliers de francs  | 1986    | 1985    |
| Chiffre d'affaires net | 337 404 | 317 538 |
| Résultat courant       | 53 599  | 50 359  |
| Bénéfice net           | 28 898  | 25 193  |

Les ventes ont progressé de 19,8 MF ou 6,3 %. Le bénéfice net a évolué de 3,7 MF ou 14,7 % ; il représente 8,6 % du chiffre d'affaires. Les investissements totalement autofinancés se sont élevés à 13,3 MF. La distribution d'un dividende de 24 F par action contre 21,60 F en 1986 sera proposée à l'assemblée générale du 19 juin 1987.

Pour 1987, la société attend une amélioration de ses ventes de l'ordre de celle de 1986 et un maintien de ses marges en valeur relative.

Le chiffre d'affaires consolidé 1986 s'inscrit à 373,2 MF, et le bénéfice net (part du groupe) est en progression de 10 % à 28,9 MF soit 68,80 F par action.



## Fiat France S.A. : résultats de l'exercice 1986

L'assemblée générale ordinaire de Fiat France S.A., réunie le 27 avril 1987 sous la présidence de Giorgio Frasca, a approuvé les comptes de l'exercice 1986, qui font apparaître un bénéfice net de 24 336 509 francs après impôts, amortissements et provisions, contre 14 247 325 francs en 1985.

Le dividende, fixé à 3 francs par action, augmenté d'un avoir fiscal de 1,50 franc, soit un revenu global de 4,50 francs, est mis en paiement à partir du 5 mai 1987, aux guichets des banques suivantes :

- L'Européenne de banque ;
- Crédit lyonnais ;
- Banque nationale de Paris ;
- Société générale ;
- Crédit industriel et commercial ;
- Crédit commercial de France ;
- Banque de l'Union européenne ;
- M.M. Lazard Frères et Cies ;
- Sudameris France ;
- Banco di Roma (France).

Le chiffre d'affaires global réalisé en 1986 par les 45 sociétés du groupe Fiat en France a dépassé 20 milliards de francs.

## Marchés financiers

PARIS, 29 avril ↑

Reprise + 0,73 %

La Bourse de Paris a connu une séance de nette hausse jeudi, l'indice de tendance gagnant 0,73 % à l'approche du coup de cloche final. Le marché s'accroît ainsi l'avance de 0,3 % enregistrée en séance du mardi.

Autour de la corbeille, les boursiers affichaient une mine sereine. L'accalmie notée sur les marchés des changes permettaient leurs esprits vers des préoccupations propres à la bourse et aux Sociétés de la cote. C'était pour voir si confirmer les bons résultats des sociétés. L'Ordre a aussi vu ses bénéfices progresser, ainsi que Guy Degrenne (voir ci-dessous). Sans oublier les établissements bancaires qui ont connu en 1986 un cru exceptionnel.

Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait Géophysique, toujours soutenu par les perspectives de relance dans la prospection pétrolière.

Sodexo, Radiotechnique et L'Oréal étaient aussi recherchées, de même que Thomson périodique, Ajinomoto et Saint-Louis. Bouygues, Elf-Aquitaine, Schneider et les Frères de la Cité bénéficiaient d'un bon courant de soutien.

En repli, on notait Demat, Labon, Simco et le CNE 3 %. Signaux, UIC et Alsthom cédaient du terrain.

Les professionnels tablent sur une détente des taux d'intérêt susceptible de redonner confiance et aide au marché. On relevait la présence plus marquée des étrangers déjà actifs la veille. Chacun attendait maintenant le démarrage des prochaines privatisations pour se faire une meilleure idée des liquidités mobilisables. La distribution des dividendes devant apporter à la corbeille une quantité de milliards d'argent frais, qui saurait parallèlement trouver un emploi sous les lambris. Le MATIF gagnait 0,19 %, à 108,55 sur l'échéance de mars 1988.

Lingot : 86 800 F (-550).

Napoleon : 526 F (-16).

NEW-YORK, 29 avril ↑

En hausse

Wall Street a connu mercredi une séance de hausse, l'indice Dow Jones gagnant 22,30 en clôture, pour s'inscrire à 2 254,26. Le marché était encore actif, puisqu'on notait un volume de transactions supérieur à 173 millions de titres (180 millions la veille). Autour du Big Board, les professionnels expliquaient cette reprise, amorcée dès mardi, à une correction technique consécutive à quatre séances successives de déclin. La stabilisation du dollar et la détente sur les taux d'intérêt a aussi amélioré le climat boursier. La faible augmentation (+0,4 %) de l'indice des principaux indicateurs économiques en mars a aussi rassuré les opérateurs. La croissance économique et l'inflation sont modérées. Elles ne devraient pas inciter la Réserve fédérale à resserrer le crédit. On notait la baisse de Merrill Lynch (-2,5/8), qui a perdu en 1986 250 millions de dollars à la suite de pratiques non autorisées effectuées par un de ses « brokers ».

Parmi les valeurs les plus traitées figuraient Texaco (4,24 millions de transactions), Standard Oil (3,49 millions) et IBM (2,8 millions). On notait 958 hausses, 601 baisses et 389 inchangées.

| VALEURS              | Cours du 29 avril | Cours du 28 avril |
|----------------------|-------------------|-------------------|
| Alcatel              | 47 6/8            | 47 1/8            |
| A.T.T.               | 24 1/2            | 24 3/8            |
| Bouygues             | 44 3/8            | 44 1/4            |
| Chase Manhattan Bank | 38 3/8            | 37 1/4            |
| De Post de Banque    | 108 1/8           | 108 1/8           |
| Eastern Kodak        | 72 1/2            | 72 3/8            |
| Exxon                | 84 1/2            | 84 7/8            |
| Fort                 | 81 5/8            | 81 3/8            |
| General Electric     | 102 3/8           | 102 1/2           |
| General Motors       | 87 1/4            | 87 3/8            |
| IBM                  | 64                | 64                |
| L.B.M.               | 105 1/4           | 105 1/2           |
| L.T.T.               | 55 1/2            | 55 1/8            |
| Lyonnaise des Eaux   | 46 1/8            | 46 1/8            |
| Pfizer               | 98 3/4            | 98 1/2            |
| Schering-Plough      | 40 1/4            | 40 1/8            |
| Texas                | 51 3/8            | 51 1/8            |
| U.S. Steel           | 89 3/8            | 89 3/8            |
| Union Carbide        | 28 3/4            | 28 3/4            |
| U.S. Corp.           | 21 1/4            | 21 1/8            |
| Westinghouse         | 26 3/8            | 26 1/8            |
| Yale Corp.           | 75 3/4            | 75 3/8            |

## CHANGES

Dollar : 5,97 F ↓

Sur des marchés des changes très nerveux, le dollar a faibli après le vote de l'amendement Gebhardt aux Etats-Unis (voir page 1), qui fait traîner une guerre commerciale entre les Etats-Unis et le Japon.

FRANCFORT 29 avril 30 avril

Dollar (en DM) ... 1,768 1,768

TOKYO 29 avril 30 avril

Dollar (en yens) ... Cte 139,58

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (30 avril) ... 713/16

New-York (29 avril) ... 7 1/8

## INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

28 avril 29 avril

Valeurs françaises ... 110,3

Valeurs étrangères ... 113,6

C\* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 492,1 493,4

NEW-YORK (indice Dow Jones)

28 avril 29 avril

Industrielles ... 2231,36 2234,36

LONDRES (indice Financial Times)

28 avril 29 avril

Industrielles ... 1 982,90 1 986,4

Mines d'or ... 448,1 439,3

Fonds d'Etat ... 91,56 91,85

TOKYO

28 avril 30 avril

Nikkei (Dow Jones) ... 22 866,23 22 871,51

Indice général ... 1 041,36 1 046,38

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 avril

Nombre de contrats : 24 969

| COURS     | Jul 87 | Sept. 87 | Déc. 87 | Mars 88 |
|-----------|--------|----------|---------|---------|
| Dernier   | 106,85 | 107      | 106,90  | 106,65  |
| Précédent | 106,60 | 106,70   | 106,60  | 106,45  |

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

EXERCICE BÉNÉFICIAIRE ET RETOUR AU DIVIDENDE CHEZ PEUGEOT. La société Peugeot SA vient d'annoncer un bénéfice net (non consolidé) de 668 millions de francs pour 1986, en forte progression par rapport à 1985 (165 millions de francs). La distribution de dividendes suspendue depuis 1981, s'élèvera à 10 F par action et sera assorti d'un avoir fiscal de 15 F. Le principe d'une opération financière destinée à accélérer le renforcement des

fonds propres a été arrêté. Cette opération devrait prendre la forme d'une variante de l'OBSA (obligation à bon de souscription d'actions).

PERTE POUR VALLOUREC. - Vallourec a enregistré, en 1986, une perte consolidée de 402 millions de francs (part du groupe), après dotation de 248 millions de francs au amortissement et provisions. En 1985, le bénéfice consolidé s'était élevé à 49 millions de francs.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

|            | COURS DU JOUR | UN MOIS     | DEUX MOIS   | SIX MOIS    |
|------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| SE-IL      | 5,968 5,970   | + 55 + 70   | + 180 + 125 | + 190 + 280 |
| SE-DM      | 4,481 4,483   | 9 +         | 25 + 3      | 216 + 117   |
| Yen (100)  | 4,238 4,239   | + 147 + 170 | + 284 + 318 | + 839 + 927 |
| DM         | 3,388 3,391   | + 106 + 124 | + 227 + 251 | + 668 + 740 |
| Fluor      | 2,962 2,986   | + 60 + 73   | + 125 + 145 | + 376 + 434 |
| F.S. (100) | 14,825 14,896 | + 83 + 167  | + 183 + 337 | + 469 + 886 |
| F.S.       | 4,073 4,074   | + 155 + 174 | + 287 + 316 | + 840 + 933 |
| L (1 000)  | 4,667 4,668   | - 75 -      | - 264 - 198 | - 593 - 391 |
| C (1000)   | 9,921 9,945   | - 147 - 104 | - 264 - 198 | - 593 - 391 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

|            | 6 5/8 | 6 3/4 | 6 3/4  | 6 7/8 | 6 7/8   | 7       | 7 1/4   | 7 3/8   |
|------------|-------|-------|--------|-------|---------|---------|---------|---------|
| SE-IL      | 6 5/8 | 6 3/4 | 6 3/4  | 6 7/8 | 6 7/8   | 7       | 7 1/4   | 7 3/8   |
| DM         | 3 7/8 | 4 1/8 | 3 3/4  | 3 7/8 | 3 13/16 | 3 15/16 | 3 7/8   | 4 1/8   |
| SE-DM      | 5 1/4 | 5 1/2 | 5 1/4  | 5 3/8 | 5 1/4   | 5 3/8   | 5 1/4   | 5 3/8   |
| F.S. (100) | 6 7/8 | 7 1/2 | 7 1/2  | 7 1/2 | 7 1/2   | 7 1/2   | 7 1/2   | 7 1/2   |
| F.S.       | 3 1/4 | 2 1/4 | 3 3/16 | 3 5/8 | 3 11/16 | 3 13/16 | 3 11/16 | 3 13/16 |
| L (1 000)  | 8 1/4 | 9     | 9 1/4  | 9 7/8 | 9 3/8   | 9 5/8   | 9 1/4   | 9 3/8   |
| C (1000)   | 9 1/2 | 9 1/2 | 9 1/2  | 9 1/2 | 9 1/2   | 9 1/2   | 9 1/2   | 9 1/2   |
| R. franc   | 7 3/4 | 8     | 8      | 8 1/4 | 8 1/4   | 8 1/4   | 8 1/4   | 8 1/4   |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

L'ARGENT VIT

Les documents trimestriels seront à votre disposition dès le 11 mai au siège des sociétés et guichets des banques habilités à recevoir les souscriptions et les rachats

| Orientation              | Actif net en millions de F | Valeur liquidative en F | Coupon couru en F | Dernier dividende global mis en paiement en F | Date de paiement | Performance sur 5 ans ou depuis création |
|--------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------|---|------------------|--|
| FINORD                   | 1296,00                    | 58 953,85               | 1 276,87          | 5 412,60                                      | 27.03.87         | + 13,9 % / an                            |
| FINORD PLACEMENT         | 1040,90                    | 13 121,06               | 142,22            | 3,45  | 25.04.86         | + 13 % / an                              |
| VALORISATION             | 716,40                     | 440,18                  | 6,44              | 19,28   | 29.12.86         | + 22,1 % / an                            |
| OBLIGATIONS CONVERTIBLES | 3443,50                    | 843,90                  | 3,74              | 22,80   | 27.03.87         | + 28,8 % / an                            |
| OPTIMA VALOR             | 726,70                     | 534,95                  | 2,04              | 14,27   | 20.03.87         | + 23,5 % / an                            |
| SELECTION CROISSANCE     | 251,30                     | 744,06                  | 53,20             | 36,88   | 28.03.86         | + 16 % / an                              |
| AMERICA VALOR            |                            |                         |                   |   |                  |  |

Votre portefeuille SICAV au 31 mars

Crédit du Nord

## PUBLICATION JUDICIAIRE

## CONDAMNATION DU JOURNAL LE MONDE AU PROFIT DE M. BERNARD ANTONY (député européen)

La cour d'appel de Paris, par un arrêt du 14 janvier 1987 a confirmé un jugement du TGI de Paris et a condamné M. JARREAU Patrick et M. André FONTAINE à 1 500 F d'amende chacun et à 5 000 F de dommages et intérêts pour diffusion envers Bernard ANTONY dit Rouleau MARIE.

Le tribunal a indiqué que M. Bernard ANTONY était présenté comme un antisémite notoire, que cela était diffamatoire, qu'aucun des documents produits par les prévenus ne démontrait le caractère véridique de cette imputation, que la bonne foi des prévenus ne pouvait être retenue : les procès déjà gagnés par M. Bernard ANTONY, la relaxe intervenue dans l'instance qui l'opposait au ministère public, devaient les amener à exprimer leurs pensées dans une forme, à tout le moins, différente de celle qui a été la leur.

Pour extrait - M<sup>e</sup> de SAINT-JUST, avocat à la Cour.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

## BOURSE DE PARIS

| VALEURS              | Cours du 29 avril | Cours du 28 avril |
|----------------------|-------------------|-------------------|
| Alcatel              | 47 6/8            | 47 1/8            |
| A.T.T.               | 24 1/2            | 24 3/8            |
| Bouygues             | 44 3/8            | 44 1/4            |
| Chase Manhattan Bank | 38 3/8            | 37 1/4            |
| De Post de Banque    | 108 1/8           | 108 1/8           |
| Eastern Kodak        | 72 1/2            | 72 3/8            |
| Exxon                | 84 1/2            | 84 7/8            |
| Fort                 | 81 5/8            | 81 3/8            |
| General Electric     | 102 3/8           | 102 1/2           |
| General Motors       | 87 1/4            | 87 3/8            |
| IBM                  | 64                | 64                |
| L.B.M.               | 105 1/4           | 105 1/2           |
| L.T.T.               | 55 1/2            | 55 1/8            |
| Lyonnaise des Eaux   | 46 1/8            | 46 1/8            |
| Pfizer               | 98 3/4            | 98 1/2            |
| Schering-Plough      | 40 1/4            | 40 1/8            |
| Texas                | 51 3/8            | 51 1/8            |
| U.S. Steel           | 89 3/8            | 89 3/8            |
| Union Carbide        | 28 3/4            | 28 3/4            |
| U.S. Corp.           | 21 1/4            | 21 1/8            |
| Westinghouse         | 26 3/8            | 26 1/8            |
| Yale Corp.           | 75 3/4            | 75 3/8            |

## Comptant

| VALEURS              | Cours du 29 avril | Cours du 28 avril |
|----------------------|-------------------|-------------------|
| Alcatel              | 47 6/8            | 47 1/8            |
| A.T.T.               | 24 1/2            | 24 3/8            |
| Bouygues             | 44 3/8            | 44 1/4            |
| Chase Manhattan Bank | 38 3/8            | 37 1/4            |
| De Post de Banque    | 108 1/8           | 108 1/8           |
| Eastern Kodak        | 72 1/2            | 72 3/8            |
| Exxon                | 84 1/2            | 84 7/8            |
| Fort                 | 81 5/8            | 81 3/8            |
| General Electric     | 102 3/8           | 102 1/2           |
| General Motors       | 87 1/4            | 87 3/8            |
| IBM                  | 64                | 64                |
| L.B.M.               | 105 1/4           | 105 1/2           |



**29 AVRIL** Cours relevés à 17 h 36

|  | Compensation | VALEURS | Cours<br>initial | Premier<br>niveau | Dernier<br>niveau | %<br>+/- |
|--|--------------|---------|------------------|-------------------|-------------------|----------|
|--|--------------|---------|------------------|-------------------|-------------------|----------|

|   | 2016       | 2017                        | 2018          | 2019          | 2020          | +/-              |
|---|------------|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| % | 215<br>30% | Cross Mgmt.<br>Cn Pdr. Inv. | 215 10<br>784 | 219 80<br>788 | 219 90<br>785 | + 2.23<br>+ 0.70 |

| Comptant (collection) | Second marché (collection) |
|-----------------------|----------------------------|
|-----------------------|----------------------------|

## Second marché (sélection)

|                  |        |                   |      |      |                      |      |        |                  |       |     |
|------------------|--------|-------------------|------|------|----------------------|------|--------|------------------|-------|-----|
| CRIT 12.75 % 83  | 1749   | Super Home, Vicky | 1538 | 1580 | Provenance C.A.      | 2010 | 2130   | Cart. and Kraft  | 381   | 381 |
| DAT 10.00 % 2000 | 108 46 | Super Vicky       | 2780 | 2800 | Publicis             | 2800 | 2726   | De Beers (port.) | 79 40 | --- |
| DAT 8.00 % 1997  | 108 40 | Economica Centre  | 626  | 650  | Ref. Syst. R.        | 176  | 177 90 | Dow Chemical     | 603   | 603 |
|                  |        |                   |      |      | Shelton-Rand R. Int. | 902  | 400    |                  |       |     |

## 29/4

|  |   |   |   |  |  |
|--|---|---|---|--|--|
| <b>Droits et taxes</b><br>Droits et taxes<br>Droits et taxes | <b>Cote des changes</b><br>Cote des changes<br>Cote des changes | <b>Marché libre de l'or</b><br>Marché libre de l'or<br>Marché libre de l'or | Energie-Océan<br>1530 83 1519 16<br>Energie-Industrie<br>845 40 837 00<br>Energie-Tram<br>888 77 887 42 | Mutualité<br>23380 85 23380 85<br>Mutualité<br>23380 83 23380 83<br>Mutualité<br>417 22 417 67 | Ségur<br>1302 61 1283 54<br>Ségur<br>488 38 473 86<br>Ségur<br>1232 38 1198 40 |
|--|---|---|---|--|--|

## Marché libre de l'or

\_\_\_\_\_

.....

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

100



